



RAPPORT FINANCIER AU 31 MARS 2019

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Herme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 30 SEPTEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société TRONIC'S MICROSYSTEMS (ci-après la « Société ») et du groupe de sociétés qu'elle constitue avec ses filiales (ci-après « le Groupe » ou « le Groupe Tronics ») durant l'exercice clos le 31 mars 2019 et de soumettre à votre approbation notamment les comptes sociaux et consolidés dudit exercice ainsi que le renouvellement des mandats de trois membres du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux comptes et la constatation de la perte de la moitié du capital social et la décision à prendre en application des dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Lors de l'assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports du commissaire aux comptes.

En outre, nous vous précisons que sont annexés au présent rapport les informations et rapports suivants :

- Conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, les tableaux faisant apparaître les résultats de la Société et ceux du Groupe au cours des cinq derniers exercices ;

- Conformément à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce, le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise ;

- Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, le rapport spécial établi par le Directoire sur les opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce.

-oOo-

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1. Rappel sur les activités du Groupe

Tronics conçoit, fabrique et commercialise des Nano et Microsystèmes électromécaniques, des dispositifs miniaturisés assurant une fonction de capteur et/ou d'actionneur dans des domaines d'applications très divers, tels que les secteurs Industriel, Aéronautique & Sécurité, Médical et Electronique Grand Public.

Le Groupe propose à ses clients une offre complète à haute valeur ajoutée grâce à son positionnement unique, qui couvre l'ensemble de la chaîne de la valeur, de l'ingénierie (Conception et Simulation, développement des procédés de fabrication, Spécification de l'électronique de contrôle, packaging, test et caractérisation) au manufacturing.

La Société consacre une large part de son activité tant au niveau de sa recherche et développement qu'au niveau de son action marketing et commerciale pour le développement de nouveaux marchés.

Elle mène des activités de recherche et développement afin de concevoir et fabriquer des microsystèmes innovants. Elle consacre une part non négligeable de ses ressources à la protection de sa propriété intellectuelle en déposant des brevets et demandes de brevets au niveau international.

2. Dissolution de la filiale ChinaTronics

L'entité dormante ChinaTronics a été dissoute en date du 15/02/2019. Pour rappel, le groupe détenait 49% des titres de l'entité basée à Hong-Kong. Cette société était consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

3. Activités de la Société et de ses filiales sur l'année fiscale 2019

Tronics Microsystems S.A.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 s'établit à 6,067 k€, contre 5,071 k€ sur l'exercice 2018 pro forma.

L'ingénierie est stable à 2,688 k€ contre 2,698 k€ l'exercice précédent.

L'activité de production s'inscrit quant à elle à 3,379 k€, en croissance de 42% par rapport à l'exercice 2018 pro forma. La production des composants optiques explique en partie ce bon résultat et affiche une progression de 29%, combinée à des ventes de capteurs inertiels haute performance GYPRO® également en forte progression (+119%) ainsi qu'à une hausse des ventes de composants custom pour applications industrielles.

L'année 2019 a été marquée par un fort investissement en termes de ressources sur les programmes de développement visant à préparer la mise sur le marché de produits standards ou customs.

Les travaux de Recherche se sont quant à eux principalement concentrés sur les programmes suivants :

- le projet TRACE: "Technology ReAdiness Process for Consumer" visant à accélérer le transfert des produits électroniques grand public issus de la technologie M&NEMS et Magelan à l'industrie automobile,
- un programme de recherche sur un accéléromètre très haute performance custom
- un programme de recherche sur une nouvelle génération d'horloge atomique miniature basse consommation.

Les effectifs de Tronics Microsystems SA s'élèvent à 83 personnes au 31 mars 2019 pour un effectif moyen de 81 personnes sur l'année.

Tronics MemS Inc.

Pour la filiale américaine, l'année fiscale 2019 a été marquée par la faillite d'un client en production à fort potentiel de croissance. Cet événement a significativement impacté l'activité de la filiale et a limité le redémarrage de l'activité pourtant initié sur le premier semestre.

Le chiffre d'affaires de la filiale s'établit à 512 k€ sur l'exercice 2019 contre 295 k€ sur l'exercice 2018 pro forma soit une hausse de 55%. Bien qu'en progression par rapport à l'exercice précédent, le niveau d'activité de la filiale reste en deçà des attentes du groupe

L'équipe de Dallas compte 18 personnes au 31 mars 2019 contre 32 personnes au 31 mars 2018.

L'effectif moyen sur l'exercice est de 25 personnes.

ChinaTronics Ltd

La joint-venture dormante a été dissoute sur l'exercice. Le groupe continuera d'adresser le marché chinois au travers de son représentant local, comme il l'a fait les exercices précédents.

L'effectif moyen du groupe sur l'année était de 106 personnes sur l'année fiscale 2019, contre 100 personnes en 2018.

EXAMEN DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES ET RESULTATS

1. Comptes consolidés

1.1. *Présentation du Compte de Résultat*

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 581 k€ au titre de l'exercice 2019 (12 mois) contre 5 366 k€ en 2018 (12 mois pro forma).

Le chiffre d'affaires consolidé 2019 est réalisé à hauteur de 56% par des ventes de produits finis (3 672 k€) et 44% par des prestations de services (2 907 k€).

Le tableau ci-dessous présente une synthèse du compte de résultat consolidé du groupe comparé aux résultats de l'exercice précédent (15 mois) et au compte de résultat pro forma (12 mois) pour la période 1^{er} avril 2017 - 31 mars 2018.

| Synthèse compte de résultat consolidé (K€) | 31.03.2019 (12 mois) | 01.04.2017 31.03.2018 (12 mois pro forma) | Var | 31.03.2018 (15 mois) |
|--|-------------------------|--|---------------|-------------------------|
| Produits des activités courantes | 7 452 | 7 106 | 346 | 9 042 |
| Achats consommés | -3 551 | -3 509 | -42 | -4 284 |
| Charges externes | -3 007 | -2 629 | -378 | -3 248 |
| Charges de personnel | -7 883 | -8 212 | 329 | -10 107 |
| Impôts et taxes | -328 | -270 | -57 | -352 |
| Dotations nettes aux amortissements | -2 030 | -1 590 | -440 | -1 959 |
| Dotations nettes aux provisions | -62 | 127 | -189 | 175 |
| Autres produits courants | 19 | 7 | 12 | 7 |
| Autres charges courantes | -22 | -139 | 117 | -229 |
| Résultat opérationnel courant | -9 413 | -9 110 | -303 | -10 956 |
| Autres charges non courantes | | | | |
| Résultat opérationnel | -9 413 | -9 110 | -303 | -10 956 |
| Coût de l'endettement financier net | -652 | -254 | -398 | -281 |
| Autres produits et charges financières | -646 | -23 | -623 | 22 |
| Résultat avant impôt | -10 711 | -9 387 | -1 324 | -11 214 |
| Résultat Net | -10 622 | -9 458 | -1 163 | -11 301 |
| Part du groupe | -10 187 | -9 124 | -1 063 | -10 910 |
| Part ne conférant pas le contrôle | -435 | -334 | -100 | -391 |
| Résultat par action (€/action) | -2.88 | -2.57 | -0.32 | -3.07 |
| Résultat dilué par action (€/action) | -2.88 | -2.57 | -0.32 | -3.07 |

Le total des produits des activités courantes s'élève à 7 452 k€ au 31 Mars 2019 contre 7 106 k€ au 31 mars 2018 (pro forma), soit une hausse de 5% prenant en compte le chiffre d'affaires (cf supra) et les postes suivants :

| Autres produits de l'exploitation (K€) | 31.03.2019 (12 mois) | | 01.04.2017 - 31.03.2018 (12 mois pro forma) | | 31.03.2018 (15 mois) | |
|--|-------------------------|--------------|--|--------------|-------------------------|--------------|
| | | | | | | |
| Crédit Impôt Recherche | 502 | 58 % | 507 | 29 % | 666 | 30 % |
| CICE | 62 | 7 % | 88 | 5 % | 108 | 5 % |
| Subventions | 314 | 36 % | 1 013 | 58 % | 1 367 | 61 % |
| Variations de stocks de produits finis | -13 | -1 % | 69 | 4 % | 14 | 1 % |
| Produits divers de gestion courante | 3 | 0 % | | 0 % | 3 | 0 % |
| Autres produits | 4 | 0 % | 63 | 4 % | 64 | 3 % |
| Autres produits de l'activité | 871 | 100 % | 1 740 | 100 % | 2 223 | 100 % |

Le total des charges d'exploitation s'élève à 16 865 k€ contre 16 216 k€ au titre de l'exercice pro forma allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018, soit une augmentation de 4%.

Elles comprennent les postes suivants :

| Autres charges de l'exploitation (K€) | 31.03.2019 (12 mois) | 01.04.2017 - 31.03.2018 (12 mois pro forma) | Var. | Var % | 31.03.2018 (15 mois) |
|---|-------------------------|--|------------|-----------|-------------------------|
| Achats consommés | 3 551 | 3 509 | 42 | 1% | 4 284 |
| Charges externes | 3 007 | 2 629 | 378 | 14% | 3 248 |
| Charges de personnel | 7 883 | 8 212 | -329 | -4% | 10 107 |
| Impôts et taxes | 328 | 270 | 57 | 21% | 352 |
| Dotations nettes aux amortissements | 2 030 | 1 590 | 440 | 28% | 1 959 |
| Dotations nettes aux provisions | 62 | -127 | 189 | -149% | -175 |
| Autres produits et charges courants | 3 | 131 | -128 | -98% | 222 |
| Autres charges de l'exploitation | 16 865 | 16 216 | 649 | 4% | 19 999 |

La hausse des charges d'exploitation du groupe est principalement attribuable au site de production américain. Les charges d'exploitation sur le site de Crolles présentent quant à elles une diminution de 1% sur la même période.

Le résultat opérationnel courant est un déficit de 9 413 k€ contre un déficit de 9 110 k€ au titre de l'exercice pro forma précédent. Le résultat opérationnel de l'exercice fiscal précédent (15 mois) était un déficit de 10 956 k€.

Le résultat financier s'élève à -1 298 k€ sur l'exercice pro forma 12 mois, contre -277 k€ au titre de l'exercice précédent pro forma.

Le résultat financier de l'exercice fiscal précédent (15 mois) s'élevait à -259 k€.

En conséquence le résultat avant impôts sur l'exercice est une perte de 10 711 k€ contre une perte de 9 387 k€ pour l'exercice précédent pro forma. Le résultat avant impôt de l'exercice fiscal précédent (15 mois) était une perte de 11 214 k€.

Le résultat net consolidé de l'exercice est une perte de 10 622 k€ contre une perte de 9 458 k€ au titre de l'exercice précédent pro forma. Le résultat net consolidé de l'exercice fiscal (15 mois) était une perte de 11 301 k€.

1.2. Présentation du Bilan

1.2.1. Actif

Les **actifs non courants** s'élèvent à 11 457 k€ au 31 mars 2019 contre 9 738 k€ à la clôture de l'exercice précédent.

Ils comprennent les postes suivants :

| Actifs non courants | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|-------------------------------|---------------|--------------|
| Immobilisations incorporelles | 776 | 1 002 |
| Immobilisations corporelles | 9 067 | 7 790 |
| Autres actifs financiers | 272 | 167 |
| Créances d'impôt | 1 342 | 779 |
| Total | 11 457 | 9 738 |

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de licences acquises sur les périodes antérieures ainsi que des frais de développement correspondant au développement de deux produits gyromètres à hauteur de 268 k€ et 921 k€ respectivement en valeur brute. Ces frais sont amortis sur une période de 5 ans. Aucun projet n'a rempli cumulativement les critères d'activation sur l'exercice.

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériels industriels utilisés dans le cadre de son activité de production de composants MEMS. Sur l'exercice le groupe a investi 2.7 M€ dans son outil de production, notamment sur son site de production à Dallas pour 2.2 M€ et sur son site de Crolles pour 0.5 M€.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement sur l'exercice fiscal s'élève à 1 558 k€ contre 2 335 k€ en pour l'exercice précédent (15 mois).

Le bilan comptabilise 7 261 k€ d'**actifs courants** comprenant les éléments suivants :

| Actifs courants | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Stocks et en-cours | 3 045 | 2 677 |
| Clients | 1 726 | 1 720 |
| Créances d'impôt | | |
| Autres actifs courants | 950 | 851 |
| Trésorerie et équivalents trésorerie | 1 540 | 2 476 |
| Total | 7 261 | 7 724 |

1.2.2. Passif

Capitaux Propres

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à – 10 070 k€ au 31 mars 2019 contre 180 k€ au terme de l'exercice précédent. Le tableau ci-dessous présente la variation des capitaux propres.

| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€) | Capital | Primes liées au capital | Autres réserves groupe | | | | Capitaux propres part du groupe | Intérêts ne conférant pas le contrôle | Capitaux propres |
|--|---------|-------------------------|------------------------|------------------------------------|-----------------|---------|---------------------------------|---------------------------------------|------------------|
| | | | Réserves de conversion | Autres éléments du résultat global | Autres réserves | Total | | | |
| Situation au 31 Mars 2018 | 3 685 | 16 676 | -4 | 55 | -19 585 | -19 534 | 829 | -647 | 180 |
| Résultat de la période | | | | | -10 187 | -10 187 | -10 187 | -435 | -10 622 |
| Autres éléments du résultat global, après impôts | | | 240 | 6 | | 246 | 246 | -39 | 207 |
| Résultat global | - | - | 240 | 6 | -10 187 | -9 941 | -9 941 | -474 | -10 415 |
| Variation de périmètre | | | | | 20 | 20 | 20 | -20 | - |
| Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | 190 | 190 | 190 | | 190 |
| Autres variations | | | | | -26 | -26 | -26 | | -26 |
| Situation au 31 Mars 2019 | 3 685 | 16 676 | 236 | 61 | -29 587 | -29 291 | -8 928 | -1 141 | -10 070 |

La baisse des capitaux propres est principalement expliquée par la perte sur l'exercice.

Situation d'endettement du groupe

Les dettes d'exploitation s'élèvent à 3.553 k€ au 31 mars 2019, contre 3.762 k€ l'année précédente.

Le poste Emprunts et dettes financières (courants et non courants) s'élève à la somme de 24 771 k€ (contre 12 996 k€ pour l'exercice précédent), constitué principalement des éléments suivants :

- Douze emprunts contractés depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société Tronics Microsystems SA auprès de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, pour un montant total de 19.6 M USD (17.4M€) à échéance moins d'un an.
- Deux emprunts contractés depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société Tronics Microsystems SA auprès de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, pour un montant total de 1.9 M€ à échéance moins d'un an.
- Un emprunt contracté depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société Tronics MEMS Inc auprès de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, pour un montant total de 2M USD (1.8M€) à échéance moins d'un an.
- Un emprunt de 1 500 k€ contracté en juillet 2015 par Tronics Microsystems auprès de la banque historique de la Société, destiné à financer le besoin en fonds de roulement sur plusieurs contrats d'engineering. Cet emprunt est remboursable sur 5 ans. A titre de garantie, cet emprunt est assorti d'un nantissement de fonds de commerce. Le capital restant dû au 31 mars 2019 s'élève à 411 k€.

- Un emprunt de 1 200 k€ contracté par la Société au mois de février 2016 auprès de la BPI, destiné à financer l'industrialisation de nouveaux produits. Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans. Le capital restant dû au 31 mars 2019 s'élève à 960 k€.
- Un emprunt de 700 k€ auprès de la BPI dans le cadre d'un contrat de développement participatif pour le financement du programme d'investissement des années 2012 et 2013 (taux d'intérêt 2.86% ; retenue de garantie : 35k€). Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans. La première échéance de remboursement a eu lieu en avril 2016. Le capital restant dû au 31 mars 2019 s'élève à 280 k€.
- Une avance conditionnée de 220 k€ versée par la BPI dans le cadre du projet « SCP TIME ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Une avance conditionnée de 846 k€ versée par la BPI dans le cadre du projet « NEXT4MEMS ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Une dette de 162 k€ liée à une obligation de rachat des intérêts minoritaires dans Tronics MEMS Inc. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 mars 2019, en tenant compte d'un WACC à 14% et d'un taux de croissance à l'infini de 2.2% desquels l'endettement net de Tronics MEMS Inc. a été déduit.
Compte tenu des perspectives futures de la filiale et de son niveau d'endettement actuel, l'engagement de rachat a été évalué comme égal à la valeur d'achat des actions par les actionnaires minoritaires majoré d'une prime de 10%.
- Enfin, la Société n'a pas souscrit au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 à de nouveaux contrats de crédit-bail. Le montant total de la dette globale sur l'ensemble des contrats de crédit-bail mobilier en cours à la clôture de l'exercice au 31 mars 2019 est de 259 k€ contre 699 k€ au 31 mars 2018.

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

| | |
|----------------------------|--|
| Inférieur à 1 an : | 22 422 k€ (dont 205 k€ au titre des contrats de crédit-bail) |
| Compris entre 1 et 5 ans : | 1 335 k€ (dont 54 k€ au titre des contrats de crédit-bail) |
| Supérieur à 5 ans : | 1 013 k€ |

Le montant des emprunts remboursés au cours de l'exercice s'élève à 1 649 k€ dont 441 k€ au titre des dettes de crédit-bail.

1.3. Présentation du Tableau de flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les principaux éléments du tableau des flux de trésorerie :

| TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | -7 659 | -6 193 | -7 919 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | -2 998 | -2 925 | -4 853 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 10 521 | 6 478 | 9 706 |
| Incidence des variations de cours des devises | -800 | -16 | 15 |
| Variation de la trésorerie | -936 | -2 656 | -3 051 |
| Trésorerie d'ouverture | 2 476 | 5 132 | 5 527 |
| Trésorerie de clôture | 1 540 | 2 476 | 2 476 |

La diminution des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles provient essentiellement de la perte réalisée sur l'exercice clos le 31 mars 2019.

La société fortement investi sur l'exercice, notamment sur le site de production de Dallas et a été soutenue financièrement par TDK Electronics AG à travers plusieurs emprunts.

Des informations complémentaires vous sont données dans les annexes aux comptes consolidés.

2. Comptes annuels de Tronics Microsystems SA

2.1. *Présentation du Compte de Résultat*

Le chiffre d'affaires total de l'exercice fiscal s'élève à 6 162 k€ contre 6 446 k€ au titre de l'exercice précédent (15 mois). A titre de comparaison, le chiffre d'affaires sur la période de 12 mois allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 s'élevait à 5 232 k€.

Cela représente une augmentation de 18 % par rapport à l'exercice pro forma, imputable à la forte progression de l'activité manufacturing. La tendance haussière initiée les deux exercices précédents s'est à nouveau confirmée sur l'exercice 2019 et confirme l'intérêt croissant des clients pour les produits TRONICS.

Le total des produits d'exploitation, aides à l'innovation et reprise sur provision comprises, s'élève à 6 731 k€ sur l'exercice fiscal clos le 31 mars 2019. Il s'élevait à 6 484 k€ sur le nouvel exercice fiscal clôturant le 31 mars 2018 pro forma (12 mois), soit une augmentation de 4%. Au titre de l'exercice fiscal précédent complet (15 mois), le total des produits d'exploitation était de 8 070 k€.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 10 406 k€ sur l'exercice fiscal et à 10 611 k€ sur l'exercice fiscal N-1 pro forma (12 mois), soit une diminution de 2 %. Au titre de l'exercice de 15 mois clos le 31 mars 2018, le total des charges d'exploitation était de 13 314 k€.

La ventilation des postes de charges d'exploitation est la suivante :

| Autres charges de l'exploitation (K€) | 31.03.2019 (12 mois) | 01.04.2017 - 31.03.2018 (12 mois pro forma) | Var. | Var % | 31.03.2018 (15 mois) |
|---|-------------------------|--|-------------|------------|-------------------------|
| Achats consommés | 2 555 | 2 307 | 248 | 11% | 2 039 |
| Charges externes | 1 983 | 2 360 | -377 | -16% | 3 802 |
| Charges de personnel | 5 089 | 5 191 | -102 | -2% | 6 570 |
| Impôts et taxes | 197 | 187 | 10 | 5% | 228 |
| Dotations aux amortissements et prov | 553 | 552 | 1 | 0% | 658 |
| Autres produits et charges courants | 29 | 14 | 16 | 117% | 18 |
| Autres charges de l'exploitation | 10 406 | 10 611 | -205 | -2% | 13 314 |

Le **résultat d'exploitation** sur l'exercice fiscal est une perte de **(3 676) k€**, le résultat d'exploitation sur l'exercice fiscal précédent pro forma (12 mois) était une perte de **(4 127) k€** et une perte de (5 244) k€ au titre de l'exercice précédent de 15 mois.

Les produits financiers s'élevant à 1 105 k€ et les charges financières à 11 983k€, dont 10 600 k€ de dotation aux provisions sur titres et actifs financiers avec Tronics MEMS Inc, et dont 791 k€ de dotations aux provisions pour perte de change, le résultat financier s'établit est donc une perte de (10 878) k€ contre une perte de (713) k€ au titre de l'exercice précédent (15 mois). A titre de comparaison, le résultat financier sur l'exercice fiscal précédent pro forma (12 mois) était une perte de (715) k€.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 6 k€ et les charges exceptionnelles à 85 k€, le résultat exceptionnel de l'exercice fiscal s'établit à (79) k€ contre (87) k€ au titre de l'exercice précédent (15 mois). Le résultat exceptionnel sur l'exercice fiscal précédent pro forma (12 mois) était une perte de (83) k€.

Compte tenu d'un Crédit Impôt Recherche de 503 k€, l'exercice clos le 31 mars 2019 se traduit en conséquence par **une perte de 14 129 k€** contre une perte de 5 378 k€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat sur l'exercice fiscal précédent pro forma (12 mois) était **une perte de 4 418k€**, incluant un crédit impôt recherche de 507 k€.

2.2. Présentation du Bilan

2.2.1. Actif

Au 31 mars 2019, les immobilisations incorporelles s'élèvent à la somme nette de 221 k€, les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 1 822 k€ et le poste des immobilisations financières s'élève à la somme nette de 11 170 k€ correspondant principalement aux participations dans les filiales et aux créances rattachées.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 7 358 k€, dont 687 k€ de disponibilités.

2.2.2. Passif

Les capitaux propres s'élèvent à la somme de -6 120 k€ au 31 mars 2019, contre 8 009 k€ au terme de l'exercice précédent. La baisse résulte principalement de la perte constatée sur l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les dettes financières s'élèvent à la somme de 21 508 k€ contre 9 146 k€ pour l'exercice précédent.

Les dettes d'exploitation s'élèvent à 1 867 k€ au 31 mars 2019, contre 2 218 k€ pour l'exercice précédent.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 672 k€ au 31 mars 2019, contre 1 939 k€ l'année précédente.

Les capitaux propres sont négatifs et ressortent à -6 120 406 euros pour un capital social égal à 3 685 608 euros.

PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES PAR LA SOCIETE ET SES FILIALES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur la situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur la situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

1. Tronics Mems Inc

La filiale de Dallas a réalisé sur l'exercice fiscal 2019 (12 mois) un chiffre d'affaires de 518 k€ et une perte de 6 389 k€ contre un chiffre d'affaires de 619 k€ et une perte de 6 226 k€ en 2018 (15 mois). Pour de plus amples détails, nous vous renvoyons au chapitre relatif aux activités de la Société et de ses filiales.

Les capitaux propres de Tronics Mems Inc. au 31 mars 2018 s'élèvent à - 14 081 k€.

2. ChinaTronics Ltd

La société n'a pas réalisé de chiffre d'affaires en 2019 et a enregistré un bénéfice de 235 k€.

La société a été dissoute en date du 15 février 2019.

SUCCURSALES EXISTANTES

La société ne dispose d'aucune succursale.

ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES, NOTAMMENT DE LEUR SITUATION D'ENDETTEMENT, AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur l'activité et la situation d'endettement situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE ET SES FILIALES SONT CONFRONTEES

Les risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales, la couverture de ces risques et les assurances y afférentes sont décrits en **Annexe B** du présent rapport de gestion.

INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIETE ET SES FILIALES

Concernant les instruments financiers utilisés par notre Société et ses filiales, nous vous renvoyons à la description des principaux postes comptables telle qu'effectuée ci-dessus au sein du présent rapport.

MODIFICATIONS STATUTAIRES INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 mars 2019, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

En date du 8 avril 2019, la société TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, a accordé deux prêts de 1.5 millions de dollars américains chacun à la société Tronics Microsystems SA à échéance 12 mois.

En date du 9 Avril 2019, la société TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, a repoussé l'échéance d'un prêt de 1.5 millions de dollars américains initialement accordé à la société Tronics Microsystems SA en date du 9 avril 2018 pour une nouvelle période de 12 mois.

EVOLUTION PREVISIBLE - PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

En 2020, le groupe compte poursuivre sa dynamique de croissance.

L'objectif de Tronics reste d'accroître la part de ses revenus de production dans son chiffre d'affaires total. Les projets d'ingénierie en cours de finalisation pour plusieurs clients doivent permettre au Groupe de lancer la production de Microsystèmes innovants dans le domaine de l'inertiel, des sciences de la vie et des applications industrielles à haute valeur ajoutée.

Tronics, au sein de la branche de TDK spécialisée dans les composants électroniques, devient le pôle de compétences des capteurs MEMS. Cette position lui permettra de bénéficier de nouvelles capacités de distribution à l'échelle mondiale et de générer des synergies, en particulier commerciales et technologiques auprès d'un portefeuille de clients internationaux dans le domaine des MEMS. L'adossement du Groupe à TDK Electronics lui permet en outre d'asseoir son développement à la structure financière du groupe TDK.

-oOo-

RESULTATS - AFFECTATION

Présentation des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les exercices précédents.

Affectation du résultat de Tronics Microsystems SA

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 mars 2019 tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de **14 128 917** euros, que nous vous proposons d'affecter en totalité au poste "Report à Nouveau".

Le poste "Report à Nouveau" serait ainsi porté d'un solde débiteur de 12 372 419 euros à un solde débiteur de 26 501 336 euros.

Nous vous précisons en outre qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

CONSTATATION DE LA PERTE DE PLUS DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 dudit Code, nous vous demandons de bien vouloir constater que les capitaux propres de la Société au 31 mars 2019 sont négatifs et s'élèvent à – 6 120 406 euros, soit un montant inférieur à la moitié du capital social (d'un montant de 3 685 608 euros).

Compte tenu des perspectives d'évolution de la Société, nous vous demandons de décider de ne pas prononcer la dissolution de la Société et donc de poursuivre l'activité.

COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

La Société a établi des comptes consolidés du Groupe selon les normes IFRS.

Au 31 mars 2019, le périmètre de consolidation du Groupe comprenait les sociétés suivantes :

- Tronics Microsystems S.A.
- Tronics Mems Inc.

Nous vous demandons, conformément aux articles L 225-100 et L 233-16 du Code de commerce, de bien vouloir approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019 qui vous ont été présentés ci-avant.

TABLEAU DES RESULTATS

Au présent rapport est joint en **Annexes A et A-bis** les tableaux prévus à l'article R 255-102 du Code de commerce faisant apparaître les résultats de notre Société et ceux du Groupe au cours de chacun des cinq derniers exercices.

ARTICLE 39-4 DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du CGI, nous vous précisons que la Société n'a supporté aucune charge exclue des charges déductibles de l'impôt sur les sociétés pour l'exercice écoulé, conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code Général des Impôts.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DE NOS FOURNISSEURS ET DE NOS CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-14 alinéa 1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes à la clôture de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2018 dont le détail figure en **Annexe C** :

- pour les fournisseurs, le nombre et le montant total des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches en fonction des délais de retard et rapporté en pourcentage au montant total des achats de l'exercice ;
- pour les clients, le nombre et le montant total des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches en fonction des délais de retard et rapporté en pourcentage au chiffre d'affaires de l'exercice.
- Les retards mentionnés ci-dessus sont déterminés à partir des délais de paiement contractuels, ou en l'absence de délais contractuels spécifiques, des délais légaux applicables.

le nombre et le montant total des factures fournisseurs et clients exclues relatives, selon le cas, à des dettes et créances litigieuses.

Nous vous indiquons que, conformément aux dispositions de l'article D. 823-7-1 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes présentera dans son rapport sur les comptes annuels ses observations sur la sincérité et la concordance des informations ci-dessus avec les comptes annuels.

MONTANT DES PRETS INTERENTREPRISES A MOINS DE DEUX ANS CONSENTIS PAR LA SOCIETE

La Société n'a consenti aucun prêt inter-entreprises sur l'exercice.

-oOo-

CONVENTIONS VISEES PAR LES ARTICLES L. 225-86 ET L.225-90 DU CODE DU COMMERCE

Il appartiendra aux actionnaires d'approuver dans son intégralité les termes du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entrant dans le champ d'application des articles L. 225-86 et L.225-90 du Code du commerce.

MANDATS EN COURS

Nous vous rappelons que les mandats de membres du Directoire de Messieurs Julien BON et Antoine FILIPE ainsi que les mandats de membres du Conseil de Surveillance de Messieurs Peter BALZER, Marcel MÜLLER, et Karsten LOEWE arrivent à expiration à l'issue de votre Assemblée Générale Mixte.

Il vous sera proposé de renouveler les mandats de membres du Conseil de Surveillance de Messieurs Peter BALZER, Marcel MÜLLER, et Karsten LOEWE pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025 et devant se tenir courant 2025.

Nous vous indiquons en outre que le Conseil de Surveillance se réunira à l'issue de votre Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de statuer (i) sur la nomination du Président et du Vice-Président du Conseil de Surveillance, (ii) sur le renouvellement des mandats de membres du Directoire de Messieurs Julien BON et Antoine FILIPE ainsi que (iii) sur la nomination du Président du Directoire.

Nous vous précisons que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société Thalès Avionics SAS, dont le représentant permanent est Monsieur Marc DUVAL-DESTIN, arrivera quant à lui à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021 et devant se tenir courant 2021.

Nous vous indiquons enfin que les mandats des Commissaires aux comptes titulaires (KPMG SA) et suppléant (SALUSTRO REYDEL SA) arrivent à expiration à l'issue de votre Assemblée Générale Mixte. Il vous sera proposé de renouveler le mandat du Commissaire aux comptes titulaires de la société, KPMG SA pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025 et devant se tenir courant 2025. Nous vous précisons qu'il ne sera pas proposé de nommer un nouveau commissaire aux comptes suppléant.

PROPOSITION DE FIXATION DE LA SOMME A ALLOUER AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE EN REMUNERATION DE LEUR ACTIVITE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-83 du Code de commerce, nous vous proposons d'allouer aux membres du Conseil de Surveillance une somme maximum de 40 000 euros en rémunération de leur activité au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020 .

Le Conseil de Surveillance décidera de la répartition de cette somme entre ses membres pouvant être qualifiés de membre indépendant au regard des critères d'indépendance définis par le Code Middledext et retenus par la Société.

-oOo-

PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL AU DERNIER JOUR DE L'EXERCICE

Nous vous informons que l'état de la participation des salariés actuels au capital social de la Société au dernier jour de l'exercice s'élève, au sens de l'article L.225-102 du Code de commerce, à 0%.

SOUSCRIPTION, ACHAT OU PRISE EN GAGE PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS, DANS LE CADRE DE L'INTERESSEMENT DU PERSONNEL AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE

Aucune opération n'a été effectuée sur l'action TRONICS MICROSYSTEMS, à ce titre, au cours de l'exercice écoulé.

OBSERVATIONS DE LA DELEGATION UNIQUE DU PERSONNEL

Les membres de la délégation unique du personnel n'ont émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail.

-oOo-

PRISES DE PARTICIPATION – PRISES DE CONTRÔLE

Aucune prise de participation ou de contrôle n'a été faite par la Société au cours de l'exercice.

Lors des séances du 13 juin 2018, du 26 septembre 2018 et du 25 mars 2019, le Conseil de Surveillance a autorisé la conclusion de trois avenants à la convention d'avance de trésorerie initialement conclue entre la Société et sa filiale Tronics North America Inc, et initialement autorisée par l'Assemblée Générale du 16 mai 2014, étant précisé que, suite à la fusion-absorption de la société Tronics North America Inc par la société Tronics MEMS Inc en date du 30 Décembre 2016, la présente convention a été transférée à la société absorbante.

Ces avenants concernent l'extension du plafond de versement desdites avances qui a été porté à 16 500 000 USD en juin 2018 puis à 20 500 000 USD en septembre 2018, puis à 26 000 000 USD en Mars 2019.

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société.

OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Aucune opération n'a été effectuée par la société sur ses propres actions au cours de l'exercice.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après, à notre connaissance, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

| Actionnaires | Seuils en nombre d'actions | | Seuils en nombre de droits de vote | |
|---------------------|----------------------------|------------|------------------------------------|------------|
| | 31.03.2019 | 31.03.2018 | 31.03.2019 | 31.03.2018 |
| THALES AVIONICS SAS | + de 3/20e | + de 3/20e | + de 1/5e | + de 1/4 |
| IXBLUE | | | | +1/20e |
| EPCOS.AG | + de 2/3 | + de 2/3 | + de 2/3 | + de 1/2 |

ETAT RECAPITULATIF DES OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS ET LES PERSONNES MENTIONNEES A L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

En application des articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code Monétaire et Financier et de l'article 223-23 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous précisons qu'aucune opération sur les titres de la Société n'a été réalisée, au cours de l'exercice écoulé, par les dirigeants, les hauts responsables ou des personnes qui leur sont étroitement liées pour un montant cumulé supérieur à 20 000 euros.

PARTICIPATIONS CROISEES

Néant.

-oOo-

AJUSTEMENT DES BASES DE CONVERSION, DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS OU DES CONDITIONS D'EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL AFIN DE TENIR COMPTE DE L'INCIDENCE DE CES OPERATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL EMISES OU LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES

Néant.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/ OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET SALAIRES DE LA SOCIETE

Néant

-oOo-

Il va vous être donné lecture des rapports du Commissaire aux comptes.

Le Conseil se tient à la disposition des Membres de l'Assemblée pour leur fournir tous renseignements qu'ils pourraient désirer, et compléter les explications concernant la comparaison des comptes de l'exercice avec ceux de l'exercice précédent.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes de l'exercice écoulé, tels qu'ils vous ont été présentés, consentir quitus aux Membres du Directoire et approuver les résolutions qui vont vous être présentées.

Pour le Directoire,
Le Président,
Julien BON.

ANNEXE A

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES – TRONICS MICROSYSTEMS SA

| | 31/12/2014 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/03/2018 | 31/03/2019 |
|---|------------|------------|------------|------------|-------------|
| CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 2 561 317 | 3 496 005 | 3 499 004 | 3 685 608 | 3 685 608 |
| Nbre des actions ordinaires existantes | 2 561 317 | 3 496 005 | 3 499 004 | 3 685 608 | 3 685 608 |
| Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes | | | | | |
| Nbre maximal d'actions futures à créer | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | |
| - par exercice de droit de souscription | 244 500 | 189 603 | 186 604 | | |
| OPERATIONS ET RESULTATS | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 9 274 245 | 4 983 161 | 4 212 427 | 6 445 937 | 6 161 701 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 41 167- | 3 477 474- | 5 121 832- | 4 945 970- | 3 441 867- |
| Impôts sur les bénéfices | 798 230- | 1 112 322- | 825 623- | 666 207- | 503 119- |
| Participation des salariés au titre de l'exercice | 111 600 | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 781 549 | 2 868 817- | 4 867 620- | 5 378 454- | 14 128 917- |
| Résultat distribué | | | | | |
| RESULTAT PAR ACTION | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions | 0.25 | 0.68- | 1.23- | 1.16- | 0.80- |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 0.31 | 0.82- | 1.39- | 1.46- | 3.83- |
| Dividende distribué à chaque action | | | | | |
| PERSONNEL | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 70 | 71 | 72 | 75 | 81 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 3 654 187 | 3 479 714 | 3 703 127 | 4 705 437 | 3 629 517 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice | 1 703 865 | 1 504 021 | 1 597 470 | 1 973 018 | 1 521 186 |

ANNEXE A-BIS

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES – GROUPE

| | Ex. clos le 31/12/14 | Ex. clos le 31/12/15 | Ex. clos le 31/12/16 | Ex. clos le 31/03/18 | Ex. clos le 31/03/19 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | k euros | k euros | k euros | k euros | k euros |
| CAPITAL SOCIAL | 2 561 | 3 496 | 3 499 | 3 686 | 3 686 |
| NOMBRE D'ACTION ORDINAIRES (en millier) | 2 561 | 3 496 | 3 499 | 3 686 | 3 686 |
| NOMBRE A DIVIDENDE PRIORITAIRE (en millier) | | | | | |
| NOMBRE MAXIMAL D'ACTIONS A CRÉER (en millier) | 245 | 190 | 187 | 0 | 0 |
| Par conversion d'obligations | | | | | |
| Par exercice de droits de souscription | 245 | 190 | 187 | 0 | 0 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES | 11 609 | 7 755 | 6 296 | 6 819 | 6 581 |
| RESULTAT avant impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions | 1 604 | -1 466 | -3 719 | -9 449 | -8 548 |
| IMPOT SUR LES SOCIETES | -69 | -241 | -28 | -28 | -26 |
| PARTICIPATION DES SALARIES | -112 | | | | |
| RESULTAT après impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions | 148 | -3 037 | -5 520 | -11 301 | -10 622 |
| RESULTAT DISTRIBUE | | | | | |
| PAR ACTION Résultat <u>après</u> impôts, Participations mais <u>avant</u> Dotations aux Amortissements et Provisions | 0.55 | -0.41 | -1.07 | -2.56 | -2.37 |
| PAR ACTION Résultat <u>après</u> impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions | 0.06 | -0.88 | -1.59 | -3.07 | -2.88 |
| DIVIDENDE ATTRIBUE A CHAQUE ACTION | | | | | |
| EFFECTIF MOYEN DES SALARIES | 88 | 92 | 90 | 100 | 106 |
| MONTANT DE LA MASSE SALARIALE | 4 979 | 5 143 | 4 744 | 7 305 | 5 933 |
| COTISATIONS SOCIALES ET AVANT. SOCIAUX | 2 051 | 1 751 | 1 827 | 2 802 | 1 950 |

ANNEXE B

Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et ses filiales sont confrontées

Pour les besoins de la présente annexe, les termes « Société » ou « Groupe » désignent l'ensemble constitué par la société TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales.

1. Risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales

1.1. Risque d'évolutions technologiques

Si la Société ne réagit pas assez rapidement aux changements technologiques ou aux changements de normes industrielles, ses produits risquent de devenir obsolètes. D'autre part, si les changements technologiques deviennent plus rapides qu'initialement estimés, il se pourrait que la Société soit dans l'obligation de développer de nouvelles technologies se substituant en tout ou partie aux précédentes et impactant les prévisions d'amortissements relatives aux frais de développement capitalisés et aux avances versées dans le cadre des accords de licence de technologie conclus avec le CEA et Thales.

Le marché des produits de la Société est par nature caractérisé par des changements technologiques rapides et des introductions fréquentes de nouveaux produits qui imposent notamment à ses équipes de recherche et de développement de suivre l'évolution d'un grand nombre de technologies et de standards.

Plus généralement, le développement par un concurrent de nouvelles technologies plus performantes et plus rentables que celles développées par la Société pourrait rendre inopérants les brevets et équipements développés par la Société.

Si les équipes de recherche et de développement de la Société sont parvenues jusqu'à présent à anticiper et traiter les évolutions technologiques, elle ne peut garantir qu'elle parviendra à rendre ses solutions technologiques et ses produits et procédés brevetés compatibles avec les évolutions à venir.

Si la Société prenait du retard par rapport à ses concurrents, si elle ne parvenait pas à rester à la pointe des innovations technologiques, faute d'investissements suffisants ou adéquats ou encore si elle commettait des erreurs de stratégie, ses produits et services pourraient devenir obsolètes et la Société pourrait ne plus être en mesure d'accroître sa clientèle, voire même de la conserver.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.2. Risques liés à la croissance du marché

Le marché adressé par la Société est principalement celui des microsystèmes spécifiques, des produits inertiels de haute performance et des services adaptés à cette industrie. Il s'agit d'un marché en forte croissance dans lequel de nombreuses opportunités apparaissent régulièrement.

A ce jour, les principaux clients de la Société dépendent du développement et de la croissance du marché des produits et services dans les secteurs industriel, médical, aéronautique, de la sécurité et de l'électronique grand public. Bien qu'il y ait actuellement une demande importante pour les produits et services développés par la Société sur ces différents marchés, du fait de sa capacité d'innovation et du haut niveau de performance procuré par ses produits, la Société ne peut garantir que la demande se maintienne et progresse.

Si la capacité de croissance du marché dépend notamment de l'essor et de la diversification de l'usage des microsystèmes dans de nouvelles applications, notamment pour le secteur médical, l'industrie et l'électronique grand public, celle-ci pourrait être temporairement impactée par les évolutions du contexte économique général. La Société pourrait alors ne pas pénétrer certains des nouveaux marchés qu'elle vise, ou pourrait perdre certains de ses clients actuels.

Cette dépendance est toutefois limitée du fait de l'élargissement des débouchés commerciaux de la Société et de la flexibilité de son offre de produits.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.3. Risque d'un échec commercial

La Société estime disposer à ce jour d'une réelle avance technologique, en particulier grâce à l'accord de licence conclu avec le CEA-Leti en 2012 qui lui donne accès à une technologie de rupture majeure, la technologie M&NEMS (Micro & Nano Electro Mechanical Systems). A ce jour, cette technologie est la seule permettant de combiner sur une même puce miniature tous les axes de mesure, accéléromètres, gyromètres, magnétomètres, capteurs de pression et, à terme microphones, avec une technologie unique. Outre leur miniaturisation poussée, supérieure aux produits du marché, les composants issus de cette plateforme présentent une faible consommation et une électronique de contrôle simplifiée, caractéristiques essentielles pour être compétitif dans les applications destinées aux marchés grand public.

Sur certains marchés, et en particulier ceux du grand public, la Société pourrait toutefois être exposée à une vive concurrence de la part de certains concurrents, déjà présents sur ces marchés ou désireux de s'y implanter, qui peuvent disposer de ressources commerciales, financières, techniques ou humaines plus importantes que celles du Groupe.

La pression que cette concurrence serait susceptible d'exercer sur les prix pourrait contraindre la Société à limiter ses prix de vente et réduire ses marges, remettant ainsi en cause sa capacité à générer la rentabilité escomptée dans les délais envisagés.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.4. Risque lié à la longueur et la variabilité des cycles de vente

La longueur et la variabilité des cycles de vente et de déploiement pourraient avoir pour conséquence une variation significative du chiffre d'affaires de la Société et de ses résultats opérationnels.

Du fait de la nature des produits et services commercialisés par le Groupe, les cycles de vente ont en général une durée de l'ordre de trois à six mois. La durée des cycles de vente du Groupe varie toutefois selon le type de client auquel la vente s'adresse et le type de produit ou de service vendu.

Ces cycles de vente sont également dépendants d'un certain nombre de facteurs que le Groupe peut ne pas maîtriser. Même après avoir pris la décision d'acheter ses produits, les clients du Groupe doivent intégrer ces produits dans leurs propres systèmes. L'ensemble de ce processus prend plusieurs mois et requiert un investissement important de part et d'autre. C'est dans cette phase que se fait la mise au point des produits et le développement de fonctions spécifiques destinées à optimiser le produit concerné. Par ailleurs, les clients du Groupe peuvent aussi choisir de déployer leurs produits plus lentement que prévu. Le temps nécessaire au déploiement peut varier de façon considérable et dépend de multiples facteurs tels que la complexité et la maturité des projets techniques et commerciaux de chaque client, la configuration et l'adaptation de l'environnement matériel nécessaire à l'intégration des produits du Groupe ou encore la capacité des clients du Groupe à financer l'achat de ses produits.

Par conséquent, il est difficile pour le Groupe de prévoir à quel moment ses clients, s'ils décident de lancer leurs produits auprès de leurs propres clients, peuvent acheter des produits auprès du Groupe et le chiffre d'affaires du Groupe et ses résultats opérationnels pourraient varier de façon significative au cours d'une même année ou entre plusieurs exercices.

Des cycles de vente ou de déploiement irréguliers auraient un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.5. Risques liés au cycle de développement des microsystèmes spécifiques

Le développement d'un nouveau microsystème spécifique peut prendre jusqu'à dix-huit mois avant que la phase de qualification ou pré-production démarre. Trois à six mois sont ensuite nécessaires pour que le produit entre en phase de production.

Pendant les phases de développement et de pré-production, le risque de décalage est non-négligeable. Ce n'est qu'en phase de production que ces risques deviennent mineurs. Toutefois, tous les développements lancés dans le cadre des microsystèmes spécifiques sont financés par les clients.

Si des décalages se produisaient dans le développement de microsystèmes spécifiques, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.6. Risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs et aux approvisionnements en matières premières et composants électroniques

Le Groupe attache une grande importance à la sélection rigoureuse de ses fournisseurs et fait appel, lorsque cela est possible, à plusieurs (au minimum deux) sources d'approvisionnement en matières premières et composants. Toutefois, malgré cette politique de diversification de ses sources d'approvisionnement, la dépendance du Groupe envers un nombre limité de fournisseurs de matières premières et composants est susceptible d'engendrer des ruptures d'approvisionnements si ces fournisseurs venaient à interrompre leurs livraisons ou augmentaient leurs prix. Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats. En 2019, les cinq premiers fournisseurs de la société ont représenté 17% du total des achats TTC et 5% pour son premier fournisseur. Sur la même période, les dix premiers fournisseurs de la société ont représenté 26% du total des achats TTC.

La capacité du Groupe à satisfaire les commandes de ses clients dépend également de sa capacité à s'approvisionner dans les délais requis en composants de qualité. Certaines matières premières ou certains composants ne sont disponibles qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs ou seulement auprès d'un nombre limité de fournisseurs dans une zone géographique donnée. Bien que les approvisionnements en matières premières et en composants soient actuellement suffisants, une pénurie de matières premières ou de composants critiques pourrait survenir en cas d'interruption de la production chez des fournisseurs ou d'un accroissement de la demande dans l'industrie.

Le Groupe achetant des composants auprès d'un nombre limité de fournisseurs et, parce que ces composants sont complexes, il peut s'avérer difficile de remplacer un fournisseur par un autre ou de substituer un composant par un autre. En outre, il pourrait arriver, comme le Groupe l'a déjà rencontré par le passé, que certains fournisseurs allongent les délais d'approvisionnement, limitent les stocks destinés au Groupe ou augmentent leurs prix en raison de contraintes liées à leur capacité de production ou à d'autres facteurs.

Par ailleurs, certains fournisseurs ou partenaires du Groupe pourraient décider de ne traiter qu'avec des sociétés pouvant leur garantir un niveau de chiffre d'affaires supérieur à celui que le Groupe serait en mesure de leur garantir. Bien que le Groupe collabore étroitement avec ses fournisseurs afin d'éviter de tels incidents, il ne peut garantir qu'il ne sera pas confronté à des défauts d'approvisionnements à l'avenir. Ainsi, le résultat opérationnel du Groupe pourrait être affecté de manière significative et des conséquences significatives sur la capacité de production du Groupe pourraient être engendrées et pourraient entraîner des pertes de marchés s'il n'était pas en mesure de s'approvisionner de manière suffisante en composants dans les délais requis ou si des hausses importantes de coûts ou des problèmes de qualité des composants survenaient.

1.7. Risques liés à la fabrication et risques de sinistres pouvant affecter les locaux industriels

Le Groupe a mis en place des procédures qualité internes, certifiées par des organismes de certification qualité indépendants, visant à permettre de réduire *in situ* les risques de défaut de fabrication, de fonctionnement ou d'assemblage de composants défectueux tant sur son site de Crolles que sur le site de production américain. Enfin, lors de leur fabrication, tous les produits sont testés par le Groupe.

Malgré ces mesures de prévention, et de manière générale, un défaut de fabrication, de fonctionnement ou l'assemblage de composants défectueux dans l'un quelconque des produits du Groupe pourrait toutefois entraîner des actions en responsabilité contre lui de la part de clients. De même, l'occurrence d'un problème après livraison ne peut être exclue et l'existence de réclamations pourrait nuire à la réputation du Groupe, entraîner des coûts de remplacement de produits défectueux et avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Par ailleurs, les locaux des entités du groupe sont susceptibles de subir des sinistres importants. Toute perte de l'une de ces installations pourrait interrompre l'activité de la Société ou retarder sa production, et se traduirait par d'importantes dépenses de reconstruction toutefois couvertes par des assurances adéquates. Il est toutefois précisé que la Société n'a connu aucun sinistre de ce type à ce jour.

1.8. Risques liés aux défauts techniques sur des produits commercialisés par la Société

Le dysfonctionnement des produits commercialisés par le Groupe pourrait entraîner de nouvelles dépenses de recherche et développement afin de corriger les erreurs ou défauts constatés, des coûts supplémentaires de service et de maintenance et entacher la réputation commerciale de la Société. La Société risquerait également de devoir engager des dépenses significatives du fait de retours de produits par ses clients. Enfin, la découverte de ces problèmes de performance ou de ces vices pourrait causer un préjudice à ses clients et exposer le Groupe à des actions en garantie et responsabilité du fait des produits. Pour de plus amples développements à ce sujet, il convient de se reporter à la section 4.2.5 de cette présente annexe.

Ainsi, si un grand nombre de défauts techniques survenait sur les produits du Groupe commercialisés auprès de ses clients, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2. Risques liés au marché sur lequel intervient la Société

2.1. Risques liés à l'environnement concurrentiel

Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel où un nombre significatif d'acteurs disposent de moyens financiers significatifs. Certains des concurrents du Groupe sont des acteurs historiques du secteur, disposant de larges ressources, d'une notoriété et d'une base de clientèle plus étendue que celle du Groupe. Leur présence ancienne sur le marché leur a permis d'établir des relations fortes avec leurs clients, ce qui pourrait les avantager, notamment par l'accès à des informations sur les demandes futures de leurs clients et l'évolution anticipée de leurs besoins. Les ressources importantes de ces concurrents de grande taille leur permettent d'affecter des moyens conséquents à la compétition technologique, de réaliser des économies d'échelle, d'étoffer leurs portefeuilles de produits et de bénéficier d'une plus grande crédibilité auprès des clients existants et potentiels du Groupe. De plus, certains concurrents pourraient adopter une politique de prix agressive.

Si le Groupe n'était pas en mesure de s'adapter et de répondre à cette pression concurrentielle actuelle et future sur ses marchés, cela pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2.2. Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de clients et à la capacité à les retenir

Le Groupe dispose à ce jour d'une clientèle d'environ 50 sociétés, parmi lesquelles de nombreux groupes de renom intervenant dans divers segments d'application, tels que l'industrie, l'aéronautique, la sécurité, le médical ou l'électronique grand public.

Le Groupe a toutefois été historiquement exposé à un risque de dépendance important vis-à-vis de la société Sercel (groupe CGG). Afin de réduire ce risque de dépendance vis-à-vis de Sercel, des efforts commerciaux importants ont été entrepris par le Groupe au cours des dernières années pour diversifier ses clients. Ces efforts se sont notamment traduits par le gain de nouveaux clients.

Le premier client du Groupe, ses cinq premiers clients et ses dix premiers clients représentaient respectivement, 30%, 65%, et 80% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2019 contre 28%, 69%, et 84% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Une rupture des relations du Groupe avec l'un de ses principaux clients pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats sans que le Groupe soit à même de substituer un client perdu par un nouveau client de même importance. En outre, la perte ou la diminution d'activité d'un ou plusieurs de ces clients pourrait impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

La capacité du Groupe à attirer et retenir ses clients est également conditionnée par son aptitude à anticiper et satisfaire leurs demandes spécifiques. Pour que le marché accueille ses produits, le Groupe doit anticiper de manière efficace les demandes de ses clients, s'y adapter en temps voulu et proposer des solutions et services en vue de les satisfaire. Les clients potentiels peuvent exiger des caractéristiques de produit particulières et des fonctions que les produits actuels du Groupe ne possèdent pas. Si ce dernier ne parvient pas à développer des produits et à proposer des services satisfaisant les exigences de ses clients, sa capacité à créer ou à augmenter la demande de ses produits et services serait mise à mal et il pourrait perdre des clients actuels ou potentiels, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2.3. Risques liés aux activités internationales de la Société

En raison du caractère international de son activité et de sa volonté de conquérir de nouveaux marchés étrangers, la Société pourrait être exposée dans le futur à un certain nombre de risques politiques, réglementaires et commerciaux, et notamment :

- l'évolution de la situation économique et politique locale ;
- les fluctuations des taux de change ;
- les restrictions imposées au rapatriement des capitaux ;
- les changements imprévus apportés à l'environnement réglementaire ;
- les restrictions concernant l'importation et les droits de douane, le contrôle de l'exportation des produits et services et autres barrières commerciales ;
- l'allongement des délais de paiement et des difficultés de recouvrement des créances dans certains pays ;
- la protection juridique limitée des droits de propriété intellectuelle dans certains pays.

La Société ne peut garantir qu'elle sera en mesure de gérer ces risques, sur lesquels elle n'a souvent aucun contrôle, et qu'elle pourra assurer le respect de toutes les dispositions réglementaires applicables, sans encourir de dépenses supplémentaires.

L'évolution de la situation dans des pays dans lesquels la Société commercialise ses produits ainsi que celle des réglementations applicables localement pourraient engendrer des difficultés dans l'exercice de ses activités dans ces pays, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3. Risques liés à l'organisation de la Société

3.1. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés

Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité de son équipe de direction qui jouit d'une expérience importante dans le secteur au sein de la Société ou d'autres acteurs du secteur. Il repose également sur une main d'œuvre qualifiée, formée et notamment dans le domaine de la recherche et du développement, du marketing, de la commercialisation, de la production, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de la gestion financière et des ressources humaines.

Dans l'hypothèse où la Société ne serait pas en mesure de conserver ses dirigeants et son personnel clé, la mise en œuvre de sa stratégie pourrait en être défavorablement affectée. A ce jour, la Société ne dispose pas d'assurance homme-clé.

Compte tenu de la complexité et de la spécificité de la technologie des MEMS, le succès de la Société repose sur sa capacité à assurer la gestion harmonieuse de son personnel et à fidéliser les collaborateurs bénéficiant d'une expertise en matière de design de microsystèmes et de développement de processus d'industrialisation.

Une réduction significative du nombre de collaborateurs expérimentés, notamment leur départ pour une entreprise concurrente, pourrait conduire à la détérioration de la qualité des produits, du service client offert par la Société.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.2. Risques liés au recrutement de nouveaux collaborateurs et à la fidélisation de son personnel clé

La Société aura besoin de recruter de nouveaux cadres dirigeants et du personnel scientifique qualifié pour le développement de ses activités.

La Société est en concurrence avec d'autres sociétés, organismes de recherche et institutions académiques pour recruter et retenir les personnels scientifiques, techniques et de gestion hautement qualifiés. Dans la mesure où cette concurrence est très intense, la Société pourrait ne pas être en mesure d'attirer ou de retenir ces personnels clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique.

L'incapacité de la Société à attirer et retenir ces personnes clés pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.3. Risques liés à la réalisation d'opérations de croissance externe

Bien qu'à ce jour la stratégie de développement de la Société ne repose pas principalement sur la croissance externe, la Société pourrait être conduite, en fonction des opportunités, à réaliser des acquisitions de sociétés, d'activités ou de technologies complémentaires afin de poursuivre le développement de ses activités, d'améliorer sa compétitivité sur son marché ou de pénétrer de nouveaux marchés.

La mise en œuvre de cette stratégie dépend, en partie, de la capacité de la Société à identifier des cibles attractives, à réaliser ces acquisitions à des conditions satisfaisantes et à les intégrer avec succès dans ses opérations ou sa technologie.

Par ailleurs, l'acquisition de technologies, tout comme la conclusion d'autres transactions d'importance pourraient faire peser sur la Société des coûts significatifs. La Société pourrait également avoir à financer de telles acquisitions en contractant des emprunts, ou en émettant des titres de capital, ce qui pourrait lui faire prendre des risques financiers et la contraindre à se voir imposer certaines restrictions ou avoir un impact dilutif pour ses actionnaires.

La réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques pourrait impacter défavorablement l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.4. Risques liés à la gestion de la croissance

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Groupe va devoir recruter du personnel supplémentaire et développer ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes.

En particulier, le Groupe a l'intention de compléter ses équipes de R&D pour être en mesure de conserver son avance technologique et de développer sa force de vente pour intensifier sa présence commerciale.

A cet effet, le Groupe devra notamment :

- former, gérer, motiver et retenir un nombre d'employés croissant ;
- anticiper les dépenses liées à cette croissance ainsi que les besoins de financement associés ;
- anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- augmenter la capacité de ses systèmes informatiques opérationnels, financiers et de gestion existants ; et
- augmenter les niveaux de stock de produits.

L'incapacité du Groupe à gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.5. Risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité, à la protection des données, aux cyber-attaques et à l'espionnage industriel

Les risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité, à la protection des données, aux cyber-attaques et à l'espionnage industriel pourraient entraîner des perturbations importantes liées à l'indisponibilité des systèmes d'information de la Société, à la perte de données, au détournement d'informations importantes, de propriété intellectuelle et au vol d'informations confidentielles confiées par des clients, fournisseurs ou partenaires.

Malgré les précautions prises, les dispositifs de sécurité mis en place (cluster de firewall géré par une société spécialisée dans la connectivité, l'hébergement et la sécurité, règles de restriction des accès, contrôle permanent des flux, supervision du LAN, antivirus messagerie interne, politique de changements de mots de passe réguliers, veille sécuritaire), les sauvegardes réalisées par la Société (quotidiennes, mensuelles, annuelles), il n'existe aucune garantie que ces mesures de protection soient suffisantes, et la Société ne peut garantir un fonctionnement ininterrompu ou une sécurité totale de ses systèmes.

Les systèmes d'information du Groupe contiennent des informations essentielles pour l'entreprise telles que des informations techniques, financières, de planification, de production, des éléments de propriété intellectuelle, des analyses stratégiques, des études de coûts et de prix clés pour la compétitivité de la Société ainsi que des informations confidentielles provenant de différentes sources internes et tierces.

Des accès ou des altérations non autorisées, des attaques, des vols d'informations essentielles et stratégiques pourraient engager la responsabilité de la Société et pourraient impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4. Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

4.1. Risques liés à la propriété intellectuelle et à la contrefaçon

Le Groupe est titulaire d'un nombre limité de brevets. Les éléments de propriété intellectuelle détenus ou développés par le Groupe sont à titre principal, son savoir-faire, ses designs électroniques et mécaniques, et les documents associés. Les droits sur les développements et leur documentation créée par des salariés du Groupe ou des consultants ayant signé un contrat avec le Groupe appartiennent à la Société qui en est seule propriétaire.

• Brevets détenus par la Société

La protection offerte par des brevets est toujours incertaine. La Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir une protection adéquate de ses droits de propriété intellectuelle et, par là-même, perdre son avantage technologique et concurrentiel.

Le droit des brevets n'est pas uniforme dans tous les pays. En conséquence, la Société ne peut pas garantir que :

- ses demandes de brevet en cours aboutiront à la délivrance de brevets ;
- ses demandes de brevet, même si elles sont accordées, ne seront pas contestées, invalidées ou jugées inapplicables ;
- la portée de toute protection offerte par des brevets sera suffisante pour protéger la Société contre ses concurrents ;
- ses produits et technologies ne violeront pas les droits de propriété intellectuelle ou les brevets détenus par des tiers, et qu'elle ne sera pas contrainte de se défendre contre de telles accusations par des tiers ;
- des tiers ne se verront pas accorder ou ne déposeront pas de demandes de brevet ou ne disposeront pas de tout autre droit de propriété intellectuelle qui, même s'ils n'empiètent pas sur ceux de la Société, viendraient limiter celle-ci dans son développement.

Les litiges en matière de propriété intellectuelle sont fréquemment longs, coûteux et complexes. Certains des concurrents de la Société disposent de ressources plus importantes pour mener de telles procédures. Une décision judiciaire défavorable pourrait affecter sérieusement la capacité de la Société à poursuivre son activité, et, plus précisément, pourrait contraindre la Société à :

- cesser de vendre ou d'utiliser certains de ses produits et technologies ;
- acquérir le droit d'utiliser les droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers à des conditions onéreuses ; ou
- changer la conception, retarder le lancement ou même abandonner certains de ses produits.

La protection par la Société de ses droits de propriété intellectuelle représente un coût significatif lié, notamment, aux frais de dépôt et de maintien en vigueur des brevets, aux rémunérations supplémentaires et juste prix versés aux inventeurs et d'une façon générale, à la gestion de l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle. Les dépenses de la Société relatives à son portefeuille de brevets s'élèvent à 151 k euros pour l'année fiscale 2019, pour :

- les dépôts (dépôts en France, étude du dossier, recherches concernant l'art antérieur) ;
- Le suivi et la gestion des titres acquis (incluant les frais relatifs aux procédures de délivrance, les taxes de maintien en vigueur, les frais relatifs aux demandes d'extension internationale).

Ce coût pourrait être augmenté si des actions en justice devaient être introduites par la Société pour faire valoir ses droits. En outre, toute défaillance dans la protection de ses droits de propriété intellectuelle pourrait permettre à des concurrents d'avoir accès aux technologies développées par la Société en collaboration avec des partenaires et ainsi entraîner la perte d'un avantage concurrentiel pour la Société. Cette perte d'avantage concurrentiel pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

- **Brevets utilisés par la Société dans le cadre d'une licence**

Il existe un risque de dépendance de la Société à l'égard de tiers. En effet, l'activité de la Société dépend en partie de l'octroi de licences non exclusives sur des brevets appartenant à des tiers. Il s'agit principalement des contrats de licence conclus avec le CEA-Leti et la société Thales Avionics.

Par ailleurs, les concédants de licence excluent certaines garanties, en particulier en cas de réclamations ou actions de tiers au sujet des contrats de licence. En conséquence, la Société ne peut garantir que la validité de ces brevets ne sera pas contestée par un tiers ou que les brevets ne sont pas dépendants d'un autre brevet antérieur ou ne portent pas atteinte à un brevet détenu par un tiers.

Comme toute entreprise technologique, Tronics est également exposée à la contrefaçon de ses produits. Malgré les efforts faits par le Groupe pour protéger en interne les informations liées au développement de ses produits, il ne peut être exclu que des cas de contrefaçon apparaissent. Ceci pourrait avoir des effets négatifs sur le Groupe, ralentir le développement sur certains marchés cibles, impacter l'image de marque du Groupe notamment si des produits contrefaits de qualité moindre venaient à être diffusés et pourrait amener le Groupe à entreprendre des démarches juridiques coûteuses. De telles démarches pourraient impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2. Risques liés à la réglementation et à son évolution

4.2.1. Risque lié à l'évolution des réglementations

Bien que l'évolution récente de la réglementation n'ait pas eu d'impact défavorable sur les activités du Groupe, il ne peut être exclu que des changements législatifs ou réglementaires en cours de préparation dont le Groupe n'a pas connaissance ou futurs puissent impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2.2. Risque lié à la nécessité d'obtenir des licences d'exportation

Le Groupe est dans l'obligation de produire à l'administration douanière une licence globale d'exportation et parfois des licences individuelles par type de produit et/ou type de client. Le délai d'obtention de ces licences peut s'avérer parfois long, ralentir le processus de livraisons de produits commandés par des clients et entraîner le paiement de pénalités de retard et impacter défavorablement l'image de marque du Groupe, son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2.3. Risque lié à la nécessité d'obtenir une autorisation gouvernementale préalable en cas de prise de contrôle de la Société ou d'une de ses branches d'activité

Au vu des activités du Groupe, sa prise de contrôle, l'acquisition de tout ou partie d'une de ses branches d'activité, le franchissement du seuil du tiers de son capital pourrait notamment être soumis à une autorisation gouvernementale préalable.

Au titre de ses activités, le Groupe peut être indirectement dépositaire de secrets de la défense nationale et les biens et technologies qu'il développe pourraient être qualifiés « à double usage » au sens de l'annexe IV du règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009.

De ce fait, en application des dispositions du code monétaire et financier, la prise de contrôle de la Société (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) ou l'acquisition, directe ou indirecte, de tout ou partie d'une branche d'activité du Groupe par (i) une personne physique qui n'est pas ressortissante d'un Etat Membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention d'assistance administrative avec la France, une entreprise dont le siège social ne se situe pas dans l'un de ces mêmes Etats ou une personne physique de nationalité française qui n'y est pas résidente, conformément à l'article R. 153-2 du code monétaire et financier (un « *Investisseur Non Communautaire* ») ou (ii) une personne physique ressortissante d'un Etat Membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention d'assistance administrative avec la France, une entreprise dont le siège social se situe dans l'un de ces mêmes Etats ou une personne physique de nationalité française qui y est résidente conformément à l'article R. 153-4 du code monétaire et financier (un « *Investisseur Communautaire* ») pourrait être soumis à l'autorisation préalable du ministre français chargé de l'économie (en application de l'article L.151-3 du code monétaire et financier).

De même, le franchissement du seuil de 33,33% du capital de la Société par un Investisseur Non Communautaire pourrait également être soumis à l'autorisation préalable du ministre français chargé de l'économie. Une autorisation préalable de gouvernements d'autres pays pourrait également être requise pour des raisons similaires. Il ne peut pas être exclu que ces autorisations soient refusées ou assorties de conditions de nature à dissuader un acquéreur potentiel. L'existence de telles conditions à une acquisition de la Société pourrait avoir un impact négatif sur le cours de ses actions.

4.2.4. Risque lié à l'évolution des normes

L'adoption de normes non compatibles avec les solutions développées par le Groupe, nécessitant d'importantes modifications de ses produits ou ne permettant pas au Groupe d'offrir des produits au même moment que des concurrents maîtrisant davantage ces nouvelles normes pourrait impacter défavorablement son offre commerciale, son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe, du fait de sa taille, n'a que des moyens très limités pour peser sur ces décisions. Bien que ces normes, une fois adoptées, soient publiques et puissent être rapidement intégrées et mises en œuvre par son équipe de recherche et développement, l'absence d'influence du Groupe dans le processus de normalisation pourrait le défavoriser vis-à-vis de concurrents plus influents.

4.2.5. Risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe en cas de dommages générés par un de ses produits

Le risque de mise en jeu de la responsabilité du Groupe en matière de produits défectueux est inhérent au développement, à la fabrication, à la commercialisation et à la vente de ses produits.

Le Groupe pourrait voir sa responsabilité engagée, en qualité de fabricant, du fait d'un dommage causé par un défaut d'un de ses produits mis en circulation par ses soins. Un produit est considéré comme défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Il pourrait être demandé au Groupe réparation d'un dommage résultant d'une atteinte à une personne ou à un bien.

Il appartiendrait cependant au demandeur de prouver le dommage, le défaut et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.

En outre, la responsabilité du Groupe pourrait être écartée si elle démontrait que l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où le produit a été mis en circulation, ne pouvait permettre de déceler l'existence du défaut ou que le défaut du produit est dû à la conformité du produit avec des règles impératives d'ordre législatif ou réglementaire.

Tout accident impliquant les produits du Groupe pourrait impacter les demandes de produits développés par le Groupe. Ce type de circonstance pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

La réputation du Groupe pourrait également être affectée par une publicité négative résultant de difficultés ou d'accidents en relation avec ses produits. Le Groupe ne peut garantir que de telles réclamations ne seront pas formulées dans le futur.

Afin de réduire les conséquences potentielles des risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe en cas de dommage généré par un de ses produits, celle-ci a contracté une assurance responsabilité civile qui couvre les dommages que pourraient causer ses produits.

4.3. Risque d'évolution dans les politiques d'aide aux entreprises

La diminution des financements publics dont bénéficie le Groupe ou des demandes de remboursement pourrait entraîner une augmentation des dépenses du Groupe et pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe bénéficie de certains dispositifs fiscaux en matière de recherche et développement (Crédit Impôt Recherche) en France dont le montant total s'est élevé à 502 k€ en FY 2019 et 666 k€ en FY 2018). Ces dispositifs fiscaux sont soumis au respect de nombreuses exigences et règles que le Groupe doit remplir et respecter.

Le changement de contrôle intervenu dans le cadre de l'entrée au capital de la société TDK Electronics AG, ex EPCOS AG, a eu un impact sur le versement du CIR. Le remboursement anticipé dont l'entreprise a bénéficié les années précédentes, répondant jusque-là aux critères de la PME communautaire, n'est désormais plus possible avec la prise de contrôle par TDK Electronics AG. Pour la même raison, l'entreprise n'est plus éligible au Crédit Impôt Innovation. En revanche, cela ne change pas l'éligibilité des programmes de recherche au CIR. La société devra imputer le montant du CIR sur l'impôt sur les sociétés dû ou bien demander la restitution à l'expiration d'une période de trois ans si elle n'a pas pu imputer ce crédit d'impôt. Le changement de contrôle a donc eu un impact sur le besoin en fonds de roulement de la société qui l'a intégré dans ses prévisions de trésorerie.

Par ailleurs, si les gouvernements concernés n'étaient pas en mesure d'effectuer les versements aux échéances prévues ou si les programmes ou crédits d'impôts étaient interrompus, modifiés ou réduits ou si le Groupe ne remplissait plus les critères d'éligibilité ou que les administrations compétentes remettaient en cause tout ou partie des sommes allouées au Groupe, l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats pourraient être impactés défavorablement.

4.4. Risque d'évolution de l'environnement fiscal et de contrôles fiscaux

Au jour de l'établissement du présent rapport, le Groupe est principalement implanté en France et aux Etats-Unis. Tout changement de la législation fiscale et douanière, notamment sur les taux d'imposition et les systèmes d'aide fiscale (tel que celui sur le crédit impôt recherche), ou les contrôles fiscaux pourrait impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe a comptabilisé une créance d'impôt différé actif de 250 k€ au 31 mars 2019. Cette hypothèse repose sur des hypothèses d'imputation partielle des déficits reportables actuels disponibles en France et de projections de croissance de l'activité et du résultat par pays. Dans l'hypothèse où l'activité se développerait moins rapidement que prévu ou si la répartition du chiffre d'affaires par pays était différente de celle prévue, l'impôt différé actif devrait être ajusté en conséquence entraînant un impact sur le résultat du Groupe.

4.5. Risques liés aux contentieux et litiges

Le Groupe est engagé à la date du présent rapport dans un nombre très limité de litiges.

La rupture par le partenaire américain du contrat qui le liait avec la filiale Tronics Mems, intervenue le 31 janvier 2017 génère un différend sur l'interprétation de certaines clauses contractuelles du contrat, notamment sur les sommes dues

au titre d'engagement minimum de volume de production. Le risque associé à ce litige a fait l'objet d'une provision raisonnable dans les comptes de la filiale, qui pourrait cependant se révéler insuffisant.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas à la date d'enregistrement du présent rapport d'autres litiges commerciaux et fiscaux, ni d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou arbitrales en suspens ou dont le Groupe est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois un impact défavorable significatif sur l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.6. Risques environnementaux

Les produits du Groupe sont soumis au respect d'une réglementation environnementale de plus en plus stricte. Le Groupe assure à cet effet une veille réglementaire environnementale visant à anticiper, dans la conduite de ses activités, les évolutions réglementaires.

Du fait de la nature de son activité, la Société est amenée à stocker des produits dangereux sur son site de production de Crolles, qui est soumis à une déclaration contrôlée auprès de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). Afin de minimiser le risque environnemental, la Société a veillé à ce que son site opère dans le strict respect des normes de sécurité. A la connaissance de la Société, aucun rejet toxique n'est généré par le fonctionnement de son site.

En dépit des procédures mises en place par le Groupe et bien que la Société estime que les risques d'atteinte à l'environnement soient limités dans le cadre de l'activité du Groupe, la Société ne peut garantir une couverture totale du risque environnemental qui, s'il se réalisait, pourrait amener le Groupe à rencontrer des difficultés dans l'exercice de ses activités, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

5. Risques financiers

5.1. Risque de taux d'intérêt

Au 31 mars 2019, la ventilation des actifs et des dettes financières consolidées du Groupe en fonction de la nature des taux fixe ou variable, se décompose comme suit :

| en milliers d'euros | 31 mars 2019 |
|---|----------------|
| Instruments à taux fixe | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 540 |
| Dettes financières | -24 771 |
| Endettement net à taux fixe | -23 231 |
| Instruments à taux variable | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | |
| Dettes financières | |
| Endettement net à taux variable | 0 |

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de dépôts bancaires à court terme. Les dettes financières sont principalement constituées d'emprunts auprès d'établissements de crédit ou de TDK Electronics AG et de dettes financières au titre des contrats de crédit-bail.

Au 31 mars 2019, l'ensemble des actifs et passifs financiers sont à taux fixe. Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de taux d'intérêt.

5.2. Risque de change

La stratégie de la Société française est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats. La filiale américaine quant à elle effectue des transactions en dollar américain (USD).

La sensibilité du Groupe au risque de change provient principalement de la consolidation des filiales américaines (impact sur les capitaux propres) et des prêts consentis entre Tronics Microsystems SA, Tronics MEMS Inc, et TDK Electronics AG, ex EPCOS AG.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.

5.3. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le tableau ci-après présente la ventilation des passifs financiers et des actifs financiers courants au 31 mars 2019.

| Risque de liquidité (31 mars 2019) en milliers d'euros | Montant Brut | Part à moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|---------------------|---------------------------------|---------------------|----------------------|
| Passifs Financiers | | | | |
| Dettes financières - location financement | 259 | 205 | 54 | |
| Avances remboursables | 1 205 | 37 | 155 | 1 013 |
| Emprunts | 23 144 | 22 181 | 964 | |
| Engagements achats sur minoritaires | 162 | | 162 | |
| Total passifs financiers | 24 771 | 22 422 | 1 335 | 1 013 |
| Actifs Financiers courants | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 540 | 1 540 | | |
| Total actifs financiers | 1 540 | 1 540 | | - |
| Endettement net | -23 231 | -20 882 | -1 335 | -1 013 |

En dépit des investissements nécessaires pour opérer dans le nouveau site de production de la filiale américaine, le groupe n'anticipe pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de l'engagement de support du groupe TDK Electronics, ex EPCOS.

Le Groupe n'est soumis à aucun covenant.

5.4. Risque sur actions et autres instruments financiers

A la date du présent rapport, le Groupe ne détient aucun titre financier. Par conséquent, le Groupe n'est pas exposé à un risque de marché sur actions et autres instruments financiers.

5.5. Risques liés aux engagements hors bilan

Se reporter à la note 8 des annexes aux informations financières au 31 mars 2019.

5.6. Risque de dilution

Depuis sa création, la Société a procédé à l'attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), de bons de souscription d'actions (BSA) et d'options d'achat ou de souscription d'actions. A la date du présent rapport, l'ensemble des titres donnant accès au capital a été exercé.

La politique de motivation des dirigeants et salariés du groupe TDK ne prévoit pas l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux titres donnant accès au capital de la Société, qui aurait pu entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires de la Société.

6. Risque de crédit ou de Contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises, russes et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

Compte tenu de son activité et de l'état actuel du marché, la Société encourt les principaux risques suivants :

La Société vend ses produits et services à des clients intervenants sur des marchés pouvant présenter une volatilité importante de la demande et des commandes.

La Société intervient sur des technologies nouvelles et sur des produits nouveaux qui comportent un risque d'échec élevé dans la phase de développement. C'est pourquoi la Société entretient un portefeuille important de projets pour optimiser les chances que certains d'entre eux aboutissent à des productions récurrentes. En outre, les marchés visés sont diversifiés tant géographiquement que commercialement et connaissent une croissance soutenue.

La majeure partie des contrats de développement en cours ayant été négociés en euros, la Société n'est pas exposée au risque de change de manière significative. Par ailleurs, le montant des transactions libellées en dollars (USD) se compensent (les décaissements en devise sont équivalents aux encaissements dans la même devise).

La Société exploite une installation classée soumise à déclaration contrôlée à la DREAL. En effet, la salle blanche consomme des produits chimiques considérés comme dangereux. Cependant, les quantités consommées et stockées sur son site sont inférieures aux seuils nécessitant une autorisation préfectorale. La Direction a fait le maximum pour réduire et maîtriser les risques incendie et pollution, en mettant en œuvre les dispositifs de prévention et de formation requis : dispositifs de détection, ingénieur sécurité, plan de formation, plan de prévention.

7. Assurances et couverture des risques

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de garantie qu'il estime compatibles avec la nature de son activité. Le montant total des primes versées au titre de l'ensemble des polices d'assurances du Groupe s'est élevé à 113 k€ au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019.

ANNEXE C

Tableau des délais de paiement des clients et des fournisseurs

| | Article D. 441-I.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | | Article D. 441-I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | |
|---|---|--------------|---------------|---------------|------------------|----------------------|---|--------------|---------------|---------------|------------------|----------------------|
| | 0 Jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et | 0 Jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et |
| A. Tranches de retard de paiement | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de factures concernées | | | | | | 217 | | | | | | 13 |
| Montant total des factures concernées TTC | 249 | 111 | 8 | 0 | 19 | 138 | 866 | 149 | 60 | 0 | 88 | 297 |
| Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice | 5% | 2% | 0% | 0% | 0% | 3% | | | | | | |
| Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice | | | | | | | 14% | 2% | 1% | 0% | 1% | 3% |
| B. Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | | | | | | 0 | | | | | 2 | 2 |
| Montant total des factures exclues | | | | | | 0 | | | | | 62 | 62 |
| C. Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légale - Article L.441-6 ou L.443-1 du Code de commerce) | | | | | | | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Délais légaux : 30 jours fin de mois | | | | | | Délais Contractuels : ____ 30 Jours nets _____ | | | | | |

TRONICS MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horre – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

ETABLI AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société TRONIC'S MICROSYSTEMS (ci-après la « Société ») et du groupe de sociétés qu'elle constitue avec ses filiales (ci-après « le Groupe » ou « le Groupe Tronics ») durant l'exercice clos le 31 mars 2019 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice.

CONVENTION(S) CONCLUE(S) PAR UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE MERE AVEC UNE FILIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 dernier alinéa du Code de commerce, nous vous rappelons ci-après les conventions intervenues au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part un Membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance de la Société ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,
- et d'autre part, l'une de ses filiales dont la Société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital.

1. **Le contrat de distribution conclu entre notre société-mère, la société EPCOS Inc, et notre filiale TRONICS MEMS** portant sur la fourniture par EPCOS Inc. de prestations de services commerciaux au profit de la Société et de sa filiale Tronics MEMS Inc. portant sur les produits standards fabriqués par la Société et sa filiale Tronics MEMS Inc aux Etats Unis d'Amérique, au Canada et au Mexique, avec effet au 1er octobre 2017, moyennant les conditions financières suivantes :

- versement par TDK Europe GmbH du prix de revente des produits facturé à ses propres clients, minoré des frais de transport desdits produits afférents à leur livraison aux clients ;
- remboursement par la Société et sa filiale Tronics MEMS Inc. des frais couvrant les dépenses pour les services commerciaux objet dudit contrat et paiement d'une majoration indexée sur le chiffre d'affaires réalisé sur le territoire visé ci-dessus.

2. Prêt EPCOS AG à Tronics Mems

En date du 27 février 2017, la société EPCOS.AG a accordé un prêt de 2 millions de dollars américains à la filiale Tronics Mems afin de financer des achats d'équipements pour le nouveau site de production avec une échéance au 31 août 2017.

En date du 31 Août 2017, la société EPCOS AG a signé un premier avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 6 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 28 février 2018.

En date du 26 février 2018, la société EPCOS AG a signé un deuxième avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 12 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 28 février 2019.

En date du 26 février 2019, la société EPCOS AG a signé un troisième avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 12 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 28 février 2020.

-oOo-

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES AU 31 MARS 2019 PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DANS TOUTE SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous précisons que les mandats et fonctions (y compris salariées) exercés durant l'exercice clos le 31 mars 2019 dans toute société par chacun des mandataires sociaux personnes physiques et par les représentants permanents des mandataires sociaux personnes morales en fonctions au 31 mars 2019, sont les suivants :

- Monsieur Julien BON, Membre et Président du Directoire de la Société, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Membre du Board of Directors de TRONICS MEMS Inc,
- Monsieur Antoine FILIPE, Membre du Directoire de la Société depuis le 13 juin 2018, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Membre du Board of Directors de TRONICS MEMS Inc,
- Monsieur Marc DUVAL DESTIN, représentant permanent de la société THALES AVIONICS SAS, Membre du Conseil de Surveillance de la Société, n'exerce par ailleurs aucun autre mandat social.
- Monsieur Marcel MUELLER, Membre et vice-président du Conseil de Surveillance de la Société, n'exerçant aucun autre mandat social, exerce les fonctions suivantes :
 - Responsable du controlling Sensors Business Group de TDK Electronics AG
- Monsieur Karsten LOEWE, Membre du Conseil de Surveillance de la Société, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Executive Vice-Président et CFO Sensors Business Group de TDK Electronics AG
 - Membre du management board et managing director de Hermann Beteiligungs GmbH

- Monsieur Peter BALZER, Membre et Président du Conseil de Surveillance de la Société, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Président et CEO Sensors Business Group de TDK Electronics AG
 - Membre du management board et managing director de Hermann Beteiligungs GmbH
 - Directeur du conseil des commissaires de PT. EPCOS Indonesia

Pour mémoire, les règles de cumul des mandats ne s'appliquent pas aux représentants permanents de sociétés de capital-risque, de sociétés financières d'innovation ou de sociétés de gestion habilitées à gérer des fonds communs de placement (article L. 225-95-1 du Code de commerce).

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'information ci-après est établie en se référant du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites tel qu'il a été publié en septembre 2016 par MiddleNext et validé en tant que code de référence par l'AMF.

Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social

| en euro | 01/04/2018-31/03/2019 | 24/08/2017-31/03/2018 | N/A |
|--|-----------------------|-----------------------|----------|
| Julien Bon – président du directoire ⁽¹⁾ | | | |
| Rémunérations dues au titre de l'exercice | 99 755 | 57 101 | - |
| Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice | 27 413 | 29 944 | - |
| Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice | N/A | N/A | - |
| Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice | N/A | N/A | - |
| Total | 127 168 | 87 045 | - |

⁽¹⁾ *Julien BON a été nommé président du directoire de la Société le 24 août 2017. Il a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 (et un avenant en date du 15 décembre 2017 autorisé par le conseil de surveillance du 22 novembre 2017) conformément à la procédure des conventions réglementées.*

| en euro | 01/04/2018-30/06/2018 | 01/01/2017-31/03/2018 | 2016 |
|---|-----------------------|-----------------------|---------------|
| Stéphane Renard – directeur général, membre du directoire ⁽³⁾ | | | |
| Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽²⁾ | 23 000 | 115 000 | 95 833 |
| Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice | N/A | 35 650 | N/A |
| Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice | N/A | N/A | N/A |
| Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice | N/A | N/A | N/A |
| Total | 23 000 | 150 650 | 95 833 |

⁽²⁾ *Stéphane RENARD a démissionné de ses fonctions de directeur général et de membre du directoire en date du 1^{er} Juillet 2018.*

| | | | |
|--|---------------------------|----------|----------|
| en euro | 01/07/2018- 31/03/2019 | N/A | N/A |
| Antoine Filipe – membre du directoire⁽⁴⁾ | | | |
| Rémunérations dues au titre de l'exercice | 71 933 | - | - |
| Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice | 28 442 | - | - |
| Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice | NA | - | - |
| Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice | NA | - | - |
| Total | 100 374 | - | - |

⁽³⁾ Antoine Filipe a été nommé membre du directoire de la Société le 1er juillet 2018.

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2016 et 31 mars 2018 et 31 mars 2019 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

| en euro | 01/04/2018- 31/03/2019 | | 24/08/2017- 31/03/2018 | | N/A | |
|---|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ |
| Julien Bon – président du directoire | | | | | | |
| Rémunération fixe* | 97 455 | 97 455 | 55 419 | 55 846 | - | - |
| Rémunération variable annuelle* | 7 680 | 6 000 | 6 000 | - | - | - |
| Rémunération exceptionnelle* | 28 202 | 28 202 | 19 155 | 19 155 | - | - |
| Jetons de présence | N/A | N/A | N/A | N/A | - | - |
| Avantages en nature | 2 300 | 2 300 | 1 155 | 1 155 | - | - |
| Total | 135 637 | 133 957 | 81 729 | 76 257 | - | - |

* sur une base brute avant impôt

⁽¹⁾ rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

⁽²⁾ rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

| en euro | 01/04/2018- 30/06/2018 | | 01/01/2017- 31/03/2018 | | 2016 | |
|--|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ |
| Stéphane Renard – directeur général, membre du directoire** | | | | | | |
| Rémunération fixe* | 23 000 | 23 000 | 115 000 | 115 000 | 95 833 | 95 833 |
| Rémunération variable annuelle* | - | 6 900 | 6 900 | - | N/A | N/A |
| Rémunération exceptionnelle* | - | - | 23 000 | 23 000 | N/A | N/A |
| Jetons de présence | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Avantages en nature | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Total | 23 000 | 29 900 | 144 900 | 138 000 | 95 833 | 95 833 |

* sur une base brute avant impôt

** fin de son mandat à compter du 01/07/2018

(1) rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

(2) rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

| en euro | 01/07/2018- 31/03/2019 | | N/A | | N/A | |
|--|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ | Montants dus ⁽¹⁾ | Montants versés ⁽²⁾ |
| Antoine Filipe – membre du directoire** | | | | | | |
| Rémunération fixe* | 71 933 | 70 088 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Rémunération variable annuelle* | 7 663 | - | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Rémunération exceptionnelle* | 23 047 | 23 047 | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Jetons de présence | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Avantages en nature | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A |
| Total | 100 374 | 93 135 | N/A | N/A | N/A | N/A |

* sur une base brute avant impôt

** début de mandat : 01/07/2018

(3) rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

(4) rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

Les parts variables des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux sont subordonnées à la réalisation d'objectifs essentiellement financiers précis et préétablis (niveaux de chiffre d'affaires, de résultats et de trésorerie), adaptés aux domaines de compétence de chacun des dirigeants mandataires sociaux.

En matière d'avantages en nature, Stéphane Renard n'a bénéficié d'aucune assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) mais a bénéficié de la mutuelle santé d'entreprise. Julien BON bénéficie d'une prise en charge par la Société de ses frais, de son assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) et de la mutuelle santé d'entreprise. Antoine Filipe bénéficie des mêmes avantages en nature que les salariés de sa catégorie.

Tableau sur les rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Il n'a pas été versé de rémunérations aux mandataires sociaux non dirigeants ni au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, ni au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, ni au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :

| Dirigeants mandataires sociaux | Contrat de travail | | Régime de retraite supplémentaire | | Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction | | Indemnités relatives à une clause de non-concurrence | |
|---|--|-----|-----------------------------------|-----|--|-----|--|-----|
| | Oui | Non | Oui | Non | Oui | Non | Oui | Non |
| Julien BON ⁽¹⁾ président du directoire | | X | | X | X ⁽²⁾ | | X ⁽³⁾ | |
| Date début mandat : | 24 Août 2017 | | | | | | | |
| Date fin mandat : | A l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2019 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019 | | | | | | | |
| Stéphane Renard Directeur général, membre du directoire | | X | | X | | X | | X |
| Date début mandat : | 26 avril 2013 (renouvellement) | | | | | | | |
| Date fin mandat : | 1 ^{er} Juillet 2018 | | | | | | | |
| Antoine Filipe | X | | | X | | X | | X |
| Date début mandat : | 1 ^{er} juillet 2018 | | | | | | | |
| Date fin mandat : | A l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2019 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019 | | | | | | | |

⁽¹⁾ Julien BON a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 (et un avenant autorisé par le conseil de surveillance du 22 novembre 2017) conformément à la procédure des conventions réglementées.

⁽²⁾ hormis les cas de révocation motivée par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Julien BON percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à cinq (5) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

⁽³⁾ hormis les cas de réactivation de son contrat de travail suspendu pour la durée de son mandat social, de révocation motivée par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Julien BON, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.

OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES

Conformément à la mission de surveillance que nous confère la loi et aux dispositions de l'article L.225-68 alinéa 6 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel sur la gestion de votre Société et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés afférents aux comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019 sur lesquels vous êtes appelés à vous prononcer nous ont été communiqués par votre Directoire qui nous a également transmis son rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours dudit exercice incluant celui sur la gestion du Groupe (constitué par la Société et ses filiales) et le rapport spécial établi par le Directoire conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce.

Après vérification et contrôle, nous n'avons pas d'observation particulière à formuler :

- sur le rapport de gestion de votre Directoire incluant celui sur la gestion du Groupe et sur les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019 ainsi que sur le rapport spécial établi par le Directoire conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce ;
 - sur l'affectation du résultat de l'exercice, savoir une perte de 14 128 917 euros, en totalité au poste « Report à Nouveau » qui serait ainsi porté d'un solde débiteur de 12 372 419 euros à un solde débiteur de 26 501 336 euros ;
- sur la proposition d'allocation - conformément aux dispositions de l'article L.225-83 du Code de commerce - aux membres du Conseil de Surveillance, une somme globale de 40 000 euros en rémunération de leur activité au titre de l'exercice en cours, étant précisé que ladite somme serait réparti par le Conseil de Surveillance entre ceux de ses membres pouvant être qualifiés de membres indépendants au regard des critères d'indépendance définis par le Code Middledent et retenus par la Société ;
- sur la proposition de renouvellement des mandats de membres du Conseil de Surveillance de Messieurs Peter BALZER, Marcel MÜLLER, et Karsten LOEWE ;
- sur la proposition de renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes de la société KPMG SA et la proposition de ne pas renouveler le mandat ni de nommer de nouveau Commissaire aux comptes suppléant ;
- sur la proposition de non-dissolution anticipée de la Société en application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce.

Les renseignements contenus dans ce rapport n'appellent de notre part aucune observation particulière.

En conséquence nous vous recommandons l'adoption des résolutions qui vous sont présentées.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ET DE POUVOIRS
ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE**

Au présent rapport est également joint en **Annexe** un tableau récapitulatif des délégations de compétences et de pouvoirs en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce, ainsi que de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Pour le Conseil de Surveillance,
Le Président,
Monsieur Peter BALZER.

ANNEXE
TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Herme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

**Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité
accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Directoire
dans le domaine des augmentations de capital,
par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce
et de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31/03/2019**

| Date de l'Assemblée Générale | Objet de la délégation | Durée de validité de la délégation | Date d'utilisation de la délégation, le cas échéant | Modalités d'utilisation de la délégation |
|--|--|---|--|---|
| A.G.M 19/05/2016 (10 ^{ème} résolution) | Autorisation conférée au Directoire, dans le cadre des articles L. 225-177 à L. 225-185 du code de commerce, à consentir, pendant les périodes autorisées par la loi, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires , étant précisé que le nombre d'options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 200.000 actions ¹ d'une valeur nominale de 1 euro l'une | 38 mois (i.e. jusqu'au 19/07/2019) | Néant | Néant |

¹ Étant précisé que le nombre de 200 000 constitue une enveloppe maximale sur laquelle s'imputera toute émission d'options de souscriptions d'actions, d'actions gratuites ou de BSA, de sorte qu'au total le nombre d'options/actions gratuites émis au titre des délégations et autorisations conférées par l'AGM du 19.05.2016 ne puisse dépasser 200 000.

| | | | | |
|--|--|--|-------|-------|
| A.G.M 19/05/2016 (11 ^{ème} résolution) | Autorisation conférée au Directoire à l'effet de procéder, en une ou plusieurs, fois, à l'attribution gratuite d'un nombre total maximum de 200.000 actions² existantes ou à émettre par la Société , au profit des salariés de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II et L.225-197-2 du code de commerce, ainsi qu'au profit des salariés des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées, | 38 mois (i.e. jusqu'au 19/07/2019) | Néant | Néant |
|--|--|--|-------|-------|

² Idem note 8

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Herme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT SPECIAL DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 30 SEPTEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport spécial sur les opérations suivantes réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce :

1. Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui, durant l'exercice clos le 31 mars 2019 et à raison des **mandats et fonctions exercés dans la Société**, ont été consenties à chacun des mandataires sociaux par la Société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce :

Néant.

2. Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui ont été consenties durant l'exercice clos le 31 mars 2019 à chacun de **ces mandataires**, à raison des mandats et fonctions qu'ils y exercent par les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce :

Néant.

3. Nombre et prix des actions souscrites ou achetées durant l'exercice clos le 31 mars 2019 par les **mandataires sociaux de la Société** en levant une ou plusieurs des options détenues sur la Société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce ou sur les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Néant.

4. Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'exercice clos le 31 mars 2019, par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, **à chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux** dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :

Néant.

5. Nombre et prix des actions qui, durant l'exercice clos le 31 mars 2019, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur la Société et les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, **par chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux** dont le nombre d'actions ainsi souscrites ou achetées est le plus élevé :

Néant.

6. Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'exercice clos le 31 mars 2019, par la Société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, à l'ensemble des **salariés bénéficiaires** ainsi que le nombre de ceux-ci et la répartition des options consenties entre les catégories de ces bénéficiaires :

Néant.

-oOo-

Conformément à l'article L. 225-180 II du Code de commerce, nous vous indiquons également les options consenties, durant l'exercice clos le 31 mars 2019, par les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement durant l'exercice clos le 31 mars 2019 par la Société :

Néant.

-oOo-

Nous vous précisons en outre que 75 000 options de souscription consentie par notre filiale TRONICS MEMS Inc. ont été exercées au prix de 0.1870 \$ et ont donné lieu à la souscription d'actions nouvelles au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

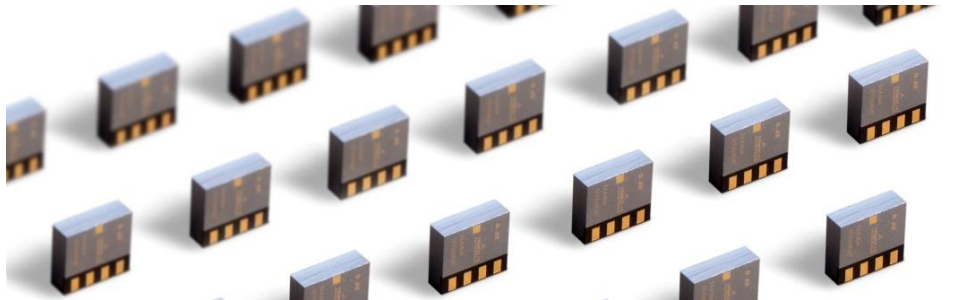
Pour le Directoire,
Le Président,

Julien BON.



**Rapport financier
annuel 2019**

ENTREZ DANS LE MONDE DES NANO ET MICROSYSTEMES





RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2019

Société anonyme au capital de 3.685.608 euros
Siège social : 98 rue du pré de l'Horre 38926 Crolles, France
412 152 019 R.C.S Grenoble

**COMPTES CONSOLIDES ETABLIS EN NORMES IFRS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

Etat de la situation financière consolidé

| ACTIF CONSOLIDE (K€) | Notes | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|--------------------------------------|-------|---------------|---------------|
| Immobilisations incorporelles | 7.1.1 | 776 | 1 002 |
| Immobilisations corporelles | 7.1.2 | 9 067 | 7 790 |
| Autres actifs financiers | 7.1.3 | 272 | 164 |
| Autres actifs non courant | 7.1.6 | 170 | 108 |
| Créances d'impôts | 7.1.6 | 1 172 | 671 |
| Impôts différés | | | |
| Actifs non courants | | 11 457 | 9 738 |
| Stocks et en-cours | 7.1.4 | 3 045 | 2 677 |
| Clients | 7.1.5 | 1 726 | 1 720 |
| Créances d'impôt | 7.1.6 | 0 | 0 |
| Autres actifs courants | 7.1.6 | 950 | 851 |
| Trésorerie et équivalents trésorerie | 7.1.7 | 1 540 | 2 476 |
| Actifs courants | | 7 261 | 7 724 |
| Total actif | | 18 718 | 17 462 |

| PASSIF CONSOLIDE (K€) | Notes | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|---|--------|----------------|---------------|
| Capital social | 7.1.8 | 3 686 | 3 686 |
| Primes liées au capital | | 16 674 | 16 674 |
| Réserves | | -19 103 | -8 621 |
| Résultat net | | -10 187 | -10 910 |
| Total capitaux propres, part du groupe | | -8 930 | 828 |
| Intérêts ne conférant pas le contrôle | | -1 140 | -647 |
| Total Capitaux Propres | | -10 070 | 181 |
| Passifs financiers | 7.1.11 | 2 349 | 3 546 |
| Provisions | 7.1.10 | 130 | 111 |
| Impôts différés | 7.1.12 | | |
| Passifs non courants | | 2 479 | 3 657 |
| Passifs financiers | 7.1.11 | 22 422 | 9 450 |
| Provisions | 7.1.9 | 334 | 412 |
| Fournisseurs | 7.1.13 | 1 181 | 1 272 |
| Produits constatés d'avance | 7.1.13 | 1 020 | 890 |
| Autres passifs courants | 7.1.13 | 1 352 | 1 600 |
| Passifs courants | | 26 309 | 13 624 |
| Total passif et capitaux propres | | 18 718 | 17 462 |

Compte de résultat consolidé

| COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (K€) | Notes | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|---|-------|---------------------------|---------------------------|
| Chiffre d'affaires | 7.2.1 | 6 581 | 6 819 |
| Autres produits de l'activité | 7.2.2 | 871 | 2 223 |
| Produits des activités courantes | | 7 452 | 9 042 |
| Achats consommés | 7.2.3 | -3 551 | -4 284 |
| Charges externes | | -3 007 | -3 248 |
| Charges de personnel | 7.2.4 | -7 883 | -10 107 |
| Impôts et taxes | | -328 | -352 |
| Dotations nettes aux amortissements | | -2 030 | -1 959 |
| Dotations nettes aux provisions | | -62 | 175 |
| Autres produits courants | 7.2.5 | 19 | 7 |
| Autres charges courantes | 7.2.5 | -22 | -229 |
| Résultat opérationnel courant | | -9 413 | -10 956 |
| Résultat opérationnel | | -9 413 | -10 956 |
| Coût de l'endettement financier net | 7.2.7 | -652 | -281 |
| Autres produits et charges financières | 7.2.7 | -646 | 22 |
| Résultat avant impôt | | -10 711 | -11 214 |
| Quote part sur résultat net des sociétés mises en équivalence | | 115 | -59 |
| Impôts sur les bénéfices | 7.2.8 | -26 | -28 |
| Résultat Net | | -10 622 | -11 301 |
| Part du groupe | | -10 187 | -10 910 |
| Part ne conférant pas le contrôle | | -435 | -391 |
| Résultat par action (€/action) | 7.2.9 | -2.88 | -3.07 |
| Résultat dilué par action (€/action) | 7.2.9 | -2.88 | -3.07 |

Etat du résultat global consolidé

| ETAT DU RESULTAT GLOBAL (K€) | | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|--|--|---------------------------|---------------------------|
| Résultat Net | | -10 622 | -11 301 |
| Éléments recyclables ultérieurement en résultat | | | |
| Ecart de conversion | | 240 | 76 |
| Éléments non recyclables ultérieurement en résultat | | | |
| Ecart actuariel sur avantages accordés au personnel | | 0 | 20 |
| Autres éléments, après impôts | | 6 | -7 |
| Total des autres éléments du résultat global | | 246 | 89 |
| Résultat global | | -10 376 | -11 212 |
| Dont part revenant au groupe consolidé | | -9 941 | -10 821 |
| Dont part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle | | -435 | -391 |

Variation des capitaux propres consolidés

| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€) | Capital | Primes liées au capital | Autres réserves groupe | | | | Capitaux propres part du groupe | Intérêts ne conférant pas le contrôle | Capitaux propres |
|--|--------------|-------------------------|------------------------|------------------------------------|-----------------|----------------|---------------------------------|---------------------------------------|------------------|
| | | | Réserves de conversion | Autres éléments du résultat global | Autres réserves | Total | | | |
| Situation au 31 Décembre 2016 | 3 499 | 14 997 | -80 | 42 | -8 712 | -8 750 | 9 747 | -232 | 9 513 |
| Résultat de la période | | | | | -10 910 | -10 910 | -10 910 | -391 | -11 301 |
| Autres éléments du résultat global, après impôts | | | 76 | 13 | | 89 | 89 | 19 | 108 |
| Résultat global | - | - | 76 | 13 | -10 910 | -10 821 | -10 821 | -372 | -11 193 |
| Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires | | | | | | - | - | | - |
| Options sur actions exercées | 187 | 1 679 | | | | - | 1 866 | | 1 866 |
| Variation de périmètre | | | | | 43 | 43 | 43 | -43 | - |
| Rémunération en action | | | | | 14 | 14 | 14 | | 14 |
| Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | -30 | -30 | -30 | | -30 |
| Autres variations | | | | | 10 | 10 | 10 | | 10 |
| Situation au 31 Mars 2018 | 3 685 | 16 676 | -4 | 55 | -19 585 | -19 534 | 829 | -647 | 180 |
| Résultat de la période | | | | | -10 187 | -10 187 | -10 187 | -435 | -10 622 |
| Autres éléments du résultat global, après impôts | | | 240 | 6 | | 246 | 246 | -39 | 207 |
| Résultat global | - | - | 240 | 6 | -10 187 | -9 941 | -9 941 | -474 | -10 415 |
| Variation de périmètre | | | | | 20 | 20 | 20 | -20 | - |
| Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | 190 | 190 | 190 | | 190 |
| Autres variations | | | | | -26 | -26 | -26 | | -26 |
| Situation au 31 Mars 2019 | 3 685 | 16 676 | 236 | 61 | -29 587 | -29 291 | -8 928 | -1 141 | -10 070 |

Tableau de flux de trésorerie consolidés

| TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Résultat net | -10 622 | -11 301 |
| Quote part dans résultat sociétés en équivalence | -115 | 59 |
| Amortissements | 1 731 | 1 959 |
| Provisions | 481 | 77 |
| Païement fondé sur des actions | - | 14 |
| Plus ou moins value de cession | 4 | 110 |
| Cout de l'endettement financier net | 1 298 | 259 |
| Impôt | 28 | 34 |
| Impôt payé | -28 | -15 |
| Variation du BFR | -436 | 885 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | -7 659 | -7 919 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | -3 017 | -5 065 |
| Frais de développement capitalisés | - | - |
| Produits de Cessions d'immobilisations | 19 | 17 |
| Acquisition d'actifs financiers et contrat de liquidités | - | -19 |
| Cession d'actifs financiers | - | 214 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | -2 998 | -4 853 |
| Emission d'emprunts | 13 068 | 9 527 |
| Remboursements d'emprunts | -1 333 | -1 483 |
| Intérêts payés | -1 366 | -254 |
| Intérêts reçus | 139 | 41 |
| Augmentation de capital | 12 | 1 874 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 10 521 | 9 706 |
| Incidence des variations de cours des devises | -800 | 15 |
| Variation de la trésorerie | -936 | -3 051 |
| Trésorerie d'ouverture | 2 476 | 5 527 |
| Trésorerie de clôture | 1 540 | 2 476 |

NOTES ANNEXES

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés du groupe Tronic's Microsystems.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 18 juin 2019 et seront présentés à l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019.

**Table des matières des annexes aux comptes consolidés établis en norme IFRS pour
l'exercice clos le 31 Mars 2019.**

| | |
|--|------------------|
| <u>1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE.....</u> | <u>10</u> |
| <u>2. FAITS MARQUANTS</u> | <u>10</u> |
| 2.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019 | 10 |
| 2.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE | 11 |
| <u>3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES</u> | <u>12</u> |
| 3.1 REFERENTIEL IFRS | 12 |
| 3.2 RECOURS A DES ESTIMATIONS | 13 |
| 3.3 PRINCIPES DE PRESENTATION | 13 |
| 3.4 MODALITES DE CONSOLIDATION | 14 |
| <u>4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION</u> | <u>16</u> |
| 4.1 CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVICES | 16 |
| 4.2 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT – TRAVAUX DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT REALISES EN INTERNE | 16 |
| 4.3 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 17 |
| 4.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES..... | 17 |
| 4.5 CONTRATS DE LOCATION | 18 |
| 4.6 PERTES DE VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISES | 18 |
| 4.7 ACTIFS FINANCIERS | 18 |
| 4.8 STOCKS..... | 20 |
| 4.9 CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS | 20 |
| 4.10 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 20 |
| 4.11 PROVISIONS..... | 21 |
| 4.12 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS | 21 |
| 4.13 AVANTAGES DU PERSONNEL..... | 22 |
| 4.14 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS | 22 |
| 4.15 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES..... | 23 |
| 4.16 AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE..... | 23 |
| 4.17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS | 23 |
| 4.18 RESULTAT FINANCIER..... | 24 |
| 4.19 IMPOT SUR LES RESULTATS..... | 24 |
| 4.20 RESULTAT PAR ACTIONS | 25 |
| 4.21 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE | 25 |
| 4.22 INFORMATION SECTORIELLE | 25 |
| 4.23 EVALUATION DE LA JUSTE VALEUR | 26 |
| <u>5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION</u> | <u>27</u> |

| | |
|---|------------------|
| <u>6 INFORMATIONS SECTORIELLES.....</u> | <u>27</u> |
| 6.1 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL..... | 27 |
| 6.2 INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES (DESTINATION DES BIENS ET SERVICES VENDUS) | 28 |
| <u>7 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS.....</u> | <u>29</u> |
| 7.1. NOTES SUR LE BILAN | 29 |
| 7.2. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT | 38 |
| <u>8 ENGAGEMENTS FINANCIERS</u> | <u>45</u> |
| <u>9 RISQUES.....</u> | <u>46</u> |
| 9.1 RISQUE DE LIQUIDITE..... | 46 |
| 9.2 RISQUE DE CREDIT | 46 |
| 9.3 RISQUE DE CHANGE | 46 |
| <u>10 INFORMATION COMPARATIVE</u> | <u>48</u> |

1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

TRONIC'S MICROSYSTEMS est une société anonyme de droit français créée le 27 mai 1997. Son siège social est situé au 98, rue du Pré de L'Herme 38920 CROLLES. TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales (ci-après « Le Groupe ») est une référence mondiale sur les marchés des MEMS (acronyme anglo-saxon pour Système Micro Electro Mécanique).

TRONIC'S MICROSYSTEMS est dirigée par Julien Bon, Président du Directoire et son Conseil de surveillance est présidé par Peter Balzer. La société est cotée sur le marché Alternext d'Euronext Paris depuis le 13 Février 2015 et fait partie du groupe TDK depuis le 28 Décembre 2016.

Le groupe conçoit et fabrique ses composants et sous-systèmes dans le cadre d'opérations industrielles à la fois en Europe (Grenoble) et aux Etats-Unis (Dallas -TX). Depuis 21 ans, le groupe a développé des plateformes technologiques et des procédés industriels propriétaires et dispose aujourd'hui d'un des portefeuilles de technologies MEMS les plus variés au monde.

Ces produits, à forte valeur technologique, sont des dispositifs nano et microsystèmes qui assurent une fonction de capteur et/ou d'actionneur dans des applications très diverses.

La société compte des clients principalement dans le secteur industriel, l'aéronautique et la sécurité, les sciences de la vie, l'automobile, les objets connectés.

L'exercice fiscal en cours du Groupe va du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019 et sera dénommé dans ce rapport « FY19 ». Pour rappel, l'exercice précédent allait du 1^{er} janvier 2017 au 31 mars 2018, soit 15 mois.

2. FAITS MARQUANTS

2.1 Faits marquants de l'exercice clos le 31 mars 2019

Forte augmentation de l'activité manufacturing dans un contexte de forte demande de composants optiques et de produits inertiels haute performance

Sur l'année fiscale 2019 le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 6.6M EUR contre 5.4M EUR à période comparable sur 2018, soit une progression de 23%, résultat principalement de la hausse des ventes de produits finis de 42 % et d'une légère progression de l'activité d'engineering de 5%.

Le premier semestre a enregistré une augmentation significative de l'activité manufacturing (+35%), principalement portée par une forte demande de composants optiques et pour les produits inertiels haute performance. L'activité s'est encore accélérée au second semestre, en particulier avec la progression des ventes de composants industriels custom.

La progression du chiffre d'affaires manufacturing est principalement portée par le site de Crolles dont le chiffre d'affaires manufacturing est en progression de 42% par rapport à l'exercice précédent, le portant à 56% du chiffre d'affaire du site (contre 47% l'exercice précédent), tout en conservant un volant de chiffre d'affaires engineering stable. Le chiffre d'affaires total du site de Crolles est en progression de 20% par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice 2019 a également vu le redémarrage des activités sur le site de production américain dont les réalisations, bien qu'en progression par rapport à l'exercice précédent, restent en deçà

des attentes du groupe, en particulier suite aux difficultés financières enregistrées par l'un de ses clients.

Dissolution de la filiale Chinatronics

L'entité dormante Chinatronics a été dissoute en date du 15/02/2019. Pour rappel, le groupe détenait 49% des titres de l'entité basée à Hong-Kong. Cette société était consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 mars 2019, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

Financement par la société EPCOS AG :

En date du 8 avril 2019, la société TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, a accordé deux prêts de 1.5 millions de dollars américains chacun à la société Tronics Microsystems SA à échéance 12 mois.

En date du 9 Avril 2019, la société TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, a repoussé l'échéance d'un prêt de 1.5 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA pour une nouvelle période de 12 mois.

3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les états financiers du Groupe ont été établis en Euros. Tous les montants mentionnés dans la présente annexe aux états financiers sont libellés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

3.1 Référentiel IFRS

Les comptes ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne en vigueur au 31 mars 2019 et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des IFRS (IFRS Interpretations Committee – IFRIC).

Ces états financiers sont également conformes aux normes et interprétations adoptées par l'IASB à la même date.

Normes, amendement de normes et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 :

- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires
- Clarifications d'IFRS 15 - Produits des activités ordinaires
- IFRS 9 - Instruments financiers : classifications et évaluation
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2014-2016
- Amendement à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé en actions
- IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contreparties anticipée ;

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe. Pour la transition à la norme IFRS 15, le Groupe a choisi la méthode du rattrapage cumulatif, les impacts de la première application d'IFRS 15 sont comptabilisés en capitaux propres sans retraitement des périodes comparatives. L'analyse des contrats ouverts au 31 mars 2018 a démontré que les impacts de la transition à IFRS 15 sur les capitaux propres sont nuls.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application ultérieure, endossés par l'Union Européenne :

- IFRS 16 – Contrats de location
- IFRIC 23 – Incertitudes relatives aux traitements fiscaux
- Amendement à IAS 19 - Modifications des plans, réductions ou règlements
- Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2015-2017

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces interprétations.

Le Groupe appliquera la norme IFRS 16 à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2019 et a choisi la méthode rétrospective simplifiée comme méthode de transition. Au 31 mars 2019, le Groupe a recensé les contrats de locations concernés par IFRS 16 et réalisé une première analyse. Les impacts sur les états financiers estimés sont une augmentation d'environ 4 M€ des immobilisations corporelles et des dettes financières, et une charge supplémentaire de 100 K€ au compte de résultat.

Les normes, amendements et interprétations suivants, publiés par l'IASB, n'ont pas encore été endossés par l'Union Européenne :

- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS
- Amendement à IAS 1 et IAS 8 : modification de la définition du terme « significatif »

Le processus de détermination des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables.

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les principales estimations portent sur :

- l'estimation du chiffre d'affaires reconnu de façon continue (notes 4.15 et 7.2.1)
- l'évaluation de l'engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (notes 3.4.(d) et 7.1.11)
- les provisions (notes 4.11 et 7.1.9)

Des précisions sont apportées dans la note sur les principes comptables significatifs.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

3.3 Principes de présentation

- Compte de résultat

En application de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe a opté pour une présentation de son compte de résultat consolidé par nature. Les autres éléments du résultat global sont présentés dans un tableau spécifique, après le résultat consolidé.

- Bilan

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs hors exploitation ayant une date de réalisation inférieure à un an, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers liés à l'exploitation sont des actifs courants. Les actifs d'impôts différés et les autres actifs sont des actifs non courants.

Les dettes liées au cycle d'exploitation normal du Groupe et les dettes échues dans les 12 mois suivants la clôture de l'exercice sont des passifs courants. Les passifs d'impôts différés et les autres passifs sont des passifs non courants.

3.4 Modalités de consolidation

(a) Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les filiales sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels individuels, retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe. Elles clôturent toutes au 31 mars.

(b) Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les intérêts du Groupe dans des entités mises en équivalence comprennent des intérêts dans une coentreprise, c'est-à-dire un partenariat conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets du partenariat et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de ses passifs.

Les intérêts du Groupe dans la coentreprise sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Ils sont comptabilisés initialement au coût qui inclut les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence, jusqu'à la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint prennent fin.

A noter, Chinatronics a été dissoute au premier trimestre 2019, elle sort donc du périmètre de consolidation sur l'exercice FY19.

(c) Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

(d) Participations ne donnant pas le contrôle (NCI)

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation du Groupe dans une filiale qui n'entraîne pas la perte de contrôle de celle-ci sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle

Les obligations contractuelles de verser de la trésorerie ou d'autres actifs financiers pour acquérir des titres complémentaires dans les filiales donnent lieu à la comptabilisation d'une dette.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle conservant l'accès présent aux bénéfices, ils ne sont pas décomptabilisés et la contrepartie de la dette se situe dans les réserves du groupe. Le Groupe a opté pour la comptabilisation des variations ultérieures de la dette en capitaux propres. Dans cette méthode, une part du résultat global est allouée aux intérêts ne conférant pas le contrôle.

4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les principes et méthodes d'évaluation appliqués par le Groupe sont détaillés dans les paragraphes suivants.

4.1 Conversion des éléments en devises

4.1.1 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La comptabilité est tenue dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés du Groupe, c'est à dire la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond généralement à la monnaie locale.

Les comptes consolidés sont présentés en euro.

4.1.2 Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. A chaque arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture en vigueur à cette même date. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en compte de résultat.

Cependant, les écarts de change résultant de la conversion des passifs financiers désignés comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger dans la mesure où la couverture est efficace sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

4.1.3 Conversion des états financiers des filiales exprimés en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie en hyperinflation, sont convertis en euro de la façon suivante :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période, qui est une estimation du cours de change en vigueur aux dates de transactions ;
- les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global ; ils participent ultérieurement, le cas échéant, au calcul du résultat de cession de la ou des société(s) concernée(s) ;
- les éléments présentés dans le tableau des flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période, sauf si le taux en vigueur au jour de la transaction est significativement différent.

En 2018/2019, il n'y a pas dans le périmètre du Groupe de pays en hyperinflation.

4.2 Recherche et développement – Travaux de recherche et développement réalisés en interne

Conformément à IAS 38, Immobilisations incorporelles, les frais de recherche sont comptabilisés dans les charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Selon IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- (a) Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- (b) Intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- (c) Capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
- (d) Démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité,
- (e) Disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- (f) Capacité d'évaluation de façon fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Compte tenu de leur nature, ces frais sont inscrits dans les comptes consolidés sur la ligne « immobilisations incorporelles ».

Ces frais sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée (entre 1 et 5 ans).

Certains travaux réalisés en interne par la Société ne font l'objet d'aucune activation à la date de clôture, l'ensemble des critères mentionnés ci-dessus n'étant pas cumulativement réunis.

4.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et des pertes de valeur cumulés. Il s'agit principalement de licence, de brevets et de logiciels acquis.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée d'utilité. Les durées les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 1 à 3 ans.
- Brevet : de 5 à 8 ans
- Licence : de 4 à 12 ans

4.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 15 ans
- Agencements du terrain, aménagements des constructions : de 8 à 10 ans
- Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau : de 3 à 10 ans

4.5 Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 – Contrats de location, les contrats de location sont classés en deux catégories :

Contrats de location financement

Les contrats de location financement se caractérisent par le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé à l'actif du bilan pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec enregistrement en contrepartie d'une dette financière au passif du bilan. Après comptabilisation initiale, les immobilisations ainsi comptabilisées à l'actif du bilan sont amorties selon les mêmes durées que les autres immobilisations de même catégorie et les paiements au titre de la dette de location financement comptabilisée au passif du bilan sont ventilés entre l'amortissement de la dette et la charge financière.

Contrats de location simple

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont comptabilisés en tant que contrats de location simples. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles et réparties de manière linéaire sur la durée du contrat.

4.6 Pertes de valeur des actifs immobilisés

Pertes de valeur sur les actifs incorporels et corporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs longs termes selon le processus suivant :

- Pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes, tel que par exemple un changement de technologie ou un arrêt d'activité.

Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable de l'unité, à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : la juste valeur diminuée du coût de cession, ou la valeur d'utilité. Si la valeur comptable de l'unité excède sa valeur recouvrable, l'unité doit comptabiliser la perte de valeur.

4.7 Actifs financiers

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument.

Suite à la première application de la norme IFRS 9, les actifs financiers sont classés en trois catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- Actifs évalués au coût amorti ;
- Actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- Actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le classement des actifs financiers se fait généralement, selon IFRS 9, en fonction du modèle économique de détention de l'actif et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.

| | Classement d'origine selon IAS 39 | Nouvelle classification selon IFRS 9 |
|---|--|---|
| Dépôts et cautionnements | Actifs au coût amorti | Actifs au coût amorti |
| Autres | Actifs au coût amorti | Actifs au coût amorti |
| Clients et comptes rattachés | Prêts et créances | Actifs au coût amorti |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Prêts et créances | Actifs au coût amorti |

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- Ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont enregistrés en résultat.

Un instrument financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;
- Ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ces actifs sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les produits d'intérêts calculés au moyen de la méthode du taux effectif, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les autres profits et pertes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, les profits et pertes cumulés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat.

Le terme « principal » désigne la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Les intérêts désignent la contrepartie pour la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé au principal restant dû pour une période de temps donnée et les autres risques et frais qui se rattachent à un prêt de base ainsi que d'une marge.

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou dividendes perçus, sont comptabilisés en résultat.

Tous les achats et ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement.

Le Groupe ne dispose d'aucun instrument dérivé à la clôture des deux exercices présentés.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

4.8 Stocks

Les stocks de matières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat hors taxes, incluant les frais d'approche, et frais accessoires.

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Le coût de production d'un composant est déterminé par la somme des coûts directs (wafer, sous-traitance, packaging ...) et des coûts indirects (excepté les frais administratifs et commerciaux).

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas, après revue par la direction financière, lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur brute.

4.9 Clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres débiteurs sont enregistrés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'émission des actifs financiers, qui correspond en général à leur valeur nominale. À chaque arrêté, les créances clients et autres actifs courants sont évalués au coût amorti déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite de manière individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard de différents critères tels que les difficultés financières, les litiges, ou les retards de paiement.

4.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les placements à court

terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont en euros. Les découverts bancaires figurent au passif courant des états de la situation financière, dans les emprunts et dettes financières à court terme. Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois à partir de la date d'acquisition sans possibilité de sortie anticipée sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'état des flux de trésorerie.

4.11 Provisions

En conformité avec IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour éteindre les obligations, et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixée de façon précise sont classées en Provisions (non courantes).

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes annexes sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible et que l'impact est non significatif.

Le Groupe évalue les provisions sur la base des faits et des circonstances relatifs aux obligations actuelles à la date de clôture, en fonction de son expérience en la matière et au mieux de ses connaissances, après consultation éventuelle des avocats et conseillers juridiques de la société à la date d'arrêté des comptes.

4.12 Emprunts et passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués d'emprunts bancaires, de la part capital des contrats de location financière, et d'instruments de dette.

Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- les passifs financiers au coût amorti : Les emprunts et autres passifs financiers (dont les dettes fournisseurs) sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle
- les passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat : Un passif financier est classé en tant que passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est détenu à des fins de transactions, qu'il s'agisse d'un dérivé ou qu'il soit désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur et les profits et pertes nets qui en résultent, prenant en compte les charges d'intérêts, sont comptabilisés en résultat.

Le Groupe a également un engagement de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur (se référer à la note 3.4. (d)).

4.13 Avantages du personnel

Les régimes en matière d'avantages postérieurs à l'emploi concernent :

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légale et complémentaire) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par les salariés. L'obligation de l'entreprise est limitée au versement de cotisations, aucun passif n'est donc comptabilisé au bilan.

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des droits prévus par la convention collective que les salariés auront acquis au moment de leur départ à la retraite, ainsi que leur salaire de fin de carrière et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

Le Groupe n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total.

Le coût des services rendus est présenté en résultat opérationnel, la charge d'intérêt en résultat financier. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global (OCI).

L'impact des changements de régime est constaté immédiatement en résultat. Aucun changement n'est intervenu sur les exercices présentés.

4.14 Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2, les avantages octroyés à certains salariés sous la forme de paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments accordés.

Cette rémunération prend la forme d'instruments réglés en actions.

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés clés de la société.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions réglés en instruments de capitaux propres accordés aux membres du personnel est comptabilisée en charges, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assortis d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

La Société a déterminé le montant de la rémunération liée à ces instruments en utilisant le modèle de Black & Scholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits), par tranches le cas échéant, avec une contrepartie directe en capitaux propres.

4.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le groupe a principalement 2 sources de revenu, la vente de Mems et la ventes de services de développement, avec pour objectif à terme d'arriver à une phase de production et de commercialisation.

Conformément à IFRS 15, le Groupe comptabilise son chiffre d'affaires après avoir identifié les contrats conclus avec ses clients et les obligations de performance correspondantes, déterminé le prix de chacune de ces obligations de performance des contrats et évalué le transfert du contrôle des biens ou des services au client (continu ou à un moment donné).

Les critères et modalités de reconnaissance du revenu sont les suivants :

- les ventes de Mems sont enregistrées en résultat lors du transfert de contrôle d'un bien à son client conformément aux conditions de ventes précisées dans les contrats clients. Le produit est généralement comptabilisé au moment de la livraison des biens et de leur acceptation par le client dans ses locaux ou au moment où les biens quittent les entrepôts des entités de notre Groupe, en fonction de l'incoterm appliqué ;
- les ventes de services de développement sont comptabilisées au fur et à mesure, selon la méthode des coûts engagés. Le degré d'avancement est évalué par référence aux dépenses encourues rapportées à l'ensemble des coûts attendus à terminaison du projet. Les avances reçues sont incluses dans les passifs sur contrats. Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

4.16 Autres produits de l'activité

Les subventions publiques sont reconnues en résultat (en autres produits) au fur et à mesure des coûts engagés.

Les subventions publiques proviennent principalement d'organismes publics et parapublics français, et intègrent également le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le crédit d'impôt compétitivité des entreprises (CICE). Elles sont présentées sur la ligne « Autres produits de l'activité » du compte de résultat.

4.17 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des éléments inhabituels, soit des

produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant que la société présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Ces éléments, lorsqu'ils sont significatifs, font l'objet d'une description en montant et en nature dans la note « Autres produits et charges opérationnels ».

4.18 Résultat financier

Le résultat financier incorpore d'une part le coût de l'endettement net composé essentiellement des charges financières de location de financement et les intérêts payés sur le financement du Groupe.

Les autres produits et charges financiers incluent les charges de désactualisation des provisions à long terme et notamment des provisions pour retraite ainsi que l'impact du change.

4.19 Impôt sur les résultats

La ligne « impôt sur les résultats » du compte de résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés des sociétés consolidées, lorsque les bases sont constatées en résultat. Le cas échéant, les effets impôt sur les éléments directement constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global sont également constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

Impôts exigibles

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû aux autorités fiscales par chacune des sociétés consolidées dans les pays où elle exerce. La société a choisi de présenter la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en impôt sur le résultat, considérant que cette contribution est déterminée sur la base d'un agrégat du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue. Ils ne sont pas actualisés.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés, à l'exception de celles liées aux goodwill et aux participations dans des filiales, entreprises associées et partenariats dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date de reversement des différences temporelles et il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les différences correspondent principalement à des retraitements de consolidation (locations financières, extournes des amortissements dérogatoires, élimination des résultats de cession internes,...), ou à des réintégrations / déductions fiscales temporaires (provisions et charges non déductibles, participation des salariés,...).

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Les résultats futurs sont pris en compte en fonction d'un horizon prévisible, au regard des prévisions disponibles. Le calcul

effectué tient compte des dispositions fiscales applicables en France en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables (plafonnement).

Il est fait masse, par entité fiscale, des impôts différés actifs et passifs en y incluant les actifs d'impôt différés afférant à des éventuels reports déficitaires.

4.20 Résultat par actions

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode dite du rachat d'actions. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le montant théorique d'action qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

4.21 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte et présente de manière distincte les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Les activités opérationnelles correspondent aux principales activités génératrices de produits de l'entité et toutes les autres activités qui ne remplissent pas les critères d'investissement ou de financement. La Société a choisi de classer dans cette catégorie les subventions reçues. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont calculés en ajustant le résultat net des variations de besoin en fonds de roulement, des éléments sans effets de trésorerie (amortissement, dépréciation..), des gains sur cession, des autres produits et charges calculés.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent aux flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations, nettes des dettes fournisseurs sur immobilisations, aux cessions d'immobilisations et autres placements.

Les activités de financement sont les opérations qui résultent des changements dans l'importance et la composition du capital apporté et des emprunts de l'entité. Les augmentations de capital, obtention ou remboursement des emprunts sont classés dans cette catégorie.

Les augmentations des actifs et passifs sans effet sur la trésorerie sont éliminés. Ainsi, les biens financés par le biais d'un contrat de location financement ne sont pas inclus dans les investissements de la période. La diminution de la dette financière liée aux crédits baux est alors incluse dans les remboursements d'emprunts de la période.

4.22 Information sectorielle

Le Groupe identifie et présente des secteurs opérationnels basés sur l'information transmise en interne au directoire qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe. Le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les performances du Groupe sont principalement suivies par le directoire à partir des performances des différentes entités juridiques qui ont donc pour la plupart été identifiées comme des secteurs opérationnels distincts. Sur cette base, le Groupe a identifié 2 secteurs à présenter, comme décrits ci-après, qui correspondent aux entités juridiques du Groupe. Ces entités juridiques du Groupe offrent des produits et des services similaires dans des zones géographiques distinctes.

Les entités juridiques de chacun des secteurs présentés du Groupe sont les suivantes :

- France
- Société américaine

4.23 Evaluation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le Groupe s'appuie sur des données de marché observables. Les évaluations de juste valeur sont classées en trois niveaux en termes de hiérarchie, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix)
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Si les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif peuvent être classées à différents niveaux dans la hiérarchie de la juste valeur, la juste valeur obtenue est alors classée globalement au même niveau de hiérarchie que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation a évolué sur l'exercice suite à la dissolution de Chinatronics Ltd effective début 2019 et à l'exercice de stock-options sur le capital de Tronics MEMS Inc.

Le périmètre est le suivant au 31 mars 2019 :

Au 31 mars 2019

| Entités | Pays | Pourcentage d'intérêt | Pourcentage de contrôle | Période intégrée | Méthode de consolidation (*) |
|------------------------|------------|------------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|
| Tronics Microsystem SA | France | Société tête de groupe | | | |
| Tronics Mems Inc | Etats Unis | 93.19% | 93.19% | FY2019 | IG |

Au 31 mars 2018

| Entités | Pays | Pourcentage d'intérêt | Pourcentage de contrôle | Période intégrée | Méthode de consolidation (*) |
|------------------------|------------|------------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|
| Tronics Microsystem SA | France | Société tête de groupe | | | |
| Tronics Mems Inc | Etats Unis | 93.72% | 93.72% | 2017/18 | IG |
| Chinatronics Ltd | Chine | 49% | 49% | N/A | MEQ |

* Nomenclature des méthodes de consolidations : "IG" signifie Intégration Globale & "MEQ" mise en équivalence

6 INFORMATIONS SECTORIELLES

6.1 Informations par secteur opérationnel

Résultats (en K€)

| | 31 mars 2019 (12 mois) | | | 31 Mars 2018 (15 mois) | | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|----------------------|----------------|
| | Sociétés françaises | Sociétés américaines | Total | Sociétés françaises | Sociétés américaines | Total |
| Chiffre d'affaires | 6 069 | 512 | 6 581 | 6 200 | 619 | 6 819 |
| Autres produits de l'activité | 943 | -72 | 871 | 2 182 | 41 | 2 223 |
| Produits des activités courantes | 7 012 | 439 | 7 452 | 8 382 | 660 | 9 042 |
| Résultat opérationnel courant | -3 073 | -6 342 | -9 413 | -5 043 | -5 913 | -10 956 |
| Résultat opérationnel | -3 073 | -6 342 | -9 413 | -5 043 | -5 913 | -10 956 |
| Résultat avant impôt | -4 324 | -6 389 | -10 711 | -5 252 | -5 963 | -11 215 |
| Impôts sur les bénéfices | -27 | 1 | -26 | -27 | | -27 |
| Quote part sur résultat net des sociétés | 115 | 0 | 115 | -59 | 0 | -59 |
| Résultat Net | -4 236 | -6 388 | -10 622 | -5 339 | -5 963 | -11 301 |
| Part du groupe | -4 236 | -5 953 | -10 187 | -5 439 | -5 572 | -10 910 |
| Part ne conférant pas le contrôle | | -435 | -435 | | -391 | -391 |

Répartition des actifs et des passifs (en K€)

| | 31 Mars 2019 | | | 31 Mars 2018 | | |
|-------------------------|---------------------|----------------------|---------------|---------------------|----------------------|---------------|
| | Sociétés françaises | Sociétés américaines | Total | Sociétés françaises | Sociétés américaines | Total |
| Actifs non courants | 5 034 | 6 423 | 11 457 | 5 189 | 4 549 | 9 738 |
| Actifs courants | 5 379 | 1 882 | 7 261 | 6 465 | 1 258 | 7 724 |
| Total actif | 10 412 | 8 305 | 18 718 | 11 654 | 5 808 | 17 462 |
| Passifs non courants | 2 479 | | 2 479 | 3 657 | 0 | 3 657 |
| Passif courants | 23 484 | 2 825 | 26 309 | 11 143 | 2 487 | 13 629 |
| Total passif | 25 963 | 2 825 | 28 788 | 14 800 | 2 487 | 17 287 |
| Effectifs moyens | 81 | 25 | 106 | 75 | 25 | 100 |

6.2 Informations par zones géographiques (destination des biens et services vendus)

| CHIFFRE D'AFFAIRES (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | | 31 Mars 2018 (15 mois) | |
|---------------------------|---------------------------|-------------|---------------------------|-------------|
| France | 4 072 | 62 % | 4 382 | 64 % |
| Reste du monde | 2 508 | 38 % | 2 438 | 36 % |
| Chiffre d'affaires | 6 581 | 100% | 6 819 | 100% |

7 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS

7.1. Notes sur le bilan

7.1.1 Immobilisations incorporelles

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES (K€) | Frais de développement | Concessions, brevets et droits similaires | Immo. En cours | Total brut |
|---|------------------------|---|----------------|--------------|
| Situation au 31 Décembre 2016 | 1 189 | 1 235 | 0 | 2 424 |
| Augmentations | | 91 | | 91 |
| Autres mouvements | | 53 | | 53 |
| Situation au 31 Mars 2018 | 1 189 | 1 379 | 0 | 2 568 |
| Augmentations de l'exercice | | 31 | | 31 |
| Variation du taux de change de clôture | | 20 | | 20 |
| Situation au 31 Mars 2019 | 1 189 | 1 430 | 0 | 2 620 |

| AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (K€) | Frais de développement | Autres immobilisations incorporelles | Immo. En cours | Total amortissements |
|---|------------------------|--------------------------------------|----------------|----------------------|
| Situation au 31 Décembre 2016 | -241 | -956 | | -1 197 |
| Dotations de l'exercice | -275 | -84 | 0 | -359 |
| Autres mouvements | | -10 | | -10 |
| Situation au 31 Mars 2018 | -516 | -1 050 | | -1 566 |
| Dotations de l'exercice | -184 | -81 | | -265 |
| Variation du taux de change de clôture | | -12 | | -12 |
| Situation au 31 Mars 2019 | -700 | -1 143 | | -1 843 |

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES (K€) | Frais de développement | Autres immobilisations incorporelles | Immo. En cours | Total net |
|---|------------------------|--------------------------------------|----------------|-----------|
| Au 31 Mars 2018 | 673 | 329 | | 1 002 |
| Au 31 Mars 2019 | 489 | 287 | | 776 |

La société a acquis sur les périodes antérieures 2 licences auprès du CEA. Les contrats de licences prévoient le versement de redevances en cas d'utilisation ou de sous-licence des technologies concernées sur la base du chiffre d'affaires généré.

La charge comptabilisée sur l'exercice clos le 31 mars 2019 (12 mois) au titre de ces redevances s'élève à 29K€ contre 16K€ sur l'exercice précédent (15 mois).

Le groupe n'a pas activé de dépenses de développement sur l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement s'élève à 1 558 K€ pour l'exercice de 12 mois clos le 31 mars 2019 et 2 335 K€ pour l'exercice précédent (15 mois).

7.1.2 Immobilisations corporelles

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES (K€) | Terrains et constructions | Instal. Techn., mat. & Out. | Autres immobilisations corporelles | Immo. En cours & avances | Total brut |
|---|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------|
| Situation au 31 Décembre 2016 | 36 | 15 890 | 1 561 | 124 | 17 611 |
| Augmentations de l'exercice | | 4 206 | 548 | 322 | 5 076 |
| Diminutions de l'exercice | | -272 | -94 | | -366 |
| Transferts | | -81 | 141 | -126 | -66 |
| Autres variations | | -164 | | | -164 |
| Situation au 31 Mars 2018 | 36 | 19 578 | 2 157 | 320 | 22 092 |
| Augmentations de l'exercice | | 2 253 | 184 | 275 | 2 712 |
| Diminutions de l'exercice | | -525 | -1 | | -525 |
| Transferts | | 141 | 214 | -354 | 0 |
| Variation du taux de change de cloture | | 437 | 50 | | 487 |
| Situation au 31 Mars 2019 | 36 | 21 885 | 2 603 | 241 | 24 765 |

| AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (K€) | Terrains et constructions | Instal. Techn., mat. & Out. | Autres immobilisations corporelles | Immo. En cours & avances | Total amortissements |
|---|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|----------------------|
| Situation au 31 Décembre 2016 | -36 | -11 942 | -1 079 | 0 | -13 056 |
| Dotations de l'exercice | | -1 390 | -190 | | -1 580 |
| Diminutions de l'exercice | | 170 | 77 | | 247 |
| Transfert | | 67 | -45 | | 22 |
| Autres variations | | 65 | | | 65 |
| Situation au 31 Mars 2018 | -36 | -13 029 | -1 236 | 0 | -14 302 |
| Dotations de l'exercice | | -1 261 | -219 | | -1 480 |
| Diminutions de l'exercice | | 140 | 1 | | 140 |
| Transfert | | | | | |
| Variation du taux de change de cloture | | -54 | -2 | | -57 |
| Situation au 31 Mars 2019 | -36 | -14 205 | -1 457 | 0 | -15 698 |

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES (K€) | Terrains et constructions | Instal. Techn., mat. & Out. | Autres immobilisations corporelles | Immo. En cours & avances | Total net |
|---|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------|
| Au 31 Mars 2018 | | 6 549 | 921 | 320 | 7 790 |
| Au 31 Mars 2019 | | 7 680 | 1 146 | 241 | 9 067 |

Le détail des immobilisations détenues en crédit-bail est le suivant :

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€) | Terrains et constructions | Instal. Techn., mat. & Out. | Autres immobilisations corporelles | Immo. En cours & avances | Total brut |
|---|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|--------------|
| Situation au 31 Mars 2018 | | 9 196 | | | 9 196 |
| Augmentations de l'exercice | | | | | |
| Situation au 31 Mars 2019 | | 9 196 | | | 9 196 |

| AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€) | Terrains et constructions | Instal. Techn., mat. & Out. | Autres immobilisations corporelles | Immo. En cours & avances | Total amortissements |
|---|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|----------------------|
| Situation au 31 Mars 2018 | | -7 540 | | | -7 540 |
| Dotations de l'exercice | | -619 | | | -619 |
| Situation au 31 Mars 2019 | | -8 159 | | | -8 159 |

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€) | Terrains et constructions | Instal. Techn., mat. & Out. | Autres immobilisations corporelles | Immo. En cours & avances | Total net |
|---|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------|
| Au 31 Mars 2018 | | 1 657 | | | 1 657 |
| Au 31 Mars 2019 | | 1 037 | | | 1 037 |

7.1.3 Autres actifs financiers non courants

| AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (K€) | 31 mars 2019 | 31 mars 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Dépôts et cautionnements non courants | 272 | 167 |
| Valeurs brutes | 272 | 167 |
| Provisions pour dépréciations | | |
| Valeurs nettes | 272 | 167 |

Les prêts, cautionnements et autres créances - non courants regroupent essentiellement des dépôts de garantie versés par le groupe aux propriétaires des locaux et à BPI France Innovation dans le cadre d'un prêt pour l'innovation et d'un contrat de développement participatif.

7.1.4 Stocks et en-cours

| STOCKS (K€) | 31 mars 2019 | 31 mars 2018 |
|-------------------------------|--------------|--------------|
| Matières premières | 2 822 | 2 666 |
| Encours | 333 | 288 |
| Produits finis | 111 | 21 |
| Valeurs brutes | 3 267 | 2 976 |
| Provisions pour dépréciations | -222 | -299 |
| Valeurs nettes | 3 045 | 2 677 |

7.1.5 Clients

| CLIENTS (K€) | Valeur brute | Dont échu | Dont à plus d'un an | Dépréciation | Valeur Nette |
|---------------------------|--------------|-----------|---------------------|--------------|--------------|
| Situation au 31 Mars 2019 | 2 124 | 709 | | -398 | 1 726 |
| Situation au 31 Mars 2018 | 1 849 | 568 | | -129 | 1 720 |

Solde des contrats

Le tableau ci-après fournit des informations concernant les créances clients, les actifs sur contrats et les passifs sur contrat issus des contrats avec des clients.

| En milliers d'euros | Note | 31 mars 2019 | 1 avril 2018 |
|--|------|--------------|--------------|
| Créances incluses dans les créances clients | | 593 | 636 |
| Actifs sur contrats | | 357 | 334 |
| Passifs sur contrats (inclus dans les produits constatés d'avance) | | 644 | 856 |
| Carnet de commande | | 2 060 | 2 837 |

Les actifs sur contrats concernant principalement les droits du Groupe à recevoir des paiements au titre de travaux achevés mais non facturés à la date d'arrêté des comptes, concernant des services de développement. Les actifs sur contrats passent dans les créances clients lorsque ces droits deviennent inconditionnels, c'est-à-dire, généralement, lorsque le Groupe émet une facture à l'intention du client.

Les passifs sur contrats concernent principalement les paiements d'avance reçus des clients pour les services de développement, dont le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure.

7.1.6 Créances d'impôt et autres actifs courants et non courant

| CREANCES D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS (K€) | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Crédit d'impôt recherche | 1 172 | 671 |
| Crédit d'impôt compétitivité emploi | 170 | 108 |
| Valeurs brutes | 1 342 | 779 |
| Provisions pour dépréciations | | |
| Valeurs nettes | 1 342 | 779 |

| CREANCES D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS (K€) | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Avances et acomptes versés | | 95 |
| Créances fiscales (TVA,...) | 146 | 190 |
| Subventions | 513 | 350 |
| Charges constatées d'avance | 224 | 217 |
| Débiteurs divers | 67 | |
| Valeurs brutes | 950 | 851 |
| Provisions pour dépréciations | | |
| Valeurs nettes | 950 | 851 |

| Echéancement (K€) | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|------------------------------|--------------|--------------|
| Inférieur à un an | 950 | 851 |
| Compris entre un et cinq ans | 1 342 | 779 |
| Supérieur à cinq ans | | |
| Valeurs nettes | 2 292 | 1 630 |

7.1.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

| TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (K€) | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|--|--------------|--------------|
| Comptes bancaires courants | 1 540 | 2 476 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 540 | 2 476 |

7.1.8 Capital social

Au 31 mars 2019, le capital social de 3.685.608 € est composé de 3.685.608 actions entièrement libérées et d'une valeur nominale unitaire 1 euro se décomposant de la manière suivante :

| CAPITAL SOCIAL (Nombre d'actions) | Actions ordinaires | Autres | Total |
|-----------------------------------|--------------------|--------|------------------|
| Situation au 31 Mars 2018 | 3 685 608 | | 3 685 608 |
| Augmentations de l'exercice | | | |
| Diminutions de l'exercice | | | |
| Situation au 31 Mars 2019 | 3 685 608 | | 3 685 608 |

7.1.9 Provisions

| PROVISIONS (K€) | Litiges | Mise en Equivalence | Perte à terminaison | Pensions et retraites | Autres | Total |
|-----------------------------------|---------|---------------------|---------------------|-----------------------|------------|------------|
| Situation au 31 Mars 2018 | | 108 | 0 | 111 | 311 | 530 |
| Dotation de l'exercice | | | | 20 | | 20 |
| Reprise de provision utilisée | | | | | | |
| Reprise de provision non utilisée | | -108 | | | | -108 |
| Variation de périmètre | | | | | | |
| Ecart de conversion | | | | | 23 | 23 |
| Situation au 31 Mars 2019 | | 0 | | 130 | 334 | 464 |
| A moins d'un an au 31 Mars 2019 | | | | | 334 | 334 |
| A plus d'un an au 31 Mars 2019 | | | | 130 | | 130 |

Suite à la dissolution de Chinatronics Ltd, la provision de 108 K€ constatée au 31 mars 2018 en contre partie de la situation nette négative de la filiale a été intégralement reprise.

Courant juillet 2016, la filiale américaine a signé un nouveau contrat avec le partenaire de production qui fixe notamment des quantités minimales de production à sous-traiter à ce dernier. La société Tronics Mems s'est engagée à commander un volant de chiffre d'affaires de 500 000 \$ entre juillet 2016 et juin 2017. La société Tronics Mems n'ayant pas rempli cette obligation, 375 000 \$ (334K€) ont été provisionnés dans les comptes de la filiale. Ce litige n'a pas connu de nouveaux développements sur l'exercice et, la provision est maintenue au 31 mars 2019.

7.1.10 Retraite - Avantages dus au personnel

Les engagements du Groupe sont comptabilisés sous formes de provisions ou de cotisations versées dans ce cadre à des caisses de retraites indépendantes et à des organismes légaux chargés d'en assurer le service.

Le tableau comparatif des principales données actuarielles utilisées est présenté ci-dessous :

| | 31 mars 2019 | 31 mars 2018 |
|--------------------------------|---|--|
| Age de départ | 67 ans (C), 67 ans (NC) | 67 ans (C), 67 ans (NC) |
| Taux d'actualisation | 1.83% | 2.06% |
| Taux de croissance de salaires | 2% (C), 2% (NC) | 2% (C), 2% (NC) |
| Taux de charges sociales | 47% (C), 45% (NC) | 47% (C), 45% (NC) |
| Table de mortalité | Insee F2011-2013 | Insee F2010-2012 |
| Taux de turnover | 20 à 29 ans : 7% (C), 8% (NC) 30 à 39 ans : 9% (C), 5% (NC) 40 à 49 ans : 15% (C), 1% (NC) 50 à 59 ans : 17% (C), 0% (NC) Plus de 60 ans : 17% (C), 0% (NC) | 20 à 29 ans : 8% (C), 10% (NC) 30 à 39 ans : 6% (C), 2% (NC) 40 à 49 ans : 15% (C), 1% (NC) 50 à 59 ans : 19% (C), 0% (NC) Plus de 60 ans : 19% (C), 0% (NC) |

C : cadres, NC : non cadres

Les hypothèses de turnover sont calculées à partir de l'historique de la société. Au 31 mars 2019, ces hypothèses sont calculées sur les 8 dernières années et sur les 7 dernières années au 31 mars 2018.

Le tableau des mouvements de l'engagement de retraite entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019 est donné ci-après :

| en k€ | | impact sur le résultat consolidé | | | | impact autres éltés résultat global | | |
|-----------------------|--------------|----------------------------------|----------------|--------------------|----------|-------------------------------------|--------|--------------|
| | 1 avril 2018 | coût service rendus | coût financier | indemnités versées | ss-total | écarts actuariels | autres | 31 mars 2019 |
| Engagement global | 111 | 11 | 3 | 0 | 14 | 6 | | 130 |
| juste valeur du fonds | - | | | | - | | | - |
| Engagement net | 111 | 11 | 3 | 0 | 14 | 6 | 0 | 130 |

Le groupe ne disposant pas d'actifs de couverture, l'intégralité de l'engagement exposé ci-dessus est inscrit au passif du Groupe.

La charge nette de l'exercice ayant un impact sur le résultat consolidé est donnée dans le tableau ci-dessous :

| En k€ | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Coût des services rendus | 11 | 15 |
| Coût financier | 3 | 2 |
| Indemnités versées | 0 | -4 |
| Total | 14 | 13 |

Une variation d'un point du taux d'actualisation (0.83% au lieu de 1.83%) a un impact de +17% sur le montant du passif au 31 mars 2019.

7.1.11 Passifs financiers

| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (K€) | Situation au 31 Mars 2018 | Emissions | Remboursements | Variations de périmètre | Effets de change | Reclassements / autres | Situation au 31 Mars 2019 |
|---|---------------------------|---------------|----------------|-------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|
| Emprunts | 1 651 | | | | | -688 | 964 |
| Avances conditionnées | 1 285 | 334 | -413 | | | -37 | 1 169 |
| Put sur minoritaire | 352 | | | | | -190 | 162 |
| Dettes financières crédit bail | 259 | | | | | -205 | 54 |
| Dettes financières non courantes | 3 546 | 334 | -413 | | | -1 119 | 2 349 |
| Emprunts | 9 007 | 12 152 | -793 | | 1 120 | 688 | 22 174 |
| Autres emprunts | 2 | 7 | -2 | | | 0 | 7 |
| Avances conditionnées | | | | | | 37 | 37 |
| Dettes financières crédit bail | 441 | | -441 | | | 205 | 205 |
| Dettes financières courantes | 9 450 | 12 159 | -1 236 | | 1 120 | 929 | 22 422 |
| Total | 12 996 | 12 493 | -1 649 | | 1 120 | -190 | 24 771 |

| Echéancement (K€) | Situation au 31 Mars 2019 |
|------------------------------|---------------------------|
| Inférieur à un an | 22 422 |
| Compris entre un et cinq ans | 1 335 |
| Supérieur à cinq ans | 1 013 |
| Total | 24 771 |

La colonne « reclassement » comporte essentiellement des reclassements entre « courant » et « non courant » ainsi que la variation de la juste valeur de l'engagement de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle.

Tronics Microsystems a une obligation de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle de Tronics Mems dont elle est le principal actionnaire. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée

à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée : sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 mars 2019, en tenant compte d'un WACC à 14% et d'un taux de croissance à l'infini de 2,2% desquels l'endettement net de Tronics MemS a été déduit.

Compte tenu des perspectives futures de la filiale et de son niveau d'endettement actuel, l'engagement de rachat a été évalué comme égal à la valeur d'achat des actions par les actionnaires minoritaires majoré d'une prime de 10%.

Les contrats d'emprunts ne comportent pas de clauses de remboursement anticipé assis sur des ratios financiers (covenants). Les principaux termes et conditions de ces emprunts sont les suivants :

| En milliers d'euros | Société | Devise | Taux d'intérêt nominal | Valeur nominale en devise | Année d'échéance | 31 mars 2019 | 31 mars 2018 |
|---|--------------------------|--------|------------------------|---------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | | | | | Valeur comptable (euros) | Valeur comptable (euros) |
| Prêt bancaire | Tronic's Microsystems SA | EUR | 1.50% | 1 500 | 2020 | 411 | 714 |
| Prêt bancaire | Tronic's Microsystems SA | EUR | 2.86% | 700 | 2021 | 280 | 420 |
| Prêt bancaire | Tronic's Microsystems SA | EUR | 1.95% | 1 200 | 2023 | 960 | 1 200 |
| Prêt TDK Electronics AG | Tronic's Microsystems SA | EUR | entre 0.55% et 0.92% | 1 900 | 2020 | 1 900 | 1 900 |
| Prêt TDK Electronics AG | Tronic's Microsystems SA | USD | entre 3.52% et 4.16% | 19 550 | 2019 - 2020 | 17 401 | 4 748 |
| Prêt TDK Electronics AG | Tronic's MEMS | USD | 3.98% | 2 000 | 2019 | 1 780 | 1 623 |
| Avance conditionnées | Tronic's Microsystems SA | EUR | 3.22% | 220 | 2027 | 220 | 366 |
| Avance conditionnées | Tronic's Microsystems SA | EUR | 9.98% | 846 | 2029 | 846 | 846 |
| Total des passifs portant des intérêts | | | | | | 23 798 | 11 817 |

Les avances conditionnées correspondent aux aides versées par Bpifrance Financement dans le cadre des projets « SCP TIME » et « NEXT4MEMS ». Ces avances sont comptabilisées au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'échéancement des contrats de crédit-bail est le suivant :

| Echéancement (K€) | Situation au 31 Mars 2019 |
|------------------------------|---------------------------|
| Inférieur à un an | 205 |
| Compris entre un et cinq ans | 54 |
| Supérieur à cinq ans | |
| Total | 259 |

7.1.12 Impôts différés passifs

| IMPÔTS DIFFERES NON COURANTS (K€) | Différences temporaires | Reportes déficitaires | Autres | Total |
|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|----------|----------|
| Situation au 31 mars 2018 | -407 | 407 | - | - |
| Incidence résultat | 143 | -149 | | -6 |
| Variations de périmètre | | | | - |
| Ecart de conversion | | | | - |
| Incidence OCI | 6 | | | 6 |
| Situation au 31 mars 2019 | -258 | 258 | - | - |

Au 31 mars 2019, le groupe a maintenu des impôts différés actifs sur les déficits de l'entité française à hauteur des différences temporaires taxables.

Les déficits fiscaux de TRONICS S.A. n'ont pas été activés en l'absence de visibilité quant à leur imputation intégrale sur des résultats futurs. Les déficits fiscaux de la filiale américaine n'ont pas

n'ont pas non plus été activés compte tenu des pertes historiques et en l'absence de visibilité quant à leur imputation sur des résultats futurs.

Le montant des déficits fiscaux non activés s'élève en base à

- 27.5 m€ au 31 mars 2019 et 23.4 m€ au 31 mars 2018 pour l'entité française
- 22.5 m€ (25.3 m\$) au 31 mars 2019 et 15.3 m€ (18.9 m\$) au 31 mars 2018 pour l'entité américaine

7.1.13 Fournisseurs, produits constatés d'avance et autres passifs

| FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS (K€) | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|---|--------------|--------------|
| Dettes fournisseurs | 1 119 | 972 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 61 | 300 |
| Avances reçues sur commandes | 17 | 94 |
| Dettes sociales | 1 131 | 1 204 |
| Dettes fiscales | 165 | 253 |
| Subventions | 40 | |
| Autres créditeurs | | 49 |
| Produits constatés d'avance | 1 020 | 890 |
| TOTAL | 3 553 | 3 762 |

| Echéancement (K€) | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|------------------------------|--------------|--------------|
| Inférieur à un an | 3 553 | 3 688 |
| Compris entre un et cinq ans | | 74 |
| Supérieur à cinq ans | | |
| TOTAL | 3 553 | 3 762 |

7.1.14 Instruments financiers

| En K€ | Catégories | 31 Mars 2019 | | 31 Mars 2018 | |
|--|------------|------------------------------|-----------------|------------------------------|-----------------|
| | | Valeur nette comptable | Juste valeur | Valeur nette comptable | Juste valeur |
| Actifs | | | | | |
| Autres actifs financiers non courants | A | 1 614 | 1 614 | 167 | 167 |
| Clients et autres débiteurs | A | 1 726 | 1 726 | 1 720 | 1 720 |
| Autres actifs courants | A | 950 | 950 | 851 | 851 |
| Trésorerie et équivalent de trésorerie | A | 1 540 | 1 540 | 2 476 | 2 476 |
| Total | | 5 830 | 5 830 | 5 215 | 5 215 |
| Passif | | | | | |
| Passifs financiers (part à plus et à moins d'un an) | B | 24 608 | 24 608 | 12 644 | 12 644 |
| Engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle | C | 162 | 162 | 352 | 352 |
| Fournisseurs et autres créditeurs | B | 2 201 | 2 201 | 1 272 | 1 272 |
| Autres passifs courants | B | 1 352 | 1 352 | 1 600 | 1 600 |
| Total | | 28 324 | 28 324 | 15 869 | 15 869 |

A - Actifs au coût amorti

B - Passifs évalués au coût amorti

C - Passifs en juste valeur par le résultat

L'ensemble des actifs et des passifs sont des actifs et passifs évalués au coût amorti à l'exception de la trésorerie et de la dette relative à l'engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur.

7.2. Notes sur le compte de résultat

7.2.1 Chiffre d'affaires

| CHIFFRE D'AFFAIRES (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | | 31 Mars 2018 (15 mois) | |
|---------------------------|---------------------------|-------------|---------------------------|-------------|
| Ventes de services | 2 909 | 44 % | 3 239 | 47 % |
| Ventes de produits finis | 3 672 | 56 % | 3 581 | 53 % |
| Chiffre d'affaires | 6 581 | 100% | 6 819 | 100% |

7.2.2 Autres produits de l'activité

| AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | | 31 Mars 2018 (15 mois) | |
|--|---------------------------|--------------|---------------------------|--------------|
| Crédit Impôt Recherche | 502 | 58 % | 666 | 30 % |
| CICE | 62 | 7 % | 108 | 5 % |
| Subventions | 314 | 36 % | 1 367 | 61 % |
| Variations de stocks de produits finis | -13 | -1 % | 14 | 1 % |
| Produits divers de gestion courante | 3 | 0 % | 3 | 0 % |
| Autres produits | 4 | 0 % | 64 | 3 % |
| Autres produits de l'activité | 871 | 100 % | 2 223 | 100 % |

Les subventions se ventilent comme suit :

| SUBVENTIONS (K€) | Montant total de la subvention | 31 mars 2019 (12 mois) | | | | 31 mars 2018 (15 mois) | | | |
|-------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| | | Cash reçu sur la période | Avancement du projet à date | Produits comptabilisés | Engagement de dépenses à la clôture | Cash reçu sur la période | Avancement du projet à date | Produits comptabilisés | Engagement de dépenses à la clôture |
| Projet Asimut | 991 | - | 100% | - | - | 198 | 100% | - | - |
| Projet SCP Time | 203 | 40 | 100% | - | - | - | 100% | 4 | - |
| Projet Peru | 54 | - | 100% | - | - | 9 | 100% | - | - |
| Projet MF Manufacturing | 103 | 66 | 100% | -1 | - | 6 | 100% | 35 | - |
| Projet Trace | 808 | - | 99% | 136 | 16 | 334 | 83% | 303 | 469 |
| Projet Stars | 886 | - | 99% | - | 21 | 591 | 99% | 353 | 21 |
| Next4Mems | 1 192 | - | 72% | 170 | 744 | 731 | 58% | 593 | 1 262 |
| Projet Hiperion | 168 | - | 32% | 3 | 460 | - | 29% | 50 | 474 |
| Projet Cocasse | 299 | - | 7% | 6 | 1 115 | 15 | 5% | 14 | 1 139 |
| Subventions | 10 410 | 107 | | 314 | 2 357 | 1 884 | | 1 351 | 3 365 |

7.2.3 Achats consommés

| ACHATS CONSOMMES (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Achats de matières premières | -2 825 | -3 532 |
| Variations stocks de matières premières | 236 | 558 |
| Achats d'études et prestations de services | -619 | -874 |
| Achats non stockés de matières premières et fournitures | -343 | -436 |
| Achats consommés | -3 551 | -4 284 |

7.2.4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel se ventilent comme suit :

| CHARGES DE PERSONNEL (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|--|---------------------------|---------------------------|
| Rémunération du personnel | -5 933 | -7 291 |
| Charge IFRS 2 "paiement fondé sur des actions" | | -14 |
| Charges sociales | -1 939 | -2 802 |
| Dotations nettes pour engagement de retraite | -11 | |
| Charges de personnel | -7 883 | -10 107 |

| EFFECTIFS MOYENS | 31 Mars 2019 | 31 Mars 2018 |
|--------------------------|--------------|--------------|
| Direction | 3 | 3 |
| Ingénieurs | 65 | 62 |
| Techniciens & Opérateurs | 38 | 35 |
| Effectifs moyens | 106 | 100 |

Paievements fondés sur des actions (IFRS 2)

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants, à certains salariés clés, ainsi qu'aux membres du Directoire sous forme de Stock Options (« Options »), Bons de Souscription d'Actions (« BSA ») et de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »). Les options attribuées aux Etats-Unis permettent de souscrire à des actions de TRONICS MEMS.

| | Etats-Unis | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons | 21-mai-12 | 31-janv-13 | 01-août-13 | 01-janv-14 |
| Prix d'exercice par action nouvelle souscrite | \$0.1870 | \$0.1870 | \$0.1870 | \$0.1870 |
| Vesting | 20-mai-16 | 30-janv-17 | 31-juil-17 | 31-déc-17 |
| Durée de validité | 10 ans | 10 ans | 10 ans | 10 ans |
| Nombre de bons en circulation au 31 mars 2018 | 392 000 options | 95 000 options | 75 000 options | 235 000 options |
| Nombre de bons en circulation au 31 mars 2019 | 25 000 options | 70 000 options | 0 option | 60 000 options |

Sur l'exercice clos le 31 mars 2019, 75 000 options sur la filiale américaine ont été exercées au prix de 0,187\$ par option. Hormis ces exercices, la diminution du nombre d'options aux Etats-Unis provient intégralement du départ de salariés n'ayant pas exercé leurs droits. Ces options ont donc été déchues sur la période.

Pour rappel, il n'existe plus de bons de souscription chez Tronic's Microsystems SA depuis l'exercice clos le 31 mars 2018.

La juste valeur des bons attribués a été évaluée en date d'attribution selon la méthode Black-Scholes sur la base des hypothèses suivantes :

| PRINCIPALES DONNEES ET HYPOTHESES | US (Plans 2012) | US (Plans 2013) | US (Plans 2014) |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Maturité | 10 ans | 10 ans | 10 ans |
| Taux sans risque TEC 5 | N/A | N/A | N/A |
| Taux sans risque TEC 10 | 2.13% | 2.13% | 2.13% |
| Volatilité | 30.00% | 30.00% | 30.00% |
| Prix du sous-jacent | 0,187 \$ | 0,367 \$ | 0,367 \$ |
| Prix d'exercice | 0,187 \$ | 0,187 \$ | 0,187 \$ |
| Prime d'illiquidité | 25% | 25% | 25% |
| Juste Valeur de l'option | 0,06 \$ | 0,18 \$ | 0,18 \$ |

- Volatilité : l'action Tronic's Microsystems n'étant pas cotée sur le marché à la date de l'attribution, la volatilité utilisée est la volatilité historique de sociétés comparables – même secteur et zone géographique ;
- Taux sans risque : il s'agit du taux d'intérêt continu non risqué ;
- Taux de dividendes : nul compte tenu de l'absence de dividendes versés dans le passé.
- Prix du sous-jacent : il s'agit de l'estimation de la juste valeur d'une action. Elle se base notamment sur le prix de la dernière levée de fonds et sur l'évaluation réalisée par la société.
- Prime de d'illiquidité : elle a été évaluée à 25% compte tenu des usages constatés sur le marché.

La société a tenu compte d'une probabilité de turnover estimée à environ 30% pour les plans américains.

7.2.5 Autres produits et charges opérationnels courants

| AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|--|---------------------------|---------------------------|
| Plus values sur éléments d'actifs cédés | 19 | 7 |
| Autres produits | 1 | |
| Autres produits opérationnels | 19 | 7 |
| Moins values sur éléments d'actifs cédés | -22 | -117 |
| Rappels d'impôts | | -93 |
| Autres charges opérationnelles | | -20 |
| Autres charges opérationnelles | -22 | -230 |

7.2.6 Autres produits et charges opérationnels non courants

Néant

7.2.7 Résultat financier

| RESULTAT FINANCIER (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|-------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Résultat de change | | |
| Produits sur cession de VMP | 15 | 36 |
| Produits financiers | 15 | 36 |
| Coût de l'endettement financier net | -652 | -283 |
| Autres charges financières | -661 | -19 |
| Charges financières | -1 313 | -302 |
| | | |
| Résultat financier | -1 298 | -266 |

7.2.8 Impôts sur les résultats

| CHARGES D'IMPÔT (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|-----------------------|---------------------------|---------------------------|
| Impôts exigibles | 2 | - |
| Impôts différés | - | -12 |
| CVAE | -28 | -15 |
| Charge d'impôt | -26 | -28 |

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat consolidé et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

| PREUVE D'IMPÔT (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|--|---------------------------|---------------------------|
| Résultat net | -10 622 | -11 301 |
| Impôts sur les bénéfices | -26 | -28 |
| Résultat avant impôt | -10 596 | -11 274 |
| Taux d'impôt théorique | 28.00% | 33.33% |
| Charge (= -) ou Produit (= +) d'impôt théorique | 2 967 | 3 758 |
| Déficit de l'exercice non activé | -2 431 | -3 972 |
| Impact des différences de taux | -447 | -161 |
| Utilisation de déficits antérieurs | | - |
| Impact du changement de taux d'IS sur les ID | -115 | -66 |
| Crédit impôt recherche & CICE | 158 | 258 |
| QP MEE | 32 | -20 |
| Retraitements sans impact ID | -206 | 159 |
| Différences permanentes | 39 | 34 |
| Impôts non basés sur le résultat | -26 | -15 |
| Autres | 3 | -2 |
| Charge nette d'impôt | -26 | -28 |

7.2.9 Résultat par action

| RESULTAT PAR ACTION (€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère (en K€) | -10 622 | -11 301 |
| Nombres d'actions en circulation | 3 685 608 | 3 685 608 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | 3 685 608 | 3 685 608 |
| Nombre de bons attribués non encore exercés | - | - |
| Résultat en euros par action | -2.88 | -3.07 |
| Résultat dilué en euros par action | -2.88 | -3.07 |
| Résultat dilué en euros par action | -2.88 | -3.07 |

7.2.10 Information relative aux parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement à TRONICS, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans TRONICS.

Ces transactions sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 Mars 2019 est la suivante par nature et par partie liée :

- Entre TDK, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS, prêts et facturation d'intérêts, facturation de main d'œuvre détachée
- Entre THALES, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS au profit de THALES,
- Entre IXBLUE, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS au profit de IXBLUE.

| COMPTE DE RESULTATS (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (15 mois) |
|--|---------------------------|---------------------------|
| Chiffre d'affaires (Thales) | 664 | 645 |
| Chiffre d'affaires (TDK) | 10 | 3 |
| Chiffre d'affaires (ixblue) | 168 | |
| Autres produits (TDK) | | 60 |
| Charges de personnel (TDK) | | -54 |
| Autres achats et charges externes (Thalès) | 53 | |
| Autres achats et charges externes (TDK) | -31 | |
| Interets (TDK) | -525 | -56 |
| Total | 339 | 598 |

| BILAN (K€) | 31 mars 2019 | 31 mars 2018 |
|---------------------------|--------------|--------------|
| Créances clients (Thales) | 261 | 73 |
| Créances clients (TDK) | 75 | 60 |
| Emprunts (TDK) | -21 426 | -8 325 |
| Dettes fournisseurs (TDK) | -11 | -54 |

7.2.11 Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée par TRONICS aux membres du Directoire.

Ces montants n'intègrent pas de rémunération différée ou tout autre engagement de rémunération.

| REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€) | Total au 31 mars 2019 | Rémunérations dues au titre de l'exercice (1) | Rémunération en actions, options, etc...(2) | Total au 31 mars 2018 | Rémunérations dues au titre de l'exercice (1) | Rémunération en actions, options, etc...(2) |
|------------------------------------|-----------------------|---|---|-----------------------|---|---|
| Pascal Langlois | | | | 242 657 | 230 126 | 12 531 |
| Stéphane Renard | 23 000 | 23 000 | - | 150 650 | 150 650 | - |
| Antoine Filipe | 100 374 | 100 374 | - | - | - | - |
| Julien Bon | 127 168 | 127 168 | - | 87 045 | 87 045 | - |
| Rémunération des dirigeants | 250 543 | 250 543 | - | 480 352 | 467 821 | 12 531 |

| REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€) | 31 mars 2019 |
|---|----------------|
| Rémunérations dues au titre de l'exercice (1) | 250 543 |
| Rémunération en actions, options, etc...(2) | - |
| Rémunération des dirigeants | 250 543 |

| 31 mars 2018 |
|----------------|
| 467 821 |
| 12 531 |
| 480 352 |

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, participation, et avantages en nature dues au titre de l'exercice.

(2) Ce montant correspond à la charge annuelle IFRS2 liée aux attributions de bons de souscription d'options (stock-options).

Julien Bon a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 conformément à la procédure des conventions réglementées, pour la durée du mandat du directoire restant à couvrir, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019 et renouvelable dont les spécificités en matière de rupture sont les suivantes :

- Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Julien Bon percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à cinq (5) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.
- Indemnités relatives à une clause de non concurrence : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Julien Bon, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.
- Mutuelle.

7.2.12 Honoraires des commissaires aux comptes

| HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (En K€) | 31 Mars 2019 (12mois) | 31 Mars 2018 (15 mois) |
|--|--------------------------|---------------------------|
| Honoraires relatifs à la certification des comptes | 65 | 47 |
| Honoraires relatifs aux diligences directement liées | 2 | 4 |
| Honoraires des commissaires aux comptes | 67 | 51 |

8 ENGAGEMENTS FINANCIERS

| ENGAGEMENTS FINANCIERS (En K€) | Note | 31 mars 2019 | 31 mars 2018 |
|---|------|--------------|--------------|
| Engagements donnés | | | |
| Clause de retour à meilleure fortune | [A] | 568 | 568 |
| Intérêts sur dettes financières (emprunts et crédit bail) | [B] | 506 | 309 |
| Bail commercial | [C] | 2 739 | 1 913 |
| Nantissements du fonds de commerce | [D] | 1 500 | 1 500 |
| Autres | | 45 | 60 |
| Engagements donnés | | 5 358 | 4 351 |
| Engagements reçus | | | |
| Engagements reçus | | - | - |
| Engagements nets | | 5 358 | 4 351 |

[A] Le projet CAPAM, dont l'échec a été constaté en 2013, bénéficiait d'une avance conditionnée de la part de la BPI. En conséquence du constat d'échec, le Groupe n'a pas à rembourser cette avance. Cet abandon est néanmoins accompagné d'une clause de retour à meilleure fortune valable jusqu'en 2022 dans l'hypothèse où le groupe réaliserait des ventes de produits sous-jacents. A ce jour, cet engagement constitue uniquement un passif éventuel et aucune dette n'est constatée à ce titre, le groupe estimant qu'aucune vente éligible ne sera réalisée.

[B] Les intérêts non courus au 31 mars 2019 portant sur les emprunts et les crédits-bails qui seront à payer au cours des prochains exercices sont de 506 K€.

[C] Les locaux commerciaux et industriels des sociétés française et américaine sont loués. Le montant qui figure sur la ligne « bail commercial » du tableau ci-dessus correspond aux loyers dus jusqu'à aux prochaines possibilités de sortie du bail, le 31 mai 2020 et le 30 novembre 2020, pour la société française et le 28 février 2027 pour la société américaine.

[D] Dans le cadre d'un emprunt souscrit en Juillet 2015 auprès d'une banque pour un montant nominal de 1 500 K€ la société a consenti à la banque un nantissement de la valeur de son fonds de commerce à hauteur du nominal de cet emprunt (1 500 K€). Ce nantissement cours jusqu'au remboursement total de l'emprunt soit Juillet 2020.

9 RISQUES

9.1 Risque de liquidité

A l'origine, la Société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l'obtention de subventions et aides publiques à l'innovation, le remboursement de créances de Crédit Impôt Recherche et le recours à des financements à court, moyen et long terme (bancaires, affacturage, ...). Depuis la prise de contrôle par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, elle est financée par des avances et prêts à court terme de son actionnaire majoritaire

La dette financière du Groupe à moins d'un an s'élève à 22 422 K€, principalement composée des prêts de son actionnaire majoritaire. Le Groupe n'est pas en mesure de rembourser cette dette à échéance mais n'anticipe cependant pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 11 janvier 2019 par laquelle il s'engage, tant que la Société reste au sein du groupe TDK, à la soutenir financièrement soit en étendant les échéances des prêts en cours, en accordant de nouveaux prêts ou par voie d'augmentation de capital. Le soutien du groupe TDK s'est déjà concrétisé postérieurement à la clôture sur l'exercice (cf. note 2.2)

La société n'est astreinte à aucun covenant bancaire.

9.2 Risque de crédit

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

9.3 Risque de change

Le Groupe effectue notamment des transactions en dollar américain (USD) via la filiale aux Etats-Unis et des prêts de l'actionnaire majoritaire. La position nette de change du groupe sur les devises au 31 mars 2019 s'établit de la façon suivante :

| Au 31 Mars 2019 (en milliers d'euros) | Actifs (a) | Passifs (b) | Engagements en devises (c) | Position nette avant couverture (d) = (a) - (b) +/- (c) | Intruments financiers de couverture (e) | Position nette après couverture (f) = (d) - (e) |
|--|------------|---------------|-------------------------------|--|---|---|
| USD | 648 | 20 071 | | -19 423 | | -19 423 |
| Total | 648 | 20 071 | - | -19 423 | - | -19 423 |

Sur la base des comptes consolidés du groupe au 31 mars 2019 une variation de 10% l'euro face au dollar américain entraînerait les conséquences suivantes sur le résultat avant impôts et sur les capitaux propres avant impôts du groupe :

| Au 31 Mars 2019 (en milliers d'euros) | Impacts sur le résultat avant impôt | | Impact sur les capitaux propres avant impôt | |
|--|--|---------------|--|---------------|
| | Hausse de 10% | Baisse de 10% | Hausse de 10% | Baisse de 10% |
| Impacts de la consolidation de Tronics MEMS | 581 | -710 | -37 | 45 |
| Impacts de la position USD bilancielle nette | 1 572 | -1 921 | 1 572 | -1 921 |
| Total | 2 153 | -2 631 | 1 535 | -1 876 |

La sensibilité du groupe au risque de change provient principalement de la consolidation de la filiale américaine et des emprunts libellés en dollars américain réalisés par le Groupe auprès de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.

10 INFORMATION COMPARATIVE

Pour favoriser la compréhension de l'activité, le Groupe a décidé de présenter ci-dessous un comparatif du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2019 avec la période de 12 mois allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018. Le groupe n'est pas sujet à un effet de saisonnalité significatif.

| COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (12 mois) | Variation |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------|
| Chiffre d'affaires | 6 581 | 5 366 | 1 215 |
| Autres produits de l'activité | 871 | 1 740 | -869 |
| Produits des activités courantes | 7 452 | 7 106 | 346 |
| Achats consommés | -3 551 | -3 509 | -42 |
| Charges externes | -3 007 | -2 629 | -378 |
| Charges de personnel | -7 883 | -8 212 | 329 |
| Impôts et taxes | -328 | -270 | -57 |
| Dotations nettes aux amortissements | -2 030 | -1 590 | -440 |
| Dotations nettes aux provisions | -62 | 127 | -189 |
| Autres produits courants | 19 | 7 | 12 |
| Autres charges courantes | -22 | -139 | 117 |
| Résultat opérationnel courant | -9 413 | -9 110 | -303 |
| Autres charges non courantes | | | |
| Résultat opérationnel | -9 413 | -9 110 | -303 |
| Coût de l'endettement financier net | -652 | -254 | -398 |
| Autres produits et charges financières | -646 | -23 | -623 |
| Résultat avant impôt | -10 711 | -9 387 | -1 324 |
| Quote part sur résultat net des sociétés mises en équivalence | 115 | -51 | 166 |
| Impôts sur les bénéfices | -26 | -21 | -5 |
| Résultat Net | -10 622 | -9 458 | -1 163 |
| Part du groupe | -10 187 | -9 124 | -1 063 |
| Part ne conférant pas le contrôle | -435 | -334 | -100 |
| Résultat par action (€/action) | -2.88 | -2.57 | |
| Résultat dilué par action (€/action) | -2.88 | -2.57 | |

| TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€) | 31 mars 2019 (12 mois) | 31 mars 2018 (12 mois) |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Résultat net | -10 622 | -9 458 |
| Quote part dans résultat sociétés en équivalence | -115 | 51 |
| Amortissements | 1 731 | 1 590 |
| Provisions | 481 | 30 |
| Païement fondé sur des actions | - | 1 |
| Plus ou moins value de cession | 4 | 41 |
| Coût de l'endettement financier net | 1 298 | 213 |
| Impôt | 28 | 8 |
| Impôt payé | -28 | -8 |
| Variation du BFR | -436 | 1 339 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | -7 659 | -6 193 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | -3 017 | -2 939 |
| Frais de développement capitalisés | - | - |
| Produits de Cessions d'immobilisations | 19 | 17 |
| Acquisition d'actifs financiers et contrat de liquidités | - | -3 |
| Cession d'actifs financiers | - | - |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | -2 998 | -2 925 |
| Emission d'emprunts | 13 068 | 7 787 |
| Remboursements d'emprunts | -1 333 | -1 151 |
| Intérêts payés | -1 366 | -189 |
| Intérêts reçus | 139 | 24 |
| Augmentation de capital | 12 | 8 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 10 521 | 6 478 |
| Incidence des variations de cours des devises | -800 | -16 |
| Variation de la trésorerie | -936 | -2 656 |
| Trésorerie d'ouverture | 2 476 | 5 132 |
| Trésorerie de clôture | 1 540 | 2 476 |



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2019
Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
98 rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Ce rapport contient 48 pages
Référence : L193-107



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98 rue du Pré de l'Horre - 38920 Crolles
Capital social : €3.685.608

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2019

A l'assemblée générale de la société Tronic's Microsystems S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Tronic's Microsystems S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 3.1 « Référentiel IFRS » de l'annexe des comptes consolidés concernant la base de préparation des Etats Financiers. Cette note relate notamment la mise en application des normes « IFRS 15 - Produits des activités ordinaires provenant de contrats conclus avec des clients » et « IFRS 9 – Instruments financiers » à compter du 1^{er} avril 2018 et leurs impacts sur les comptes consolidés clos au 31 mars 2019.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Continuité d'exploitation

La note 9.1 « Risque de liquidité » des notes annexes aux comptes consolidés fait état de la dette financière du groupe à moins d'un an s'élevant à 22.422 K€ et de l'absence de risque de liquidité à cet égard et au cours des 12 prochains mois, compte tenu notamment de la lettre de soutien reçue de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, actionnaire majoritaire de la société, en date du 11 janvier 2019.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation du groupe au regard de son risque de liquidité et de sa continuité d'exploitation.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

La note 4.15 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » des notes annexes aux comptes consolidés expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment en ce qui concerne les contrats à long terme pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement. La détermination de l'avancement dépend des estimations à terminaison réalisées sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats à l'avancement, à revoir les calculs effectués et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lyon, le 12 juillet 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé

TRONIC'S MICROSYSTEMS SA

COMPTES ANNUELS AU 31 MARS 2019

Les états financiers ci-joints, sont caractérisés par les éléments suivants :

- Période : du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019
- Total du Bilan : 21 650 150 €
- Chiffre d'affaires : 6 161 701 €
- Résultat net comptable (perte) : - 14 128 917 €

SOMMAIRE

| | pages |
|--|--------------|
| Bilan actif-passif et compte de résultat | 2 à 5 |
| Annexe | 6 à 44 |
| Tableaux divers | 45 à 46 |
| Détail du bilan et compte de résultat | 47 à 57 |
| Soldes intermédiaires de gestion | 58 à 59 |

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/03/2019 12 | | | Exercice N-1 31/03/2018 15 | | Ecart N / N-1 | |
|--|---|-----------------------------|---|-------------------|-------------------------------|--------------|---------------|--|
| | | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net | Euros | % | |
| | Capital souscrit non appelé (I) | | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | | |
| | Frais de développement | | | | | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | 1 202 920 | 981 875 | 221 045 | 244 980 | 23 936 | 9.77 | |
| | Fonds commercial (1) | | | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | | |
| | Terrains | 36 300 | 36 300 | | | | | |
| | Constructions | | | | | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage | 6 424 481 | 5 281 246 | 1 143 234 | 967 211 | 176 024 | 18.20 | |
| | Autres immobilisations corporelles | 1 776 462 | 1 337 030 | 439 432 | 434 335 | 5 097 | 1.17 | |
| | Immobilisations en cours | 173 984 | | 173 984 | 319 915 | 145 932 | 45.62 | |
| Avances et acomptes | 67 020 | | 67 020 | | 67 020 | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | | | | | |
| Autres participations | 5 096 831 | 5 096 831 | | 2 205 494 | 2 205 494 | 100.00 | | |
| Créances rattachées à des participations | 19 565 252 | 8 394 506 | 11 170 747 | 8 956 051 | 2 214 695 | 24.73 | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | | | |
| Prêts | | | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 151 716 | | 151 716 | 150 716 | 1 000 | 0.66 | | |
| Total II | 34 494 966 | 21 127 788 | 13 367 178 | 13 278 704 | 88 475 | 0.67 | | |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours | | | | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | 2 096 047 | 147 088 | 1 948 959 | 1 730 039 | 218 919 | 12.65 | |
| | En-cours de production de biens | 258 674 | 5 715 | 252 959 | 158 122 | 94 837 | 59.98 | |
| | En-cours de production de services | | | | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | 110 763 | | 110 763 | 21 335 | 89 428 | 419.16 | |
| | Marchandises | | | | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | | |
| | Créances (3) | | | | | | | |
| | Clients et comptes rattachés | 1 604 706 | 62 341 | 1 542 366 | 1 609 476 | 67 110 | 4.17 | |
| | Autres créances | 2 815 466 | | 2 815 466 | 3 725 997 | 910 531 | 24.44 | |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | | | |
| Disponibilités | 687 101 | | 687 101 | 2 174 380 | 1 487 279 | 68.40 | | |
| Charges constatées d'avance (3) | 133 955 | | 133 955 | 141 593 | 7 638 | 5.39 | | |
| Total III | 7 706 711 | 215 144 | 7 491 568 | 9 560 942 | 2 069 374 | 21.64 | | |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | | | |
| | Ecart de conversion actif (VI) | 791 404 | | 791 404 | 577 090 | 214 314 | 37.14 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 42 993 082 | 21 342 932 | 21 650 150 | 23 416 735 | 1 766 585 | 7.54 | | |

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

1
1 958 684

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|---|------------|------------|--------------|------------|---------------|--------|
| | | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| CAPITAUX PROPRES | Capital (Dont versé : 3 685 608) | 3 685 608 | | 3 685 608 | | | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport | 16 593 602 | | 16 593 602 | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | | | |
| | Réserves | | | | | | |
| | Réserve légale | 42 888 | | 42 888 | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | |
| | Réserves réglementées | | | | | | |
| | Autres réserves | 58 832 | | 58 832 | | | |
| | Report à nouveau | 12 372 419 | | 6 993 965 | | 5 378 454 | 76.90 |
| | Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte) | 14 128 917 | | 5 378 454 | | 8 750 462 | 162.69 |
| Subventions d'investissement | | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | | |
| Total I | 6 120 406 | | 8 008 511 | | 14 128 916 | 176.42 | |
| AUTRES FONDS PROPRES | Produit des émissions de titres participatifs | | | | | | |
| | Avances conditionnées | 1 065 669 | | 1 212 000 | | 146 331 | 12.07 |
| Total II | 1 065 669 | | 1 212 000 | | 146 331 | 12.07 | |
| PROVISIONS | Provisions pour risques | 791 404 | | 577 090 | | 214 314 | 37.14 |
| | Provisions pour charges | 130 414 | | 110 897 | | 19 517 | 17.60 |
| | Total III | 921 818 | | 687 987 | | 233 831 | 33.99 |
| DETTES (I) | Dettes financières | | | | | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | | | | |
| | Emprunts auprès d'établissements de crédit | 21 358 023 | | 9 031 971 | | 12 326 052 | 136.47 |
| | Concours bancaires courants | | | | | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | 150 080 | | 72 651 | | 77 429 | 106.58 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | 94 210 | | 94 210 | 100.00 |
| | Dettes d'exploitation | | | | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 683 542 | | 722 926 | | 39 384 | 5.45 |
| | Dettes fiscales et sociales | 1 106 407 | | 1 185 532 | | 79 125 | 6.67 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 61 211 | | 300 288 | | 239 077 | 79.62 | |
| Autres dettes | 16 500 | | 9 367 | | 7 133 | 76.14 | |
| Comptes de Régularisation | Produits constatés d'avance (1) | 1 672 459 | | 1 939 187 | | 266 728 | 13.75 |
| | Total IV | 25 048 222 | | 13 356 133 | | 11 692 089 | 87.54 |
| | Ecarts de conversion passif (V) | 734 847 | | 152 105 | | 582 742 | 383.12 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V) | 21 650 150 | | 23 416 735 | | 1 766 585 | 7.54 | |

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

23 534 251 11 039 419

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/03/2019 12 | | | Exercice N-1 31/03/2018 15 | | Ecart N / N-1 | |
|---|--------------------------|------------------|-------------------|----------------------------|--|------------------|--------------|
| | France | Exportation | Total | | | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | | |
| Production vendue de biens | 2 572 976 | 806 115 | 3 379 091 | 2 818 218 | | 560 873 | 19.90 |
| Production vendue de services | 1 499 285 | 1 283 325 | 2 782 610 | 3 627 720 | | 845 109 | 23.30 |
| Chiffre d'affaires NET | 4 072 261 | 2 089 440 | 6 161 701 | 6 445 937 | | 284 236 | 4.41 |
| Production stockée | | | 59 740 | 23 920 | | 83 660 | 349.74 |
| Production immobilisée | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 314 320 | 1 367 072 | | 1 052 752 | 77.01 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 192 364 | 278 129 | | 85 766 | 30.84 |
| Autres produits | | | 2 616 | 3 266 | | 651 | 19.92 |
| Total des Produits d'exploitation (I) | | | 6 730 740 | 8 070 484 | | 1 339 744 | 16.60 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | 1 967 108 | 2 596 601 | | 629 493 | 24.24 |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | 236 377 | 557 683 | | 321 307 | 57.61 |
| Autres achats et charges externes * | | | 2 807 255 | 3 801 716 | | 994 461 | 26.16 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 197 278 | 228 395 | | 31 117 | 13.62 |
| Salaires et traitements | | | 3 629 517 | 4 705 437 | | 1 075 921 | 22.87 |
| Charges sociales | | | 1 459 608 | 1 864 929 | | 405 320 | 21.73 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 467 647 | 562 024 | | 94 377 | 16.79 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 84 930 | 95 498 | | 10 568 | 11.07 |
| Dotations aux provisions | | | | | | | |
| Autres charges | | | 29 432 | 17 553 | | 11 879 | 67.67 |
| Total des Charges d'exploitation (II) | | | 10 406 399 | 13 314 470 | | 2 908 072 | 21.84 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | | | 3 675 659 | 5 243 986 | | 1 568 327 | 29.91 |
| Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun | | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|-------------------|----|-------------------|----|-------------------|---------------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | | | |
| Produits financiers de participations (3) | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | 431 133 | | 79 189 | | 351 944 | 444.43 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | 643 672 | | 2 962 | | 640 710 | NS |
| Différences positives de change | 15 332 | | 6 948 | | 8 384 | 120.67 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 15 033 | | 36 102 | | 21 069 | 58.36 |
| Total V | 1 105 170 | | 125 201 | | 979 969 | 782.72 |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 11 391 404 | | 643 672 | | 10 747 732 | NS |
| Intérêts et charges assimilées (4) | 580 942 | | 176 016 | | 404 926 | 230.05 |
| Différences négatives de change | 10 362 | | 18 582 | | 8 220 | 44.24 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total VI | 11 982 708 | | 838 269 | | 11 144 439 | NS |
| 2. Résultat financier (V-VI) | 10 877 538 | | 713 068 | | 10 164 470 | NS |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | 14 553 197 | | 5 957 055 | | 8 596 142 | 144.30 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 6 000 | | 16 975 | | 10 975 | 64.65 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 25 015 | | 25 015 | 100.00 |
| Total VII | 6 000 | | 41 990 | | 35 990 | 85.71 |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 112 231 | | 112 231 | 100.00 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 65 322 | | 17 365 | | 47 957 | 276.17 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 19 517 | | | | 19 517 | |
| Total VIII | 84 839 | | 129 597 | | 44 758 | 34.54 |
| 4. Résultat exceptionnel (VII-VIII) | 78 839 | | 87 607 | | 8 768 | 10.01 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 503 119 | | 666 207 | | 163 088 | 24.48 |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 7 841 910 | | 8 237 675 | | 395 765 | 4.80 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | 21 970 826 | | 13 616 129 | | 8 354 697 | 61.36 |
| 5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges) | 14 128 917 | | 5 378 454 | | 8 750 462 | 162.69 |

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier 457 604 955 558

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées 431 133 79 189

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées 461 535 123 050



ANNEXE

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 21 650 150.08 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 6 161 700.85 Euros et dégageant un déficit de 14 128 916.78- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/04/2018 au 31/03/2019.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Forte augmentation de l'activité manufacturing dans un contexte de forte demande de composants optiques et de produits inertiels haute performance

Sur l'année fiscale 2019, la société Tronic's Microsystems SA a réalisé un chiffre d'affaires de 6.1 M EUR contre 5.2M EUR à période comparable sur 2018, soit une progression de 17% du chiffre d'affaires.

Le premier semestre a enregistré une augmentation significative de l'activité manufacturing (+35%), principalement porté par une forte demande de composants optiques et pour les produits inertiels haute performance.

L'activité s'est encore accélérée au second semestre, en particulier avec la progression des ventes de composants industriels custom.

Dissolution de la filiale Chinatronics

L'entité dormante Chinatronics a été dissoute en date du 15/02/2019. Pour rappel, le groupe détenait 49% des titres de l'entité basée à Hong-Kong. Cette société était consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Dépréciation des titres et des créances rattachées à Tronics Mems

Compte tenu des difficultés rencontrées par notre filiale américaine Tronics Mems et des retards pris dans la mise en œuvre de notre plan stratégique, une dépréciation des titres et créances rattachées à cette participation a été constatée pour 10,6M€.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis le 31 mars 2019, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

Financement par la société TDK Electronics AG :

En date du 8 avril 2019, la société TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, a accordé deux prêts de 1.5 millions de dollars américains chacun à la société Tronics Microsystems SA à échéance 12 mois.

En date du 9 Avril 2019, la société TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, a repoussé l'échéance d'un prêt de 1.5 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA pour une nouvelle période de 12 mois.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Prise en compte du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires production est comptabilisé à la livraison des produits.

Le chiffre d'affaires Services correspond à des projets de développement de nouveaux produits pour des applications spécifiques de nos clients. Ce chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement.

Aides à l'innovation :

La société contracte régulièrement des programmes de recherche avec différents partenaires (laboratoires, industriels...) soutenus par des financements publics (ministère de la recherche, BPI France, Région Auvergne Rhone alpes, Communauté de communes du Grésivaudan...)

Les recettes liées à ses projets sont enregistrées en subventions d'exploitation et sont reconnues en fonction de leur avancement.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 61578 €.

La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

Cette somme pourra être imputée sur l'impôt dû au cours des 3 prochaines années.

La fraction non imputée au terme des 3 ans sera remboursée.

Ce crédit d'impôt n'a pas permis de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter la rémunération des dirigeants.

Continuité d'exploitation :

A l'origine, la société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l'obtention de subventions et aides publiques à l'innovation, le remboursement du Crédit Impôt recherche et le recours à des financements à court, moyen et long terme (bancaires, affacturage...) Depuis la prise de contrôle par la société TDK Electronics AG, Tronic's Microsystems SA est financée par des avances et prêts à court terme de son actionnaire majoritaire.

La dette financière du Groupe à moins d'un an s'élève à 20 Millions d'Euros, principalement composée des prêts de son actionnaire majoritaire. Le Groupe n'est pas en mesure de rembourser cette dette à échéance mais n'anticipe cependant pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 11 janvier 2019 par laquelle il s'engage, tant que la Société reste au sein du groupe EPCOS, à la soutenir financièrement soit en étendant les échéances des prêts en cours, en accordant de nouveaux prêts ou par voie d'augmentation de capital.

La société n'est astreinte à aucun covenant bancaire.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Etat des immobilisations

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|---------------|--------------|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Frais d'établissements et de développement | TOTAL | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL | 1 172 267 | 30 653 |
| Terrains | 36 300 | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Installations générales agencements aménagements des constructions | | | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 6 053 222 | | 462 092 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 1 104 422 | | 31 137 |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 540 597 | | 100 949 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 319 915 | | 197 298 |
| Avances et acomptes | | | 77 850 |
| | TOTAL | 8 054 457 | 869 326 |
| Participations évaluées par mises en équivalence | | | |
| Autres participations | 14 119 465 | | 10 609 201 |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts, autres immobilisations financières | 150 716 | | 1 000 |
| | TOTAL | 14 270 181 | 10 610 201 |
| | TOTAL GENERAL | 23 496 905 | 11 510 180 |

| | Diminutions | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|--|---------------|--------------------------------------|--|
| | | | |
| Frais établissement et de développement | TOTAL | | |
| Autres immobilisations incorporelles | TOTAL | 1 202 920 | 1 202 920 |
| Terrains | | 36 300 | 36 300 |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Installations générales agencements aménagements constr. | | | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | 90 834 | 6 424 480 |
| Installations générales agencements aménagements divers | | | 1 135 559 |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | 644 | 640 903 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 343 220 | 10 | 173 984 |
| Avances et acomptes | 10 829 | | 67 020 |
| | TOTAL | 354 049 | 91 488 |
| Participations évaluées par mises en équivalence | | | |
| Autres participations | | 66 582 | 24 662 084 |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts, autres immobilisations financières | | 151 716 | 151 716 |
| | TOTAL | 66 582 | 24 813 800 |
| | TOTAL GENERAL | 354 049 | 158 070 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Montant début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Frais établissement recherche développement TOTAL | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL | 927 286 | 54 589 | | 981 875 |
| Terrains | 36 300 | | | 36 300 |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales agencements aménagements constr. | | | | |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 5 086 009 | 286 069 | 90 834 | 5 281 244 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 778 956 | 74 065 | | 853 020 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 431 727 | 52 925 | 644 | 484 008 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL | 6 332 992 | 413 058 | 91 478 | 6 654 572 |
| TOTAL GENERAL | 7 260 278 | 467 647 | 91 478 | 7 636 447 |

| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
|---|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------|
| | | | | Dotations | Reprises |
| Frais étab.rech.développ. TOTAL | | | | | |
| Autres immob.incorporelles TOTAL | 54 589 | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.constr. | | | | | |
| Instal.techniques matériel outillage indus. | 286 069 | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.divers | 74 065 | | | | |
| Matériel de transport | | | | | |
| Matériel de bureau informatique mobilier | 52 925 | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | |
| TOTAL | 413 058 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 467 647 | | | | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Etat des provisions

| Provisions pour risques et charges | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|---|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | 577 090 | 791 404 | 577 090 | | 791 404 |
| Pensions et obligations similaires | 110 897 | 19 517 | | | 130 414 |
| Impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | | |
| TOTAL | 687 987 | 810 921 | 577 090 | | 921 818 |

| Provisions pour dépréciation | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|--|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------|
| Sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Sur immobilisations corporelles | | | | | |
| Sur titres mises en équivalence | | | | | |
| Sur titres de participation | 2 957 919 | 2 205 494 | 66 582 | | 5 096 831 |
| Sur autres immobilisations financières | | 8 394 506 | | | 8 394 506 |
| Sur stocks et en cours | 259 871 | 22 589 | 129 657 | | 152 803 |
| Sur comptes clients | | 62 341 | 0 | | 62 341 |
| Autres provisions pour dépréciation | | | | | |
| TOTAL | 3 217 790 | 10 684 930 | 196 239 | | 13 706 481 |
| TOTAL GENERAL | 3 905 777 | 11 495 851 | 773 329 | | 14 628 299 |

| Dont dotations et reprises | | | | | |
|-----------------------------------|--|------------|---------|--|--|
| d'exploitation | | 84 930 | 129 657 | | |
| financières | | 11 391 404 | 643 672 | | |
| exceptionnelles | | 19 517 | | | |

Nous avons repris la provision pour risque de change au 31.03.2018 de 577 k€ et constaté celle au 31.03.2019 pour 791 k€. Ce risque de change correspond à l'exposition de Tronics microsystems au dollar américain pour le support financier apporté à sa filiale américaine.

Les titres de participation avec la filiale Tronics MEMS ont été dépréciés en totalité par voie de provision. Une provision complémentaire de 2205k€ a ainsi été constatée. Les prêts accordés à la filiale Tronics MEMS ont été dépréciés par voie de provision pour 8 394k€.

L'évaluation des titres Tronics Mems et créances rattachées s'est faite notamment sur la base d'une projection des flux futurs de trésorerie de l'entité, actualisée à un taux WACC estimé de 14%. Si ce taux WACC venait à varier de + ou - 0.5%, le montant de la provision augmenterait ou diminuerait de + ou - 1 million d'euros.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|---------------------|-----------------------|----------------------|
| Créances rattachées à des participations | 19 565 252 | 0 | 19 565 252 |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 151 716 | 0 | 151 716 |
| Clients douteux ou litigieux | 62 341 | 0 | 62 341 |
| Autres créances clients | 1 542 366 | 1 542 366 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéficiaires | 1 173 303 | 1 072 | 1 172 231 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 191 600 | 191 600 | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| Divers état et autres collectivités publiques | 1 431 954 | 817 824 | 614 130 |
| Groupe et associés | 5 218 | 5 218 | |
| Débiteurs divers | 13 391 | 13 391 | |
| Charges constatées d'avance | 133 955 | 133 955 | |
| TOTAL | 24 271 095 | 2 705 425 | 21 565 670 |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | |

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|--|---------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine | 6 623 | 6 623 | | |
| Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine | 1 711 056 | 747 520 | 963 536 | |
| Emprunts et dettes financières divers | 19 790 424 | 19 653 786 | 136 638 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 683 542 | 683 542 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 471 219 | 471 219 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 484 576 | 484 576 | | |
| Impôts sur les bénéficiaires | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 46 178 | 46 178 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 104 434 | 104 434 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 61 211 | 61 211 | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 16 500 | 16 500 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 672 459 | 1 258 662 | 413 797 | |
| TOTAL | 25 048 222 | 23 534 251 | 1 513 971 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 12 944 677 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 622 945 | | | |
| Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys. | | | | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

| Différentes catégories de titres | Valeurs nominales en euros | Nombre de titres | | | |
|----------------------------------|----------------------------------|------------------|-------|------------|-----------|
| | | Au début | Créés | Remboursés | En fin |
| Actions ordinaires | 1.0000 | 3 685 608 | | | 3 685 608 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Frais de recherche appliquée et de développement

(PCG Art. 831-2/2.1)

Les frais de recherche et développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Le montant des charges directes de recherche et développement sur cet exercice fiscal s'élève à 1 558 k€ contre 2 335 k€ (N-1 : période de 15 mois)

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

| | Valeurs | Taux d'amortissement |
|-----------------------------------|---------|-------------------------|
| Logiciels | 491 940 | 33.33 |
| Brevet ABSYS | 150 000 | 12.50 |
| Brevet THALES (60 980 + 100 000) | 160 980 | 8.33 |
| Licence CEA | 400 000 | 8.33 |

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|-------------------------------|----------|-------------|
| Agencement du terrain | Linéaire | 10 ans |
| Matériels en Salle | Linéaire | 7 et 15 ans |
| Equipements de test | Linéaire | 8 ans |
| Salle blanche | Linéaire | 10 ans |
| Aménagement des constructions | Linéaire | 10 ans |
| Matériel informatique | Linéaire | 3 ans |
| Mobilier de bureau | Linéaire | 10 ans |
| Mobilier | Linéaire | 10 ans |

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

La valeur actuelle est appréciée à partir de plusieurs critères incluant les perspectives de rentabilité future des filiales concernées et leur situation nette à la clôture de l'exercice concerné.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

(PCG Art. 420-7 et 420-8)

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|-----------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 378 801 |
| Autres créances | 1 443 954 |
| Valeurs mobilières de placement | |
| Disponibilités | |
| Total | 1 822 755 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Détail des produits à recevoir

| | Montant |
|--|------------------|
| Créances clients et comptes rattachés : factures à établir sur créances clients | 378 801 |
| Autres créances : | |
| CICE 2017 & 2018 à recevoir | 169 667 |
| Subventions à recevoir | 1 262 287 |
| Avoir à recevoir sur facture fournisseur | 12 000 |
| Total | 1 822 755 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|-----------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 6 623 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 150 080 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 295 170 |
| Dettes fiscales et sociales | 776 857 |
| Autres dettes | 16 500 |
| Total | 1 245 230 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Détail des charges à payer

| | Montant |
|--|------------------|
| Emprunts et dettes auprès d'établiss de crédits | |
| Intérêts courus sur emprunts | 6 623 |
| Intérêts courus sur Avances remboursables | 150 080 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés : | |
| Provision pour achats et services | 295 170 |
| Dettes fiscales et sociales | |
| Provision Congés à payer et autres rémunérations | 470 919 |
| Provision Charges / Congés à payer et autres rémunérations | 217 948 |
| Provision Taxes à payer | 87 990 |
| Autres dettes | |
| Avoir à établir sur créances clients | 16 500 |
| Total | 1 245 230 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | | Montant |
|-----------------------------|--|-----------|
| Charges d'exploitation | | 133 955 |
| Total | | 133 955 |
| Produits constatés d'avance | | Montant |
| Produits d'exploitation | | 1 672 459 |
| Total | | 1 672 459 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Détail des charges constatées d'avance

| | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|-----------------------------------|----------------|-----------|--------------|
| Matières | 5 100 | | |
| Loyers | 24 726 | | |
| Contrat maintenance Salle Blanche | 22 822 | | |
| Contrat maintenance informatique | 19 718 | | |
| Contrat assurances. | 22 954 | | |
| Honoraires | 7 531 | | |
| Publicités | 8 113 | | |
| Cotisations | 22 991 | | |
| Total | 133 955 | | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Détail des produits constatés d'avance

(Code du Commerce Art. R 123-189)

| | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|------------------------|------------------|-----------|--------------|
| Projets clients | 929 411 | | |
| Projets de coopération | 743 048 | | |
| Total | 1 672 459 | | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Écart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

(PCG Art. 946-66 et 947-76)

| Nature des écarts | Montant actif | Différences compensées par une couverture de change | Provision pour perte de change | Montant passif |
|-----------------------------|------------------|--|--------------------------------------|-------------------|
| Immobilisations financières | | | | 628 435 |
| Créances | 4 | | 4 | 106 412 |
| Dettes financières | 791 352 | | 791 352 | |
| Dettes d'exploitation | 48 | | 48 | |
| Total | 791 404 | | 791 404 | 734 847 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

| Postes du bilan | Montant concernant les entreprises | | Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce |
|--|------------------------------------|---|---|
| | liées | avec lesquelles la société a un lien de participation | |
| Créances rattachées à des participations | 11 170 747 | | |
| Autres créances | 5 218 | | |

Les titres de participation correspondant aux titres de Tronics MEMS pour 5096 k€ ont été entièrement dépréciés
(dotation sur les exercices antérieurs : 2 891 k€ et dotation sur cet exercice : 2 205 k€).

Sur cet exercice comptable, Tronic's Microsystems a consenti un total de 9 000 k\$ de prêts en compte courant à sa filiale Tronics MEMS. La valeur totale brute des prêts consentis à Tronics MEMS s'élève alors au 31.03.2019 à 21 404 k\$ soit 19 565 k€.

Une dépréciation des prêts a été effectuée par voie de provision pour un montant de 8 394 k€.

Variation des capitaux propres

| | |
|---|------------|
| Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations | 8 008 511 |
| Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N | 8 008 511 |
| Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N | |
| Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs | 8 008 511 |
| Variation en cours d'exercice | |
| Variation des primes, reserves, report a nouveau | 5 378 454- |
| Autres variations | 1 849 538 |
| Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO | 4 479 595 |
| VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE | 3 528 916- |
| dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice | 0 |
| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE | 3 528 916- |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

| Répartition par secteur d'activité | Montant |
|------------------------------------|-----------|
| Production vendue de biens : | 3 379 091 |
| Production de services : | 2 782 610 |
| Total | 6 161 701 |

| Répartition par secteur géographique | Montant |
|--------------------------------------|-----------|
| France | 4 072 261 |
| Union Européenne | 456 366 |
| Export | 1 633 074 |
| Total | 6 161 701 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

Aucun membre du conseil de surveillance n'a touché de rémunération au titre de leur mandat.

La rémunération des dirigeants s'élève à un montant de 257 k€ pour l'exercice comptable.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

| | Personnel salarié |
|----------|----------------------|
| Cadres | 46 |
| Employés | 12 |
| Ouvriers | 23 |
| Total | 81 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

| | Charges financières | Produits financiers |
|------------------------|---------------------|---------------------|
| Total | 1 382 708 | 1 105 170 |
| Dont entreprises liées | 461 535 | 431 133 |

Charges et produits d'exploitations concernant les entreprises liées :

- Charges d'exploitations : 10 406 399 €
dont entreprises liées : 31 408 €

- Produits d'exploitations : 6 730 740 €
dont entreprises liées : 71 759 €

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 68 175 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 67 k €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 1 k €

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

| | | |
|--|-----------|-----------|
| Autres engagements donnés : | | 3 274 418 |
| Crédit Bail (cf tableau page suivante) | 278 946 | |
| Intérêts restants dus sur emprunts | 437 233 | |
| Clause de retour à meilleure fortune suite à l'abandon de créance sur une avance remboursable CAPAM/OSEO jusqu'au 03/12/2022 | 568 239 | |
| Bail commercial | 445 000 | |
| Nantissement sur Emprunt BRA | 1 500 000 | |
| CPro location photocopieur | 45 000 | |
| Total (1) | | 3 274 418 |

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

| Nature | Terrains | Constructions | Instal.Matériel et Outillage | Autres | Total |
|-------------------------------|----------|---------------|---------------------------------|--------|-----------|
| Valeur d'origine | | | 2 399 094 | 17 187 | 2 416 281 |
| Amortissements | | | | | |
| - cumuls exercices antérieurs | | | 651 981 | 15 759 | 667 739 |
| - dotations de l'exercice | | | 218 414 | 1 428 | 219 842 |
| Total | | | 870 394 | 17 187 | 887 581 |
| Redevances payées | | | | | |
| - cumuls exercices antérieurs | | | 1 837 298 | 16 079 | 1 853 377 |
| - exercice | | | 449 224 | 1 462 | 450 686 |
| Total | | | 2 286 522 | 17 541 | 2 304 063 |
| Redevances restant à payer | | | | | |
| - à un an au plus | | | 207 163 | | 207 163 |
| - entre 1 et 5 ans | | | 53 678 | | 53 678 |
| Total | | | 260 841 | | 260 841 |
| Valeur résiduelle | | | | | |
| - à un an au plus | | | 8 228 | 5 695 | 13 923 |
| - entre 1 et 5 ans | | | 4 182 | | 4 182 |
| Total | | | 12 410 | 5 695 | 18 105 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge de 20 k€ a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

| Tranches d'âges | Engagement à | Montant |
|------------------|----------------|---------|
| 65 ans | moins d'un an | 4 860 |
| 60 à 64 ans | 1 à 5 ans | 13 006 |
| 55 à 59 ans | 6 à 10 ans | 17 681 |
| 45 à 54 ans | 11 à 20 ans | 80 836 |
| 35 à 44 ans | 21 à 30 ans | 11 972 |
| moins de 35 ans | plus de 30 ans | 2 059 |
| Engagement total | | 130 414 |

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- revalorisation annuelle des salaires de 2.0 %
- turn over entre 0 et 17 %
- taux d'actualisation de 1.83 %
- taux de charges sociales de 45 à 47 %
- table de survie INSEE F2011-2013

L'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la norme IFRS / IAS19 et à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

Chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire des droits à prestations.

L'entreprise affecte ces droits à prestations en fonction des périodes de service en suivant la formule des prestations du régime.

| | Dirigeants | Autres | Provisions |
|---|------------|--------|------------|
| Complément de retraite pour personnel en activité | | | 130 414 |
| Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour | | | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

| Nature des différences temporaires | Montant |
|---|---------|
| Allègements | |
| Autres : | |
| - effort construction | 5 326 |
| - ECP | 244 949 |
| - Intérêts courus sur avances remboursables | 25 810 |
| Total des allègements | 276 085 |

Crédits d'impôts :

Sur cet exercice comptable, il a été constaté le(s) crédit(s) d'impôt(s) suivant(s) :

- Crédit d'impôt recherche : 502 k€
- CICE : 62 k€
- Crédit d'impôt apprentissage : 2 k€

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 831-3 et 832-13)

| Société | Capital | Capitaux propres autres que le capital | Quote-part du capital détenu en % | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis et non remboursés | Cautions et avals donnés par la société | Chiffre d'affaires du dernier exercice | Résultat net du dernier exercice | Dividendes encaissés par la société |
|--|---------|--|---|--|-------|--|---|--|--|---|
| | | | | brute | nette | | | | | |
| A. Renseignements détaillés - Filiales détenues à + de 50% - TRONICS MEMS INC - Participations détenues entre 10 et 50 % | 11 834 | 14 093 323 | 93.72 | 5 096 831 | | 19 565 252 | 518 439 | 6 388 947 | | |
| B. Renseignements globaux - Filiales non reprises en A - françaises - étrangères - Participations non reprises en A - françaises - étrangères | | | | | | | | | | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Opérations faites en commun

(PCG Art. 831-2/13)

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

| Nature | Montant | imputé au compte |
|---|---------------|------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| - Produit de cession d'éléments actifs | 6 000 | 77520000 |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| Total | 6 000 | |
| Charges exceptionnelles | | |
| - Valeur nette comptable éléments cédés | 66 582 | 67560000 |
| - charges diverses | 1 260 | 67880000 |
| - provision pour IFC | 19 517 | 68750000 |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| - | | |
| Total | 84 839 | |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

| Nature | Montant |
|---|---------------|
| Refacturation formation professionnelle | 5 087 |
| Refacturation de frais | 55 320 |
| Avantages en natures | 2 300 |
| Total | 62 707 |

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières

(PCG Art. 831-2/20)

N/A

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Charges et produits sur exercices antérieurs

(PCG Art. 831-2/13)

ANNEXE

Exercice du 01/04/2018 au 31/03/2019

Participation des salariés

Aucune provision pour participation aux résultats n' a été comptabilisée au 31.03.2019.

Le 13/06/2019
Julien BON Président du Directoire

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

| | 31/12/2014 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/03/2018 | 31/03/2019 |
|--|------------|------------|------------|------------|-------------|
| CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 2 561 317 | 3 496 005 | 3 499 004 | 3 685 608 | 3 685 608 |
| Nbre des actions ordinaires existantes | 2 561 317 | 3 496 005 | 3 499 004 | 3 685 608 | 3 685 608 |
| Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes | | | | | |
| Nbre maximal d'actions futures à créer | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | |
| - par exercice de droit de souscription | 244 500 | 189 603 | 186 604 | | |
| OPERATIONS ET RESULTATS | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 9 274 245 | 4 983 161 | 4 212 427 | 6 445 937 | 6 161 701 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 41 167- | 3 477 474- | 5 121 832- | 4 945 970- | 3 441 867- |
| Impôts sur les bénéfices | 798 230- | 1 112 322- | 825 623- | 666 207- | 503 119- |
| Participation des salariés au titre de l'exercice | 111 600 | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 781 549 | 2 868 817- | 4 867 620- | 5 378 454- | 14 128 917- |
| Résultat distribué | | | | | |
| RESULTAT PAR ACTION | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions | 0.25 | 0.68- | 1.23- | 1.16- | 0.80- |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 0.31 | 0.82- | 1.39- | 1.46- | 3.83- |
| Dividende distribué à chaque action | | | | | |
| PERSONNEL | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 70 | 71 | 72 | 75 | 81 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 3 654 187 | 3 479 714 | 3 703 127 | 4 705 437 | 3 629 517 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice | 1 703 865 | 1 504 021 | 1 597 470 | 1 973 018 | 1 521 186 |

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Tableau comparatif du compte de résultat entre deux exercices de même durée (12 mois)

| COMPTE DE RESULTAT TRONICS MICROSYSTEMS SA (K€) | 31 Mars 2019 (12 mois) | 31 Mars 2018 (12 mois) |
|---|---------------------------|---------------------------|
| Chiffre d'affaires | 6 162 | 5 232 |
| Autres produits de l'activité | 569 | 1 252 |
| Produits des activités courantes | 6 731 | 6 484 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | -2 555 | -2 307 |
| Autres achats et charges externes | -1 983 | -2 360 |
| Charges de personnel | -5 089 | -5 191 |
| Impôts et taxes | -197 | -187 |
| Dotations aux amortissements | -468 | -456 |
| Dotations aux provisions | -85 | -95 |
| Autres charges | -29 | -14 |
| Résultat d'exploitation | -3 676 | -4 127 |
| Produits financiers | 1 105 | 104 |
| Charges financières | -11 983 | -819 |
| Résultat financier | -10 878 | -715 |
| Produits exceptionnels | 6 | 42 |
| Charges exceptionnelles | -85 | -125 |
| Résultat exeptionnel | -79 | -83 |
| Résultat avant impots | -14 632 | -4 925 |
| Impôts sur les bénéfices | 503 | 507 |
| Résultat Net | -14 129 | -4 418 |



DETAIL DU BILAN
ET
DU COMPTE DE RESULTAT

DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|-------------------|----|-------------------|----|---------------|-------------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES | 221 045 | | 244 980 | | 23 936 | 9.77 |
| 20500000 LOGICIELS | 491 940 | | 461 287 | | 30 653 | 6.65 |
| 20510000 BREVETS & LICENCES | 710 980 | | 710 980 | | | |
| 28050000 AMORT. LOGICIELS | 447 850 | | 431 886 | | 15 964 | 3.70 |
| 28051000 AMORT. BREVETS & LICENCES | 534 025 | | 495 400 | | 38 625 | 7.80 |
| TERRAINS | | | | | | |
| 21200000 AGENCEMENT DU TERRAIN | 36 300 | | 36 300 | | | |
| 28120000 AMORT. AGENCEMENT TERRAIN | 36 300 | | 36 300 | | | |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS | 1 143 234 | | 967 211 | | 176 024 | 18.20 |
| 21500000 SALLE BLANCHE ÉQUIPEMENTS | 4 093 114 | | 3 662 527 | | 430 586 | 11.76 |
| 21510000 MASQUES | 19 175 | | 74 175 | | 55 000 | 74.15 |
| 21520000 SALLE BLANCHE FACILITIES | 2 312 192 | | 2 316 520 | | 4 328 | 0.19 |
| 28150000 AMORT. MATÉRIEL ET OUTILLAGE | 3 067 761 | | 2 850 839 | | 216 923 | 7.61 |
| 28151000 AMORT. MASQUES | 16 173 | | 68 433 | | 52 260 | 76.37 |
| 28152000 AMORT. SALLE BLANCHE | 2 197 312 | | 2 166 740 | | 30 572 | 1.41 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 439 432 | | 434 335 | | 5 097 | 1.17 |
| 21810000 AGENCEMENT CONSTRUCTION | 1 135 559 | | 1 104 422 | | 31 137 | 2.82 |
| 21830000 MATÉRIEL INFORMATIQUE | 408 332 | | 329 414 | | 78 918 | 23.96 |
| 21835000 MATÉRIEL DE BUREAU | 31 318 | | 31 318 | | | |
| 21840000 MOBILIER | 201 253 | | 179 866 | | 21 388 | 11.89 |
| 28181000 AMORT. AGENCEMENT CONSTRUCTION | 853 020 | | 778 956 | | 74 065 | 9.51 |
| 28183000 AMORT. MATÉRIEL INFORMATIQUE | 318 861 | | 277 280 | | 41 582 | 15.00 |
| 28183500 AMORT. MATÉRIEL DE BUREAU | 30 949 | | 30 788 | | 161 | 0.52 |
| 28184000 AMORT. MOBILIER | 134 199 | | 123 661 | | 10 538 | 8.52 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 173 984 | | 319 915 | | 145 932 | 45.62 |
| 23150000 IMMOBILISATIONS CORP EN COURS | 50 448 | | 319 915 | | 269 467 | 84.23 |
| 23151000 IMMO CORP EN COURS PROBER | 17 960 | | | | 17 960 | |
| 23152000 IMMO CORP EN COURS NEW FOUR | 80 480 | | | | 80 480 | |
| 23153000 IMMOS CORP EN COURS BAC ECD | 11 077 | | | | 11 077 | |
| 23154000 IMMO CORP EN COURS MODPHY-1 | 14 019 | | | | 14 019 | |
| AVANCES ET ACOMPTE SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 67 020 | | | | 67 020 | |
| 23800000 AV ET ACPT SUR IMMOB CORP | 67 020 | | | | 67 020 | |
| AUTRES PARTICIPATIONS | | | 2 205 494 | | 2 205 494 | 100.00 |
| 26110000 TRONICS MEMS | 5 096 831 | | 5 096 831 | | | |
| 26120000 CHINATRONICS LTD | | | 66 582 | | 66 582 | 100.00 |
| 29610000 DÉPRÉCIATION TITRES DE PARTICI | 5 096 831 | | 2 957 919 | | 2 138 912 | 72.31 |
| CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 11 170 747 | | 8 956 051 | | 2 214 695 | 24.73 |
| 26710000 CREANCES RATTACHEES A DES PART | 19 565 252 | | 8 956 051 | | 10 609 201 | 118.46 |
| 29671000 PROV DEPREC. CREANCES RATTACHE | 8 394 506 | | | | 8 394 506 | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 151 716 | | 150 716 | | 1 000 | 0.66 |
| 27500000 DÉPÔTS & CAUTIONNEMENTS | 151 716 | | 150 716 | | 1 000 | 0.66 |
| Total II | 13 367 178 | | 13 278 704 | | 88 475 | 0.67 |

DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---|-------------------|---------------------|----------------------|----------|
| | 31/03/2019 12 | 31/03/2018 15 | Euros | % |
| MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS | 1 948 959 | 1 730 039 | 218 919 | 12.65 |
| 31100000 STOCK WAFERS | 240 995 | 222 327 | 18 668 | 8.40 |
| 31110000 STOCKS PRODUITS CHIMIQUES | 34 561 | 61 355 | 26 794 | 43.67 |
| 31111000 STOCKS PRODUITS CHIMIE ECTRA | 11 507 | | 11 507 | |
| 31120000 STOCK FOURNITURES SALLE BLANCH | 119 258 | 97 906 | 21 352 | 21.81 |
| 31200000 STOCK PACKAGING | 175 682 | 179 294 | 3 612 | 2.01 |
| 31214000 STOCKS DES ASICS | 1 072 751 | 863 420 | 209 331 | 24.24 |
| 31300000 STOCK MÉTAUX PRÉCIEUX | 441 292 | 435 368 | 5 925 | 1.36 |
| 39100000 PROV. DÉPRÉC. STOCKS MAT PREM | 147 088 | 129 631 | 17 457 | 13.47 |
| EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS | 252 959 | 158 122 | 94 837 | 59.98 |
| 33110000 PRODUITS EN-COURS | 258 674 | 288 362 | 29 688 | 10.30 |
| 39310000 PROV EN COURS DE PRODUCTION | 5 715 | 130 240 | 124 525 | 95.61 |
| PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS | 110 763 | 21 335 | 89 428 | 419.16 |
| 35500000 STOCK DE PRODUITS FINIS | 110 763 | 21 335 | 89 428 | 419.16 |
| CLIENTS ET COMPTES RATTACHES | 1 542 366 | 1 609 476 | 67 110 | 4.17 |
| 41100000 CLIENTS | 1 163 565 | 1 252 377 | 88 812 | 7.09 |
| 41600000 CLIENTS DOUTEUX | 62 341 | | 62 341 | |
| 41810000 CLIENTS, FACTURES À ÉTABLIR | 378 801 | 357 099 | 21 702 | 6.08 |
| 49100000 PROVISION CRÉANCES DOUTEUSES | 62 341 | | 62 341 | |
| AUTRES CREANCES | 2 815 466 | 3 725 997 | 910 531 | 24.44 |
| 40100000 FOURNISSEURS | 1 341 | 10 236 | 8 895 | 86.90 |
| 40980000 AVOIRS À RECEVOIR | 12 000 | 84 560 | 72 560 | 85.81 |
| 44400000 ETAT-IMPOTS SUR LES BENEFICES | 1 072 | | 1 072 | |
| 44430300 CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE | 1 172 231 | 670 712 | 501 519 | 74.77 |
| 44562030 TVA SUR IMMO. | | 57 777 | 57 777 | 100.00 |
| 44566000 TVA DÉDUCTIBLE SUR PRESTATION | 30 997 | 32 504 | 1 507 | 4.64 |
| 44567000 CRÉDIT DE TVA À REPORTER | 107 092 | 75 603 | 31 489 | 41.65 |
| 44579000 TVA COLLECTÉE INTRACOM. | 0 | 0 | 0 | 33.33 |
| 44583000 REMBOURSEMENT DE TVA DEMANDE | 7 152 | 7 152 | | |
| 44586000 TVA / FACT. NON PARVENUES | 46 359 | 38 184 | 8 175 | 21.41 |
| 44870000 ETAT PRODUITS A RECEVOIR | 169 667 | 169 470 | 197 | 0.12 |
| 44872500 ETAT, PROJET SCP TIME | | 40 352 | 40 352 | 100.00 |
| 44872700 ETAT, PROJET MF MANUFACTURING | | 66 261 | 66 261 | 100.00 |
| 44872800 ETAT, PROJET STARS | 118 232 | 118 232 | | |
| 44872900 ETAT, PROJET TRACE | 231 610 | 231 610 | | |
| 44872910 PROJET NEXT4MEMS | 460 763 | 460 763 | | |
| 44872920 ETAT PROJET COCASSE | 283 700 | 283 700 | | |
| 44873100 PROJET HIPERION | 167 982 | 167 982 | | |
| 45110000 TRONICS MEMS, INC. | 5 218 | 1 210 899 | 1 205 681 | 99.57 |
| 46700000 DÉBITEURS, CRÉDITEURS DIVERS | 50 | | 50 | |
| DISPONIBILITES | 687 101 | 2 174 380 | 1 487 279 | 68.40 |
| 51210000 BNP | 352 542 | 384 418 | 31 877 | 8.29 |
| 51240000 CAISSE D'ÉPARGNE | 76 524 | 536 345 | 459 821 | 85.73 |
| 51241000 CAISSE D'EPARGNE USD | 5 086 | 12 411 | 7 326 | 59.02 |
| 51250000 BANQUE RHÔNE ALPES | 127 471 | 614 231 | 486 760 | 79.25 |
| 51260000 BNP USD | 11 637 | 26 575 | 14 939 | 56.21 |
| 51270000 CRÉDIT AGRICOLE | 33 239 | 29 887 | 3 352 | 11.22 |
| 51280000 LYONNAISE DE BANQUE | 78 794 | 569 688 | 490 894 | 86.17 |
| 51290000 LYONNAISE DE BANQUE USD | 1 808 | 823 | 985 | 119.64 |

DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|-------------------|----|-------------------|----|------------------|--------------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 133 955 | | 141 593 | | 7 638 | 5.39 |
| 48600000 CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 5 100 | | 20 105 | | 15 005 | 74.63 |
| 48661353 CHARGES CONSTATEES AV LOYERS | 24 726 | | 24 217 | | 509 | 2.10 |
| 48661550 CHARG CONSTATEES AV CONTRAT SB | 22 822 | | 29 491 | | 6 669 | 22.61 |
| 48661551 CHARG CONSTATEES AV MAINT INFO | 19 718 | | 19 618 | | 99 | 0.51 |
| 48661600 CHARG CONSTATEES AV ASSURANCES | 22 954 | | 22 423 | | 531 | 2.37 |
| 48661860 CHARG CONSTATEES AV DOCUMENTAT | | | 2 042 | | 2 042 | 100.00 |
| 48662220 CHARG CONSTATEES AV HONORAIRES | 7 531 | | 9 780 | | 2 250 | 23.00 |
| 48662300 CHARG CONSTATEES AV PUBLICITES | 8 113 | | | | 8 113 | |
| 48662810 CHARG CONSTATEES AV COTISATION | 22 992 | | 13 917 | | 9 074 | 65.20 |
| Total III | 7 491 568 | | 9 560 942 | | 2 069 374 | 21.64 |
| ECARTS DE CONVERSION ACTIF | 791 404 | | 577 090 | | 214 314 | 37.14 |
| 47600000 DIFFÉRENCE CONVERSION ACTIF | 791 404 | | 577 090 | | 214 314 | 37.14 |
| TOTAL GENERAL | 21 650 150 | | 23 416 735 | | 1 766 585 | 7.54 |

DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------------|----|------------------|----|-------------------|---------------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| CAPITAL | 3 685 608 | | 3 685 608 | | | |
| 10130000 CAPITAL SOUSCRIT LIBÉRÉ | 3 685 608 | | 3 685 608 | | | |
| PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT | 16 593 602 | | 16 593 602 | | | |
| 10410000 PRIME D'EMISSION | 16 593 482 | | 16 593 482 | | | |
| 10450000 BON DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS | 120 | | 120 | | | |
| RESERVE LEGALE | 42 888 | | 42 888 | | | |
| 10610000 RÉSERVE LÉGALE | 42 888 | | 42 888 | | | |
| AUTRES RESERVES | 58 832 | | 58 832 | | | |
| 10680000 AUTRES RÉSERVES | 58 832 | | 58 832 | | | |
| REPORT A NOUVEAU | 12 372 419 | | 6 993 965 | | 5 378 454 | 76.90 |
| 11000000 REPORT À NOUVEAU | 12 372 419 | | 6 993 965 | | 5 378 454 | 76.90 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte) | 14 128 917 | | 5 378 454 | | 8 750 462 | 162.69 |
| Total I | 6 120 406 | | 8 008 511 | | 14 128 916 | 176.42 |
| AVANCES CONDITIONNEES | 1 065 669 | | 1 212 000 | | 146 331 | 12.07 |
| 16740000 AVANCES CONDITIONNÉES | 1 065 669 | | 1 212 000 | | 146 331 | 12.07 |
| Total II | 1 065 669 | | 1 212 000 | | 146 331 | 12.07 |
| PROVISIONS POUR RISQUES | 791 404 | | 577 090 | | 214 314 | 37.14 |
| 15150000 PROVISION POUR PERTE DE CHANGE | 791 404 | | 577 090 | | 214 314 | 37.14 |
| PROVISIONS POUR CHARGES | 130 414 | | 110 897 | | 19 517 | 17.60 |
| 15310000 PROVISION DÉPART À LA RETRAITE | 130 414 | | 110 897 | | 19 517 | 17.60 |
| Total III | 921 818 | | 687 987 | | 233 831 | 33.99 |
| EMPRUNTS AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 21 358 023 | | 9 031 971 | | 12 326 052 | 136.47 |
| 16422000 EMPRUNT CONTRAT DEV PARTICIPAT | 280 000 | | 420 000 | | 140 000 | 33.33 |
| 16440000 EMPRUNT BRA | 411 056 | | 714 001 | | 302 945 | 42.43 |
| 16450000 EMPRUNT BPI INNOVATION | 1 020 000 | | 1 200 000 | | 180 000 | 15.00 |
| 16460000 EMPRUNT EPCOS | 1 902 915 | | 1 902 867 | | 47 | 0.00 |
| 16461000 EMPRUNT EPCOS USD | 17 737 429 | | 4 792 799 | | 12 944 630 | 270.08 |
| 16884000 INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS | 6 623 | | 2 303 | | 4 320 | 187.55 |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES | 150 080 | | 72 651 | | 77 429 | 106.58 |
| 16887000 INTERETS COURUS /AVANCES CONDI | 150 080 | | 72 651 | | 77 429 | 106.58 |
| AVANCES ET ACOMPTE RECUS SUR COMMANDES EN COURS | | | 94 210 | | 94 210 | 100.00 |
| 41910000 CLIENTS AV & ACOMPTE RECUS | | | 94 210 | | 94 210 | 100.00 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 683 542 | | 722 926 | | 39 384 | 5.45 |
| 40100000 FOURNISSEURS | 388 372 | | 480 299 | | 91 927 | 19.14 |
| 40810000 PROVISION POPS | 35 015 | | 11 437 | | 23 578 | 206.16 |
| 40812000 AUTRES PROVISIONS POUR FNP | 260 155 | | 231 190 | | 28 965 | 12.53 |

DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|---------|--------------|---------|---------------|--------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 1 106 407 | | 1 185 532 | | 79 125 | 6.67 |
| 42500000 PERSONNEL ACOMPTE | | 300 | | | 300 | |
| 42820000 DETTES PROV. CONGES A PAYER | | 303 313 | | 300 059 | 3 254 | 1.08 |
| 42860000 PERSONNEL - AUTRES CH. À PAYER | | 167 606 | | 183 128 | 15 522 | 8.48 |
| 43100000 URSSAF | | 107 673 | | 109 384 | 1 711 | 1.56 |
| 43700000 AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | | 3 849 | | 3 750 | 99 | 2.64 |
| 43710000 HUMANIS RETRAITE | | 95 695 | | 31 992 | 63 702 | 199.12 |
| 43720000 GRAS SAVOYE & HUMANIS PRÉVOYAN | | 49 105 | | 46 429 | 2 676 | 5.76 |
| 43730000 PÔLE EMPLOI | | 10 307 | | 11 943 | 1 636 | 13.70 |
| 43820000 CH. SOCIALES / CONGÉS A PAYER | | 140 283 | | 137 190 | 3 092 | 2.25 |
| 43861000 ORGA. SOCIAUX CH. À PAYER | | 77 665 | | 84 449 | 6 784 | 8.03 |
| 44210000 ETAT - PLVT A LA SOURCE (IR) | | 16 444 | | | 16 444 | |
| 44562030 TVA SUR IMMO. | | 0 | | | 0 | |
| 44566030 TVA DÉDUCTIBLE LIVRAISONS | | 0 | | 0 | 0 | 22.86 |
| 44569000 TVA DÉDUCTIBLE INTRACOM. | | 0 | | 0 | 0 | 33.33 |
| 44571081 TVA COLLECTEE PRESTATION 20% | | 46 176 | | 82 585 | 36 409 | 44.09 |
| 44571091 TVA COLLECTEE LIVRAISON 20% | | 0 | | | 0 | |
| 44860000 ETAT, CHARGES À PAYER | | 32 439 | | 48 615 | 16 177 | 33.27 |
| 44862000 ETAT, TAXE FONCIÈRE | | 11 001 | | 33 419 | 22 418 | 67.08 |
| 44863000 ETAT, CONTRIB. ECO.TERRITORIAL | | 44 550 | | 112 587 | 68 037 | 60.43 |
| DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES | 61 211 | | 300 288 | | 239 077 | 79.62 |
| 40400000 FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS | 61 211 | | 300 288 | | 239 077 | 79.62 |
| AUTRES DETTES | 16 500 | | 9 367 | | 7 133 | 76.14 |
| 41100000 CLIENTS | | | | 9 367 | 9 367 | 100.00 |
| 41980000 AVOIR À ÉTABLIR | | 16 500 | | | 16 500 | |
| 46700000 DÉBITEURS, CRÉDITEURS DIVERS | | | | 0 | 0 | 100.00 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 1 672 459 | | 1 939 187 | | 266 728 | 13.75 |
| 48700000 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | | 929 411 | | 880 986 | 48 425 | 5.50 |
| 48772800 PCA PROJET STARS | | 9 405 | | 9 405 | | |
| 48772900 PCA PROJET TRACE | | 4 792 | | 140 681 | 135 889 | 96.59 |
| 48773000 PCA PROJET NEXT4MEMS | | 334 995 | | 504 852 | 169 857 | 33.64 |
| 48773100 PCA PROJET HIPERION | | 115 053 | | 118 472 | 3 419 | 2.89 |
| 48773200 PCA PROJET COCASSE | | 278 803 | | 284 791 | 5 989 | 2.10 |
| Total IV | 25 048 222 | | 13 356 133 | | 11 692 089 | 87.54 |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF | 734 847 | | 152 105 | | 582 742 | 383.12 |
| 47700000 DIFFÉRENCE CONVERSION PASSIF | 734 847 | | 152 105 | | 582 742 | 383.12 |
| TOTAL GENERAL | 21 650 150 | | 23 416 735 | | 1 766 585 | 7.54 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| PRODUCTION VENDUE DE BIENS | 3 379 091 | | 2 818 218 | | 560 873 | 19.90 |
| 70100000 VENTES PRODUITS FINIS | 2 404 649 | | 1 967 728 | | 436 921 | 22.20 |
| 70112000 VENTES PRODUITS FINIS EXPORT | 379 306 | | 364 077 | | 15 229 | 4.18 |
| 70113000 PRODUITS FINIS FRANCHISE TVA | 168 327 | | 109 788 | | 58 539 | 53.32 |
| 70122000 VENTES PRODUITS FINIS UE | 426 809 | | 376 624 | | 50 185 | 13.32 |
| PRODUCTION VENDUE DE SERVICES | 2 782 610 | | 3 627 720 | | 845 109 | 23.30 |
| 70600000 PRESTATIONS DE SERVICES | 1 482 390 | | 1 877 393 | | 395 003 | 21.04 |
| 70612000 PRESTATIONS SERVICES EXPORT | 1 188 009 | | 1 488 922 | | 300 913 | 20.21 |
| 70613000 PRESTATION SERVICE FRANCHISE | 16 895 | | | | 16 895 | |
| 70622000 PRESTATIONS DE SERVICES UE | 29 557 | | 15 457 | | 14 100 | 91.22 |
| 70640000 FACTURATIONS INTRA GROUPE ENG | 5 167 | | 51 771 | | 46 605 | 90.02 |
| 70652000 FACTURATIONS INTRA GROUPE EXPO | 60 592 | | 194 026 | | 133 434 | 68.77 |
| 70800000 PRODUIT ANNEXE | | | 150 | | 150 | 100.00 |
| Chiffre d'affaires NET | 6 161 701 | | 6 445 937 | | 284 236 | 4.41 |
| PRODUCTION STOCKEE | 59 740 | | 23 920 | | 83 660 | 349.74 |
| 71331000 VARIATION EN-COURS PRODUITS | 29 688 | | 7 844 | | 21 845 | 278.50 |
| 71350000 VARIATION DES STOCKS PRODUITS | 89 428 | | 16 077 | | 105 505 | 656.26 |
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 314 320 | | 1 367 072 | | 1 052 752 | 77.01 |
| 74010000 SUBVENTION ANRT RVI | | | 16 083 | | 16 083 | 100.00 |
| 74250000 PROJET SCP TIME | | | 3 592 | | 3 592 | 100.00 |
| 74270000 PROJET MF MANUFACTURING | 834 | | 34 859 | | 35 693 | 102.39 |
| 74280000 PROJET STARS | | | 352 876 | | 352 876 | 100.00 |
| 74290000 PROJET TRACE | 135 889 | | 302 964 | | 167 075 | 55.15 |
| 74291000 PROJET NEXT4MEMS | 169 857 | | 593 379 | | 423 522 | 71.37 |
| 74292000 PROJET HIPERION | 3 419 | | 49 510 | | 46 091 | 93.09 |
| 74292100 PROJET COCASSE | 5 989 | | 13 809 | | 7 820 | 56.63 |
| REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF.DE CHARGES | 192 364 | | 278 129 | | 85 766 | 30.84 |
| 78152000 REPRISE SUR PROV EXPLOITATION | | | 174 525 | | 174 525 | 100.00 |
| 78173000 REPRISE/PROV. STOCK & ENCOURS | 129 657 | | | | 129 657 | |
| 79100000 TRANSFERT DE CHARGES | | | 483 | | 483 | 100.00 |
| 79110000 REFACTURATION FORMATION | 5 087 | | 15 117 | | 10 030 | 66.35 |
| 79120000 REFACTURATION FRAIS | 55 320 | | 8 799 | | 46 521 | 528.73 |
| 79130000 RÉCUPÉRATION MÉTAUX PRÉCIEUX | | | 63 758 | | 63 758 | 100.00 |
| 79170000 AVANTAGE EN NATURE | 2 300 | | 15 448 | | 13 148 | 85.11 |
| AUTRES PRODUITS | 2 616 | | 3 266 | | 651 | 19.92 |
| 75800000 PRDTS GESTION COURANTE | 2 616 | | 3 266 | | 651 | 19.92 |
| Total des Produits d'exploitation | 6 730 740 | | 8 070 484 | | 1 339 744 | 16.60 |
| ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS | 1 967 108 | | 2 596 601 | | 629 493 | 24.24 |
| 60100000 WAFERS STOCKÉS | 308 454 | | 323 787 | | 15 333 | 4.74 |
| 60110000 WAFERS NON STOCKÉS | 13 793 | | 119 409 | | 105 616 | 88.45 |
| 60210000 MASQUES PRODUCTION | 1 668 | | | | 1 668 | |
| 60210100 MASQUES PROJET | 54 396 | | 112 566 | | 58 170 | 51.68 |
| 60211000 PACKAGING STOCKÉS | 96 483 | | 122 386 | | 25 903 | 21.17 |
| 60211100 PACKAGING NON STOCKÉS | 8 549 | | 59 406 | | 50 858 | 85.61 |
| 60212000 PRODUITS CHIMIQUES | 356 911 | | 418 216 | | 61 305 | 14.66 |
| 60212500 CONSOMMABLES ÉQUIPEMENTS | 57 083 | | 85 265 | | 28 182 | 33.05 |
| 60212600 MÉTAUX PRÉCIEUX | 112 236 | | 280 850 | | 168 614 | 60.04 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|--------------|------------|--------------|------------|----------------|--------------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| 60214000 ACHAT ASICS | 345 | 152 | 550 | 549 | 205 397 | 37.31 |
| 60222000 MAINTENANCE ÉQUIPEMENTS | 513 | 973 | 429 | 125 | 84 848 | 19.77 |
| 60223000 FOURNITURES SALLE BLANCHE | 98 | 411 | 95 | 042 | 3 369 | 3.54 |
| VARIATION DE STOCK (MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEM.) | 236 | 377 | 557 | 683 | 321 307 | 57.61 |
| 60310000 VARIATION STOCK WAFERS | 18 | 668 | 4 | 640 | 23 308 | 502.31 |
| 60311100 VARIATION STOCK PDTS CHIMIQUES | 15 | 287 | 11 | 038 | 4 249 | 38.49 |
| 60311200 VAR STOCK FOURNIT & CONSOMM SB | 21 | 352 | 67 | 199 | 45 847 | 68.23 |
| 60312000 VARIATION STOCK PACKAGING | 3 | 612 | 32 | 014 | 28 401 | 88.72 |
| 60312600 VARIATION STOCK MÉTAUX PRÉCIEU | 5 | 925 | 86 | 542 | 80 617 | 93.15 |
| 60321400 VARIATION STOCKS ASICS | 209 | 331 | 451 | 633 | 242 302 | 53.65 |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 2 807 | 255 | 3 801 | 716 | 994 461 | 26.16 |
| 60400000 SOUS-TRAITANCE PRODUCTION | 118 | 903 | 12 | 545 | 106 358 | 847.84 |
| 60420000 SOUS-TRAITANCE PACKAGING | 51 | 529 | 129 | 199 | 77 669 | 60.12 |
| 60430000 SOUS-TRAITANCE ELECTRONIQUE | 13 | 739 | 63 | 476 | 49 737 | 78.36 |
| 60440000 SOUS-TRAITANCE R&D | 231 | 632 | 173 | 098 | 58 534 | 33.82 |
| 60441000 SOUS TRAITANCE GESTION IP ETC | 38 | 000 | 41 | 000 | 3 000 | 7.32 |
| 60500000 ACHATS DE MATERIEL, EQUIPEMENT | 52 | 360 | | | 52 360 | |
| 60610000 EAU DE VILLE | 29 | 524 | 19 | 764 | 9 761 | 49.39 |
| 60611000 GAZ | 17 | 952 | 27 | 313 | 9 361 | 34.27 |
| 60612000 ELECTRICITÉ | 218 | 192 | 247 | 646 | 29 453 | 11.89 |
| 60630000 FOURNITURES & PETITS ÉQUIPEMENTS | 44 | 252 | 101 | 156 | 56 904 | 56.25 |
| 60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 8 | 110 | 15 | 655 | 7 545 | 48.20 |
| 61120000 SOUS-TRAITANCE ADMINISTRATIVE | 2 | 426 | 4 | 256 | 1 830 | 43.00 |
| 61228000 CREDIT-BAIL MOBILIER 2012 | | | 260 | 099 | 260 099 | 100.00 |
| 61229000 CREDIT-BAIL MOBILIER 2013 | 107 | 074 | 225 | 544 | 118 470 | 52.53 |
| 61230000 CREDIT BAIL MOBILIER 2014 | 176 | 587 | 247 | 005 | 70 418 | 28.51 |
| 61231000 CREDIT BAIL MOBILIER 2015 | 62 | 379 | 83 | 456 | 21 076 | 25.25 |
| 61232000 CREDIT BAIL MOBILIER 2016 | 76 | 753 | 95 | 942 | 19 188 | 20.00 |
| 61232100 CREDIT BAIL MOBILIER 2017 | 34 | 810 | 43 | 513 | 8 703 | 20.00 |
| 61320000 LOCATIONS IMMOBILIÈRES | 339 | 929 | 415 | 606 | 75 677 | 18.21 |
| 61351000 LOCATION MACH. À AFFRANCHIR | 170 | | 237 | | 67 | 28.34 |
| 61352000 LOCATION VÉHICULES | 16 | 626 | 17 | 770 | 1 143 | 6.43 |
| 61353000 LOCATION PHOTOCOPIEUR | 17 | 252 | 18 | 586 | 1 334 | 7.18 |
| 61354000 LOCATION BALANCE SECAP | | | 665 | | 665 | 100.00 |
| 61356000 LOCATIONS DIVERSES | 2 | 099 | 935 | | 1 164 | 124.44 |
| 61550000 CONTRAT DE MAINTENANCE SB | 192 | 423 | 231 | 430 | 39 007 | 16.85 |
| 61551000 MAINTENANCE INFORMATIQUE | 38 | 278 | 54 | 293 | 16 015 | 29.50 |
| 61552000 MAINTENANCE TÉLÉPHONIQUE | 1 | 404 | 1 | 768 | 364 | 20.59 |
| 61553000 MAINTENANCE BÂTIMENT | 40 | 606 | 41 | 534 | 928 | 2.23 |
| 61555000 NETTOYAGE BUREAUX | 43 | 030 | 52 | 255 | 9 224 | 17.65 |
| 61556000 NETTOYAGE SB | 28 | 024 | 28 | 916 | 892 | 3.09 |
| 61557000 ENTRETIEN ESPACES VERTS | 3 | 641 | 5 | 535 | 1 893 | 34.21 |
| 61558000 GARDIENNAGE - SÉCURITÉ | 46 | 331 | 64 | 317 | 17 987 | 27.97 |
| 61560000 TRAITEMENT DE DÉCHETS | 13 | 145 | 10 | 803 | 2 342 | 21.68 |
| 61600000 ASSURANCES RISQUE INDUSTRIEL | 7 | 961 | 45 | 447 | 37 486 | 82.48 |
| 61610000 ASSURANCE ACCIDENT MISSIONS | 2 | 463 | 2 | 275 | 188 | 8.25 |
| 61611000 ASSURANCE FLOTTE AUTO | | 749 | | 903 | 154 | 17.06 |
| 61612000 ASSURANCE RESP CIV PROFESSIONN | 29 | 638 | 34 | 168 | 4 530 | 13.26 |
| 61613000 ASSURANCE RESP CIV MANDAT SOC | | | 6 | 411 | 6 411 | 100.00 |
| 61615000 CYBER ASSURANCE | | 335 | | | 335 | |
| 61616000 ASSURANCE BRIS MACHINE | | | | 307 | 307 | 100.00 |
| 61617000 ASSURANCE MARCHANDISES TRANSP | 2 | 448 | 3 | 863 | 1 415 | 36.63 |
| 61621000 ASSURANCE COPIEUR | | 307 | | 786 | 479 | 60.92 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------|------------------|--------------|------------------|------------------|--------------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| 61700000 | | | | 15 990 | 15 990 | 100.00 |
| 61830000 | | 3 161 | | 3 047 | 113 | 3.72 |
| 61850000 | | | | 700 | 700 | 100.00 |
| 61860000 | | 38 002 | | 19 766 | 18 236 | 92.26 |
| 62140000 | | | | 54 936 | 54 936 | 100.00 |
| 62220000 | | 69 859 | | 122 914 | 53 055 | 43.16 |
| 62221000 | | 151 364 | | 175 804 | 24 440 | 13.90 |
| 62262000 | | 8 200 | | 23 138 | 14 938 | 64.56 |
| 62263000 | | 68 175 | | 51 067 | 17 108 | 33.50 |
| 62270000 | | 3 696 | | 5 134 | 1 438 | 28.01 |
| 62310000 | | 1 250 | | 8 750 | 10 000 | 114.29 |
| 62330000 | | 17 507 | | 35 970 | 18 463 | 51.33 |
| 62360000 | | 5 304 | | 12 124 | 6 820 | 56.25 |
| 62370000 | | 16 253 | | 13 685 | 2 568 | 18.76 |
| 62410000 | | 35 351 | | 38 045 | 2 694 | 7.08 |
| 62420000 | | 8 661 | | 8 322 | 339 | 4.07 |
| 62510090 | | 368 | | 195 | 173 | 88.65 |
| 62530000 | | 67 064 | | 96 444 | 29 380 | 30.46 |
| 62531000 | | 9 002 | | 22 578 | 13 576 | 60.13 |
| 62532000 | | 2 949 | | 3 031 | 81 | 2.69 |
| 62533000 | | 20 065 | | 17 699 | 2 366 | 13.37 |
| 62534000 | | 28 631 | | 34 439 | 5 808 | 16.87 |
| 62535000 | | 11 039 | | 15 669 | 4 630 | 29.55 |
| 62570000 | | 20 980 | | 18 193 | 2 787 | 15.32 |
| 62600000 | | 3 365 | | 5 452 | 2 086 | 38.27 |
| 62611000 | | 22 373 | | 29 589 | 7 216 | 24.39 |
| 62612000 | | 19 386 | | 29 414 | 10 028 | 34.09 |
| 62750000 | | 18 537 | | 26 793 | 8 256 | 30.81 |
| 62780000 | | 10 453 | | 9 503 | 950 | 10.00 |
| 62810000 | | 20 947 | | 33 346 | 12 400 | 37.18 |
| 62840000 | | 16 732 | | 40 506 | 23 774 | 58.69 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | | 197 278 | | 228 395 | 31 117 | 13.62 |
| 63120000 | | 23 183 | | 30 223 | 7 040 | 23.29 |
| 63130000 | | 37 023 | | 45 700 | 8 677 | 18.99 |
| 63140000 | | 15 977 | | 20 497 | 4 519 | 22.05 |
| 63512000 | | 41 907 | | 53 061 | 11 154 | 21.02 |
| 63514000 | | 63 687 | | 59 737 | 3 950 | 6.61 |
| 63540000 | | 795 | | 1 220 | 425 | 34.81 |
| 63780000 | | 14 706 | | 17 958 | 3 252 | 18.11 |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | | 3 629 517 | | 4 705 437 | 1 075 921 | 22.87 |
| 64100000 | | 3 572 305 | | 4 548 815 | 976 510 | 21.47 |
| 64121000 | | 3 254 | | 52 744 | 49 490 | 93.83 |
| 64130000 | | 6 292 | | 55 853 | 49 561 | 88.73 |
| 64131000 | | 21 813 | | 155 350 | 133 537 | 85.96 |
| 64131500 | | 2 300 | | 15 069 | 12 769 | 84.73 |
| 64132000 | | | | 94 598 | 94 598 | 100.00 |
| 64140000 | | 9 789 | | 6 473 | 3 316 | 51.22 |
| 64141000 | | 46 624 | | 54 552 | 7 928 | 14.53 |
| 64141100 | | 15 653 | | 15 487 | 166 | 1.07 |
| 64141200 | | 5 466 | | 5 919 | 453 | 7.65 |
| 64142000 | | 6 924 | | 8 196 | 1 272 | 15.52 |
| 64171000 | | 2 300 | | 16 028 | 13 728 | 85.65 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| CHARGES SOCIALES | 1 459 608 | | 1 864 929 | | 405 320 | 21.73 |
| 64510000 URSSAF | 958 932 | | 1 268 086 | | 309 154 | 24.38 |
| 64520000 MV4 PRÉVOYANCE | 111 272 | | 135 867 | | 24 595 | 18.10 |
| 64530000 ASSEDIC | 141 976 | | 170 573 | | 28 597 | 16.77 |
| 64540000 MV4 RETRAITE | 290 746 | | 392 064 | | 101 319 | 25.84 |
| 64580000 CHARG. SOC. / CONGÈS À PAY | 3 092 | | 22 807 | | 19 715 | 86.44 |
| 64581000 CHARG. SOC. / PRIME EXCEPT. | 6 786 | | 41 188 | | 34 402 | 83.52 |
| 64720000 VERSEMENTS AU CE | 11 168 | | 12 263 | | 1 095 | 8.93 |
| 64750000 MEDECINE DU TRAVAIL | 10 787 | | 12 546 | | 1 759 | 14.02 |
| 64910000 CREDIT IMPOT COMPETITIVITE EMP | 61 578 | | 108 089 | | 46 511 | 43.03 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | 467 647 | | 562 024 | | 94 377 | 16.79 |
| 68111000 AMORT IMMO. INCORPORELLES | 54 589 | | 71 882 | | 17 293 | 24.06 |
| 68112000 AMORT. IMMO. CORPORELLES | 413 058 | | 490 142 | | 77 084 | 15.73 |
| DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT | 84 930 | | 95 498 | | 10 568 | 11.07 |
| 68173000 DOT. PROVISION STOCKS | 22 589 | | 95 498 | | 72 909 | 76.35 |
| 68174000 DOTATION CRÉANCES DOUTEUSES | 62 341 | | | | 62 341 | |
| AUTRES CHARGES | 29 432 | | 17 553 | | 11 879 | 67.67 |
| 65100000 REDEVANCES | 28 968 | | 16 014 | | 12 954 | 80.89 |
| 65800000 CHARGES GESTION COURANTE | 465 | | 1 540 | | 1 075 | 69.81 |
| Total des Charges d'exploitation | 10 406 399 | | 13 314 470 | | 2 908 072 | 21.84 |
| Résultat d'exploitation | 3 675 659 | | 5 243 986 | | 1 568 327 | 29.91 |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 431 133 | | 79 189 | | 351 944 | 444.43 |
| 76800000 AUTRES PRODUITS FINANCIERS | 431 133 | | 79 189 | | 351 944 | 444.43 |
| REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES | 643 672 | | 2 962 | | 640 710 | NS |
| 78650000 REPRISE S/PROV.PERTE DE CHANGE | 577 090 | | 2 962 | | 574 128 | NS |
| 78662000 REPRISE SUR PROVISION IMMO FIN | 66 582 | | | | 66 582 | |
| DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE | 15 332 | | 6 948 | | 8 384 | 120.67 |
| 76600000 GAIN DE CHANGE | 15 332 | | 6 948 | | 8 384 | 120.67 |
| PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 15 033 | | 36 102 | | 21 069 | 58.36 |
| 76700000 PRODUITS NETS CESSION VMP | 15 033 | | 36 102 | | 21 069 | 58.36 |
| Total des Produits financiers | 1 105 170 | | 125 201 | | 979 969 | 782.72 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS | 11 391 404 | | 643 672 | | 10 747 732 | NS |
| 68650000 DOTATION PROVISION FINANCIÈRE | 791 404 | | 577 090 | | 214 314 | 37.14 |
| 68662000 DOTAT PROVIS°/IMMOS FINANCIERE | 10 600 000 | | 66 582 | | 10 533 418 | NS |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | 580 942 | | 176 016 | | 404 926 | 230.05 |
| 66110000 INTÉRÊTS DES EMPRUNTS | 41 978 | | 66 506 | | 24 528 | 36.88 |
| 66111000 INTERETS DES EMPRUNTS EPCOS | 461 535 | | 56 468 | | 405 067 | 717.34 |
| 66112000 INTERETS /AVANCES CONDITIONNEE | 77 429 | | 53 042 | | 24 387 | 45.98 |
| DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE | 10 362 | | 18 582 | | 8 220 | 44.24 |
| 66600000 PERTE DE CHANGE | 10 362 | | 18 582 | | 8 220 | 44.24 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|-------------------|----|---------------------|----|----------------------|----------|
| | 31/03/2019 | 12 | 31/03/2018 | 15 | Euros | % |
| Total des Charges financières | 11 982 708 | | 838 269 | | 11 144 439 | NS |
| Résultat financier | 10 877 538 | | 713 068 | | 10 164 470 | NS |
| Résultat courant avant impôts | 14 553 197 | | 5 957 055 | | 8 596 142 | 144.30 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 6 000 | | 16 975 | | 10 975 | 64.65 |
| 77520000 PRODUIT CESSION ÉLÉMENTS ACTIF | 6 000 | | 16 975 | | 10 975 | 64.65 |
| REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES | | | 25 015 | | 25 015 | 100.00 |
| 78725000 REPRISE SUR AMORTISSEMENT DERO | | | 18 793 | | 18 793 | 100.00 |
| 78750000 REPRISE PROV. POUR RISQUES | | | 6 222 | | 6 222 | 100.00 |
| Total des Produits exceptionnels | 6 000 | | 41 990 | | 35 990 | 85.71 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION | | | 112 231 | | 112 231 | 100.00 |
| 67110000 PENALITES SUR MARCHES | | | 7 800 | | 7 800 | 100.00 |
| 67170000 RAPPELS D'IMPOTS | | | 84 822 | | 84 822 | 100.00 |
| 67200000 CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR | | | 19 609 | | 19 609 | 100.00 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 65 322 | | 17 365 | | 47 957 | 276.17 |
| 67520000 VNC IMMO CORPORELLES | | | 11 878 | | 11 878 | 100.00 |
| 67560000 VALEUR COMPTABLE ELEMNT FINANCI | 66 582 | | | | 66 582 | |
| 67880000 CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERS | 1 260 | | 5 487 | | 6 747 | 122.96 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS | 19 517 | | | | 19 517 | |
| 68750000 DOTATION PROV. POUR RISQUES | 19 517 | | | | 19 517 | |
| Total des Charges exceptionnelles | 84 839 | | 129 597 | | 44 758 | 34.54 |
| Résultat exceptionnel | 78 839 | | 87 607 | | 8 768 | 10.01 |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | 503 119 | | 666 207 | | 163 088 | 24.48 |
| 69500040 CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE | 501 519 | | 666 525 | | 165 006 | 24.76 |
| 69500050 CREDIT IMPOT INNOVATION | | | 318 | | 318 | 100.00 |
| 69900000 CREDIT IMP APPRENTI RESTITUABL | 1 600 | | | | 1 600 | |
| Total des produits | 7 841 910 | | 8 237 675 | | 395 765 | 4.80 |
| Total des charges | 21 970 826 | | 13 616 129 | | 8 354 697 | 61.36 |
| Bénéfice ou perte (Produits - Charges) | 14 128 917 | | 5 378 454 | | 8 750 462 | 162.69 |



SOLDES
INTERMEDIAIRES
DE GESTION



SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

| | Exercice N | % | Exercice N-1 | % | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|
| | 31/03/2019 12 | CA | 31/03/2018 15 | CA | Euros | % |
| Ventes marchandises + Production | 6 221 440 | 100.00 | 6 422 017 | 100.00 | 200 576 | 3.12 |
| + Ventes de marchandises | | | | | | |
| - Coût d'achat des marchandises vendues | | | | | | |
| Marge commerciale | | | | | | |
| + Production vendue | 6 161 701 | 99.04 | 6 445 937 | 100.37 | 284 236 | 4.41 |
| + Production stockée ou déstockage | 59 740 | 0.96 | 23 920 | 0.37 | 83 660 | 349.74 |
| + Production immobilisée | | | | | | |
| Production de l'exercice | 6 221 440 | 100.00 | 6 422 017 | 100.00 | 200 576 | 3.12 |
| - Matières premières, approvisionnements consommés | 1 730 732 | 27.82 | 2 038 918 | 31.75 | 308 186 | 15.12 |
| - Sous traitance directe | 506 163 | 8.14 | 419 317 | 6.53 | 86 847 | 20.71 |
| Marge brute de production | 3 984 545 | 64.05 | 3 963 782 | 61.72 | 20 763 | 0.52 |
| Marge brute globale | 3 984 545 | 64.05 | 3 963 782 | 61.72 | 20 763 | 0.52 |
| - Autres achats + charges externes | 2 301 091 | 36.99 | 3 382 399 | 52.67 | 1 081 308 | 31.97 |
| Valeur ajoutée | 1 683 454 | 27.06 | 581 383 | 9.05 | 1 102 071 | 189.56 |
| + Subventions d'exploitation | 314 320 | 5.05 | 1 367 072 | 21.29 | 1 052 752 | 77.01 |
| - Impôts, taxes et versements assimilés | 197 278 | 3.17 | 228 395 | 3.56 | 31 117 | 13.62 |
| - Salaires du personnel | 3 629 517 | 58.34 | 4 705 437 | 73.27 | 1 075 921 | 22.87 |
| - Charges sociales du personnel | 1 459 608 | 23.46 | 1 864 929 | 29.04 | 405 320 | 21.73 |
| Excédent brut d'exploitation | 3 288 629 | 52.86 | 4 850 307 | 75.53 | 1 561 678 | 32.20 |
| + Autres produits de gestion courante | 2 616 | 0.04 | 3 266 | 0.05 | 651 | 19.92 |
| - Autres charges de gestion courante | 29 432 | 0.47 | 17 553 | 0.27 | 11 879 | 67.67 |
| + Reprises amortissements provisions, transferts de charges | 192 364 | 3.09 | 278 129 | 4.33 | 85 766 | 30.84 |
| - Dotations aux amortissements | 467 647 | 7.52 | 562 024 | 8.75 | 94 377 | 16.79 |
| - Dotations aux provisions | 84 930 | 1.37 | 95 498 | 1.49 | 10 568 | 11.07 |
| Résultat d'exploitation | 3 675 659 | 59.08 | 5 243 986 | 81.66 | 1 568 327 | 29.91 |
| + Quotes parts de résultat sur opérations en commun | | | | | | |
| + Produits financiers | 1 105 170 | 17.76 | 125 201 | 1.95 | 979 969 | 782.72 |
| - Charges financières | 11 982 708 | 192.60 | 838 269 | 13.05 | 11 144 439 | NS |
| Résultat courant | 14 553 197 | 233.92 | 5 957 055 | 92.76 | 8 596 142 | 144.30 |
| + Produits exceptionnels | 6 000 | 0.10 | 41 990 | 0.65 | 35 990 | 85.71 |
| - Charges exceptionnelles | 84 839 | 1.36 | 129 597 | 2.02 | 44 758 | 34.54 |
| Résultat exceptionnel | 78 839 | 1.27 | 87 607 | 1.36 | 8 768 | 10.01 |
| - Impôt sur les bénéfices | 503 119 | 8.09 | 666 207 | 10.37 | 163 088 | 24.48 |
| - Participation des salariés | | | | | | |
| Résultat NET | 14 128 917 | 227.10 | 5 378 454 | 83.75 | 8 750 462 | 162.69 |



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2019
Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
98 rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Ce rapport contient 49 pages
Référence : L193-106

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Capital social : €.3.685.608

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2019

A l'assemblée générale de la société Tronic's Microsystems S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Tronic's Microsystems S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Continuité d'exploitation

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe fait état de la dette financière de la société à moins d'un an s'élevant à 20 M€ et de l'absence de risque de liquidité à cet égard et au cours des 12 prochains mois, compte tenu notamment de la lettre de soutien reçue de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, actionnaire majoritaire de la société, en date du 11 janvier 2019.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de la société au regard de son risque de liquidité et de sa continuité d'exploitation.

Titres de participations et créances rattachées à des participations

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2019 s'établit à €0, et les créances rattachées à des participations dont le montant net figurant au bilan 31 mars 2019 s'établit à €11.170.747 sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Titres immobilisés », « Etat des provisions » et « Eléments relevant de plusieurs postes au bilan » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la société, à revoir les calculs effectués et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

La note « Règles et méthodes comptables - Informations générales complémentaires » de l'annexe des comptes expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement. La détermination de l'avancement dépend des estimations à terminaison réalisées sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
12 juillet 2019

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 12 juillet 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

*Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées*

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars
2019

Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
98 rue du Pré de l'Horme - Z.I. - 38920 Crolles

Ce rapport contient 13 pages

Référence : L193-108

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98 rue du Pré de l'Horre - Z.I. - 38920 Crolles
Capital social : EUR.3.685.608

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019

A l'assemblée générale de la société Tronic's Microsystems S.A.,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-88 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Avenant n° 1 à la convention d'avances de trésorerie conclue entre la Société et sa filiale américaine Tronics Mems Inc. en date du 30 juillet 2018.

- Personne concernée : M. Julien BON étant, au jour de la signature desdits avenants, membre et Président du Directoire de la Société et membre et président du board of directors de la filiale américaine Tronics Mems Inc.
- Nature et objet : Modification du plafond de mise à disposition par la Société d'une ligne de crédit envers sa filiale en vue de faire face à d'éventuels besoins de trésorerie occasionnels.

- Modalités : Augmentation du plafond de 6.500.000 US dollars, pour atteindre un maximum de 16.500.000 US dollars, moyennant des intérêts basés sur l'indice Euribor 3 mois + 1,5 % actualisé annuellement au 15 janvier. La date limite de remboursement étant fixée au 31 décembre 2018.
- Intérêt pour la société : L'augmentation du plafond vise à répondre au plan de développement de la Société et de sa filiale et aux besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil de Surveillance du 13 juin 2018.

Avenant n° 2 à la convention d'avances de trésorerie conclue entre la Société et sa filiale américaine Tronics Mems Inc. en date du 27 septembre 2018.

- Personne concernée : M. Julien BON étant, au jour de la signature desdits avenants, membre et Président du Directoire de la Société et membre et président du board of directors de la filiale américaine Tronics Mems Inc.
- Nature et objet : Modification du plafond et de la date d'échéance de mise à disposition par la Société d'une ligne de crédit envers sa filiale en vue de faire face à d'éventuels besoins de trésorerie occasionnels.
- Modalités : Augmentation du plafond de 4.000.000 US dollars, pour atteindre un maximum de 20.500.000 US dollars, moyennant des intérêts basés sur l'indice Euribor 3 mois + 1,5 % actualisé annuellement au 15 janvier. La date limite de remboursement est reportée au 31 décembre 2020.
- Intérêt pour la société : L'augmentation du plafond vise à répondre au plan de développement de la Société et de sa filiale et aux besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil de Surveillance du 26 septembre 2018.

Avenant n° 3 à la convention d'avances de trésorerie conclue entre la Société et sa filiale américaine Tronics Mems Inc. en date du 26 mars 2019.

- Personne concernée : M. Julien BON étant, au jour de la signature desdits avenants, membre et Président du Directoire de la Société et membre et président du board of directors de la filiale américaine Tronics Mems Inc.
- Nature et objet : Modification du plafond et de la date d'échéance de mise à disposition par la Société d'une ligne de crédit envers sa filiale en vue de faire face à d'éventuels besoins de trésorerie occasionnels.
- Modalités : Augmentation du plafond de 5.500.000 US dollars, pour atteindre un maximum de 26.000.000 US dollars, moyennant des intérêts basés sur l'indice Euribor 3 mois + 1,5 % actualisé annuellement au 15 janvier.
- Intérêt pour la société : L'augmentation du plafond vise à répondre au plan de développement de la Société et de sa filiale et aux besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil de Surveillance du 25 mars 2019.

Prêt accordé de 1.800.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.800.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 1^{er} octobre 2018.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 4.01738 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 1^{er} octobre 2019.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 26 septembre 2018.

Prêt accordé de 2.000.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 2.000.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 15 octobre 2018.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 4.05425 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 15 octobre 2019.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 26 septembre 2018.

Avenant au prêt accordé de 1.500.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été en date du 18 décembre 2018 signé pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêts du prêt de 1.500.000 US dollars qui a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 18 décembre 2017.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 20 décembre 2019 moyennant un taux fixe de 4.16131 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Avenant au prêt accordé de 1.300.000 EUR par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé en date du 4 janvier 2019 pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêts du prêt de 1.300.000 EUR qui a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 7 janvier 2020 moyennant un taux fixe de 0.92043 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 1.1%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Prêt accordé de 1.700.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.700.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 7 janvier 2019.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 4.105 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 7 janvier 2020.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et de sa filiale américaine TRONICS MEMS INC. et à leurs besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Prêt accordé de 1.500.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.500.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 7 janvier 2019.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 4.105 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 7 janvier 2020.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et de sa filiale américaine TRONICS MEMS INC. et à leurs besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Avenant au prêt accordé de 1.200.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé en date du 14 février 2019 pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêts du prêt de 1.200.000 US dollars qui a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 18 février 2018.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 18 février 2020 moyennant un taux fixe de 4.01675 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêt vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Avenant au prêt accordé de 450.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé en date du 12 mars 2019 pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêt du prêt de 450.000 US dollars qui a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 10 août 2017.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 14 mars 2020 moyennant un taux fixe de 3.5185 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Avenant au prêt accordé de 600.000 EUR par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé en date du 12 mars 2019 pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêt du prêt de 600.000 EUR qui été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 10 août 2017.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 14 mars 2020 moyennant un taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 0.55%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêt vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Avenant au prêt accordé de 1.500.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé en date du 9 avril 2019 pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêts du prêt de 1.500.000 US dollars qui a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 9 avril 2018.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 11 avril 2020 moyennant un taux fixe de 3.80356 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêt vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 25 mars 2019.

Avenant au prêt accordé de 2.000.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé en date du 7 juin 2019 pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêts du prêt de 2.000.000 US dollars qui a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 6 juin 2018.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 11 juin 2020 moyennant un taux fixe de 3.85375 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêt vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 25 mars 2019.

Prêt accordé de 1.500.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.500.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 8 avril 2019.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 3.80356 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 8 avril 2020.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et de sa filiale américaine TRONICS MEMS INC. et à leurs besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 25 mars 2019.

Prêt accordé de 1.500.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.500.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 8 avril 2019.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 3.80536 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 8 avril 2020.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 25 mars 2019.

Accord de coopération entre TDK Corporation et Tronic's Microsystems S.A. entré en vigueur le 1^{er} avril 2019

- Personne concernée : TDK Corporation détenant 100 % du capital social de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Accord de coopération entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019 conclu entre TDK Corporation et Tronic's Microsystems S.A.
- Modalités : Aucun impact sur l'exercice clos le 31 mars 2019.
- Intérêts pour la société : Ce contrat prolonge les relations commerciales actuelles entre TDK Corporation et la Société, et sécurise les termes de ces relations, qui portent sur des projets technologiques innovants.

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance du 13 décembre 2018.

Conventions non autorisées préalablement

En application des articles L. 225-90 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Prêt accordé de 1.500.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.500.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 9 avril 2018.

- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 3.80356 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 9 avril 2019.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : les différents prêts accordés par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à la Société sont consentis au regard des besoins de trésorerie de la Société notamment dans le cadre du financement de sa filiale américaine TRONIC'S MEMS et il n'a pas été possible de réunir le conseil préalablement à la mise en place de la convention.

Prêt accordé de 2.000.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 2.000.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 11 juin 2018.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 3.85375 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 11 juin 2019.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : les différents prêts accordés par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à la Société sont consentis au regard des besoins de trésorerie de la Société notamment dans le cadre du financement de sa filiale américaine TRONIC'S MEMS et il n'a pas été possible de réunir le conseil préalablement à la mise en place de la convention.

Prêt accordé de 1.200.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 1.200.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 10 juillet 2018.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 3.85375 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 10 juillet 2019.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : les différents prêts accordés par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à la Société sont consentis au regard des besoins de trésorerie de la Société notamment dans le cadre du financement de sa filiale américaine TRONIC'S MEMS et il n'a pas été possible de réunir le conseil préalablement à la mise en place de la convention.

Prêt accordé de 2.000.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un prêt de 2.000.000 US dollars a été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 30 août 2018.
- Modalités : Le prêt a été accordé moyennant un taux fixe de 3.92813 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%) pour une durée de 12 mois soit avec une échéance au 30 août 2019.
- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : les différents prêts accordés par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à la Société sont consentis au regard des besoins de trésorerie de la Société notamment dans le cadre du financement de sa filiale américaine TRONIC'S MEMS et il n'a pas été possible de réunir le conseil préalablement à la mise en place de la convention.

Avenant au prêt accordé de 2.700.000 US dollars par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Un avenant a été signé pour reporter la date d'échéance et le taux d'intérêts du prêt de 2.700.000 US dollars été accordé par la TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à Tronic's Microsystems en date du 16 octobre 2018.
- Modalités : L'échéance du prêt a été prorogée au 16 octobre 2019 moyennant un taux fixe de 4.06338 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%).
- Intérêt pour la société : La modification du contrat de prêt vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : les différents prêts accordés par TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG à la Société sont consentis au regard des besoins de trésorerie de la Société notamment dans le cadre du financement de sa filiale américaine TRONIC'S MEMS et il n'a pas été possible de réunir le conseil préalablement à la mise en place de la convention.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avenant à l'accord de coopération entré en vigueur le 12 novembre 2007

- Personne concernée : Thales Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : Avenant à l'accord de coopération entré en vigueur le 12 novembre 2007 conclu entre la Société et Thales Avionics.
- Modalités : L'ensemble des commandes passées par Thales Avionics au titre de l'avenant à l'accord de coopération sur l'exercice clos le 31 mars 2019 s'élève à 717.125 EUR.
- Intérêts pour la société : Ce contrat prolonge les relations commerciales actuelles entre Thales Avionics et la Société, et sécurise les termes de ces relations, qui portent sur des projets technologiques innovants.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 18 juin 2019.

Avenant à l'accord de concession de licence de brevet et de communication de savoir-faire

- Personne concernée : Thales Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : Avenant à l'accord de concession de licence de brevet et de communication de savoir-faire conclu entre Thales Avionics et la Société
- Modalités : Cette convention n'a donné lieu à aucune facturation au titre de l'exercice 2019.
- Intérêt pour la société : Ce contrat renouvelle la concession par Thales Avionics à la Société d'une licence personnelle relative à l'exploitation par la Société de certains brevets et sécurise les termes de cette concession, permettant la réalisation de produits innovants.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 18 juin 2019.

Pacte d'actionnaires

- Personne concernée : Thales Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin et TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG représenté par M. Peter Balzer.
- Nature, objet et modalités: Conclusion d'un pacte d'actionnaires le 29 décembre 2016 relatif à Tronic's Microsystems, entre Thales Avionics S.A.S et TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG.
- Intérêt pour la société : Le pacte d'actionnaires conclu entre les parties organise les droits et obligations des actionnaires de Tronic's Microsystems.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 18 juin 2019.

Contrat et avenant au contrat de management avec le président du directoire

- Personne concernée : M. Julien Bon
- Nature et objet : après la nomination de M. Julien Bon au poste de président du directoire, la société a conclu avec lui un contrat de management ayant pour objet de définir les modalités d'exercice du mandat de président du directoire et notamment la direction opérationnelle de la société.

Ce contrat a été conclu pour la durée du mandat du Directoire restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenu courant 2019 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 31 mars 2019.

- Modalités :
 - Contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 (et un avenant en date du 15 décembre 2017 autorisé par le conseil de surveillance du 22 novembre 2017).
 - Le conseil de surveillance a fixé la rémunération de M. Julien Bon dans le cadre de son contrat de management encadrant l'exercice du mandat de Président du Directoire au titre de l'exercice 2018/2019 à la somme annuelle de 95.000 EUR brute (7.915 EUR brut mensuel), rémunération variable plafonnée à 12.000 EUR brute et 2.300 EUR au titre d'une garantie sociale des dirigeants d'entreprise.
 - Il a été versé au titre de l'exercice 31/03/2019, une rémunération fixe de 99.755 EUR, une rémunération exceptionnelle de 7.680 EUR (prime de rétention et d'objectif) et des avantages en nature pour 2.300 EUR.
- Intérêt pour la société : Désireuse de sécuriser son développement technique et commercial, la société a conclu avec M. Julien Bon un contrat de management.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 18 juin 2019.

Contrats de location de matériels et équipements avec la filiale Tronics Mems Inc. Inc.

- Personne concernée : M. Julien BON, membre et Président du Directoire de la Société et membre et président du board of directors de la filiale américaine Tronics Mems Inc.
- Nature et objet: Conclusions de divers contrats de location de matériel tels que détaillés ci-dessous.
- Modalités : Le solde total du compte de loyers dus par la filiale américaine est au 31 mars 2019 de 5.217,69 EUR. Les différents contrats de location sont détaillés ci-dessous :

| Nature du matériel | Equipements de mesure KLA Tencor * | Equipement de scellement |
|--------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| Valeur du matériel | 60 000 USD | 212.800 USD |
| Durée | 5 ans | 5 ans |
| Année de conclusion du contrat | 2014* | 2015 |
| Loyer mensuel HT | 1.073 USD | 3.548 USD |
| Produits de l'exercice 2019 | 12.876 USD soit 11.705 EUR | 42.576 USD soit 38.705 EUR |

* Cette convention a pris fin en mai 2019.



Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
12 juillet 2019

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 18 juin 2019.

Lyon, le 12 juillet 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé

www.tronicsgroup.com



Email : investors@tronicsgroup.com

Tel: +33 (0)4 76 97 29 50

Fax: +33 (0)4 76 97 29 51

98 rue du Pré de l'Horme
38926 Crolles Cedex, France

